

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
RÉGIME DOUANIER DU MAROC
ET LE
DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE MAROCAIN
JUSQU'A NOS JOURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 8 juin 1920, à 2 heures

PAR

Jean DONON

Président : M. PÉRREAU, professeur.

Suffragants : { *MM. LESEUR, professeur.*
G. DE LAPRADELLE, professeur.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

44, Rue Victor-Cousin, 44

1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
RÉGIME DOUANIER DU MAROC
ET LE
DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE MAROCAIN
JUSQU'A NOS JOURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 8 juin 1920, à 2 heures

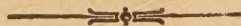


PAR

Jean DONON

Président : M. PERRÉAU, professeur.

Suffragants : { *MM. LESEUR, professeur.*
G. DE LAPRADELLE, professeur.



PARIS
ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR
11, Rue Victor-Cousin, 11

—
1920

BIBLIOGRAPHIE

- CHÉNIER (M. de), chargé des affaires du Roi auprès de l'Empereur du Maroc. *Recherches historiques sur les Maures et Histoire de l'Empire du Maroc*, 3 vol., 1789.
- THOMASSY. — *Des relations politiques et commerciales de la France avec le Maroc*. Paris, A. Bertrand, 1842, 1 vol.
- DURIEU (Xavier). — *Le Maroc en 1844* (Article de la *Revue des Deux-Mondes*. Paris, 1844).
- ARLACH (H. de I). — *Le Maroc en 1866*, chez Ledoyen, Galerie d'Orléans, Palais-Royal, Paris, 1866, 1 vol.
- Rapport de M. Baumier, Consul de France, *Annales du commerce extérieur*. Etats barbaresques, faits commerciaux, n° 17.
- Mogador et son commerce maritime*. Librairie administrative de Paul Dupont. Paris, 1875, 1 brochure.
- LOTI (Pierre). — *Au Maroc*. Calman-Levy, éd., 3 rue Auber, Paris, 1 vol., 1890.
- PLAYFER (Colonel sir Lambert), K. C. M. G., consul général for Algeria and Tunis. *A bibliography of Morocco from the earliest times to the end of 1891*, 1 vol., John Murray, London, 1892.
- MARTINIÈRE (H. M. P. de la). — *Notice sur le Maroc*, 1 fascicule. Ladmirault et C^{ie}, éditeur, Paris, 1897.
- MASSON (Paul). — *Histoire des établissements et du commerce français dans l'Afrique barbaresque, 1560-1793*. Librairie Hachette et C^{ie}, Paris, 1903, 1 vol.
- BOUTIN (Abel). — *Les traités de paix et de commerce de la France avec la Barbarie, 1515-1830*. Thèse pour le doctorat. Pedone, éditeur, Paris, 1902.
- Les relations de l'Espagne et du Maroc pendant le*

- XVIII^e et le XIX^e siècle, 1 vol. A. Pedone, éd., Paris, 1905.
- COUSIN (Albert), membre du Conseil supérieur des Colonies et SAURIN (Daniel) avocat à Tanger, directeur du *Journal du Maroc*. — *Le Maroc*, 1 vol. Librairie du Figaro, Paris, 1905.
- FIDEL (Camille). — *Les intérêts français et les intérêts allemands au Maroc*. Publication du Comité du Maroc, Paris, 1905, 1 vol.
- GIRAULT (Arthur). — *Principes de colonisation et législation coloniale*, 2^e édition, tome II. Larose, édit., Paris, 1904.
- MOUCHERONT, directeur général des Douanes en Algérie. *Les Douanes en Algérie*, 1 vol., Typographie Adolphe Jourdan, Alger, 1907.
- Statistiques du mouvement commercial et maritime du Maroc*, publié par le comité des Douanes. Imprimerie Eugène Jacquet, Dijon, 1908.
- RENÉ-LECLERC, délégué général du Comité du Maroc à Tanger. *Situation économique et commerciale du Maroc en 1907. Rapport et statistiques*, 1 brochure. Alger, 1909. Imprimerie typographique et lithographique S. Léon.
- LOMBARD (Auguste). — *La banque d'Etat du Maroc*. Thèse pour le doctorat ès-sciences économiques et politiques, 1 vol. Imprimerie Firmin et Montane, Montane-Sicardi et Valentin successeurs, Montpellier, 1911.
- AUBIN (Eugène). — *Le Maroc d'aujourd'hui*. Librairie Armand Colin, Paris, 1912, 1 vol.
- COLLIEZ (André). — *La frontière algéro-marocaine*, 1 vol. Rivière et C^{ie} éditeurs, Paris, 1911.
- BERNARD (Augustin), professeur à l'Université d'Alger, chargé de cours à la Sorbonne. *Les confins algéro-marocains*, 1 vol. Ouvrage publié sous le patronage de M. Jonnart, gouverneur général de l'Algérie et du Comité du Maroc. Emile Larose, Paris, 1911.
- CARD (Rouard de). — *Documents diplomatiques pour servir*

à l'étude de la question marocaine, 1 vol. A. Pedone et J. Gamber, éditeurs, Paris, 1911.

Rapport de M. Maurice Varnier, Haut-Commissaire du Gouvernement de la République Française. *Exposé de la situation du Maroc oriental à la fin de 1912*, Oran, imprimerie Heintz et fils, 18 et 20, boulevard Malakoff, 1914, 1 vol.

BONNET (Pierre). — *La banque d'Etat du Maroc et le problème marocain*. Librairie Arthur Rousseau, Paris, 1913, 1 vol.

MOUREY (Charles). — *Le commerce du Protectorat français au Maroc de 1913 à 1915*. Publication parue à l'occasion de l'exposition franco-marocaine de Casablanca. Plon et Nourry, éditeurs, 8, rue Garancière, Paris.

HOLTZ (Louis). — *Traité de législation marocaine*. Edition des juriscenseurs. Paris, 18, rue Séguier, 1914.

Journal officiel de la République Française. Chambre des Députés. Séance du 11 mars 1914.

Général LYAUTEY. — Rapport général sur la situation du protectorat du Maroc au 31 juillet 1914. Rabat, 1916.

Annuaire économique et financier du gouvernement du protectorat, années 1917-1918-1919. Imprimerie rapide, Mercier et C^{ie}, Casablanca.

Rapport fait au nom de la Commission des Douanes chargée d'examiner le projet de loi et la proposition de loi relatifs au régime douanier des produits marocains importés en Algérie et aux vins récoltés dans la Régence de Tunis et l'Empire du Maroc, par M. Edouard Barthe, député n° 3354-10^e législature et rapport de M. Edouard Barthe sur le même sujet, session 1918, n° 5104.

ISAAC (Maurice). — *Etude sur le régime douanier de la Tunisie*. Picard, libraire, 14, avenue de France, Tunis.

Documents statistiques réunis par l'Administration des douanes (Gouvernement général de l'Algérie) Alger, Imprimerie algérienne, 30, rue Sadi-Carnot.

MARTENS (de). — *Recueil général des traités*.

CASTRIES (Henry de). — *Sources inédites de l'histoire du Maroc*, 1^{re} série. Archives et bibliothèques de France. Ernest Leroux, éditeur, 28, rue Bonaparte, Paris, 3 vol.

Traité de paix de Versailles. Librairie Berger-Levrault, Paris, 1919.

CARD (Rouard de). — *Les traités de commerce conclus par le Maroc avec les puissances étrangères (XIX^e siècle)*, 1 volume, Pedone, éditeur, Paris.

Une compagnie française dans l'Empire du Maroc au XVII^e siècle, 1 vol., Pedone, éditeur, Paris.

GOULVEN (J.). — *L'établissement des premiers Européens à Mazagan au cours du XIX^e siècle*, 1 brochure. Edouard Champion et Emile Larose, éditeurs Paris.

BUDGETT MEAKIN. — Londres Swan, Sonnen sehein and Co. *The Land of the Moors*, 1 vol. *The Moorish Empire an Historical Epitome*, 1 vol. *The Moors a, comprehensive description*, 1 vol.

BERNARD (Augustin). — *Le Maroc*. Alcan, éditeur, Paris, 1 vol.

PIQUET (Victor). — *Le Maroc Géographie*. Histoire mise en valeur. Librairie Armand Colin, Paris, 1 vol.

Bulletin officiel du Protectorat de la République Française au Maroc. Edition française, Rabat, Maroc.

Les intérêts marocains. Revue des questions économiques et financières au Maroc, 1, rue Auvrieux, Paris, VIII^e.

Bulletin du Comité de l'Afrique française et du Comité du Maroc, 21, rue Cassette, Paris.

Archives marocaines. Publication de la mission scientifique du Maroc. Ernest Leroux, 28, rue Bonaparte, Paris.

LE
RÉGIME DOUANIER DU MAROC
ET LE
DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE MAROCAIN
JUSQU'A NOS JOURS

CHAPITRE PREMIER

**Les Douanes et le Commerce du Maroc
jusqu'au début du XIX^e siècle.**

Tous les voyageurs qui vers la fin du xix^e siècle ont visité l'empire chérifien en ont rapporté l'impression que le Maroc était un pays fermé, isolé, plus éloigné de l'Europe, bien qu'à très faible distance de Gibraltar, que maints pays d'Afrique du Sud ou d'Océanie.

Loti a donné une expression poétique de ce fait à la fin de son livre *Au Maroc* (1).

« O Moghreb sombre, reste bien longtemps encore muré, impénétrable aux choses nouvelles. Tourne bien le dos à l'Europe et immobilise-toi dans les choses passées. Dors bien longtemps et continue ton vieux rêve afin qu'au moins il y ait un dernier pays où les hommes fassent leur prière. »

« Et qu'Allah conserve au Sultan ses territoires in-

1. Loti. *Au Maroc*, p. 357, 358.

soumis et ses solitudes tapissées de fleurs, ses déserts d'Asphodèles et d'Iris pour y exercer dans l'espace libre l'agilité de ses cavaliers et les jarrets de ses chevaux, pour guerroyer comme jadis les paladins et y moissonner des têtes rebelles. »

« Qu'Allah conserve au peuple arabe ses songes mystiques, son immuabilité dédaigneuse et ses hillons gris. Qu'il conserve aux musettes bédouines leur voix triste qui fait frémir. Aux vieilles mosquées l'inviolable mystère et le suaire des chaux blanches aux ruines. »

Cet état d'isolement qui s'est prolongé jusqu'à l'intervention française et qui tenait à la fois à la décadence profonde du pouvoir chérifien, à l'inexistence de ports, de chemins de fer, de routes mêmes, ne doit point nous faire croire que le Maroc ait été de tout temps un pays particulièrement sauvage, terre inviolée du chrétien, préservée de tout contact avec l'Europe.

Au moyen âge, les rapports entre le Maroc et l'Europe furent nombreux et fréquents. La conquête arabe ne s'était point arrêtée au détroit de Gibraltar et avait débordé en Espagne créant ainsi entre la péninsule Ibérique et le Maroc des rapports qui furent continus pendant tout le cours de l'histoire. La civilisation musulmane du VII^e au XIV^e siècle, dans sa période de force, n'était nullement intolérante ni fanatique. Lors de l'invasion le christianisme ne fut pas proscrit les chrétiens gardèrent leurs lois et leur religion, à la condition de se soumettre à la capitulation imposée par le vainqueur. Au IX^e siècle, on signale des documents qui font mention de 40 villes épiscopales en Afrique du Nord. Les religieux franciscains, chargés du rachat des esclaves chrétiens étaient bien accueillis et libres de circuler dans le pays. Seules les tentatives de prosélytisme amenaient

une réaction, très bénigne et très modérée, des autorités musulmanes (1).

Au point de vue commercial les relations ne furent jamais interrompues entre la Barbarie et l'Europe. Les Pisans conclurent dès le ^xⁱ siècle des traités de commerce avec les sultans du Maroc. En 1138, les Communes et Seigneurs de Marseille, Fréjus, Hyères et Antibes suivent cet exemple. A Gênes, à Marseille, il se fonde des sociétés pour le commerce avec le maghreb. Les statuts municipaux de Marseille témoignent de relations commerciales suivies. Ils prévoient la vente du vin en gros et en détail au moyen de mesures poinçonnées par la Commune. Musulmans et chrétiens venaient fréquemment, publiquement, s'en approvisionner. Le commerce semble avoir consisté dans la banque, le change, le commerce des draps, des toiles et probablement aussi celui des esclaves. Au ^{xvi}^e siècle le commerce se développe encore, Montpellier, Nîmes, Aigues-Mortes, Narbonne y participent.

Les transactions avec le Maroc se faisaient à cette époque exclusivement sur la côte ou dans les grandes villes à l'intérieur comme à Merrakech.

Les principaux ports ouverts étaient Arcudia (probablement Alhucemas) Peñon de Velez, Ceuta, Tanger, Arzila et Larache. Les marchands chrétiens formaient un quartier franc sous l'autorité du directeur de la douane marocaine. Des approvisionnements étaient constitués dans les fondouks de ces villes et vendus le plus souvent aux enchères. Les droits de douane étaient déjà à cette époque de 10 % *ad valorem* à l'importation et 5 % à l'exportation et en plus des droits divers (droits d'écrivain, d'interprète, d'ancre, de pesage, de magasinage).

Les marchands chrétiens avaient leur sécurité as-

1. Augustin Bernard. *Le Maroc*, p. 275, 289.

surée par des conventions et vivaient dans des quartiers francs sous la juridiction et l'administration de leurs consuls.

Le commerce consistait principalement à l'importation en oiseaux de chasse, bois, métaux, cuivre et étain, armes, l'or et l'argent, les bijoux, la quincaillerie, la mercerie, les tissus et draps, les céréales, les épices (poivre, girofle, cannelle) les parfums, les agrès de navire et les verres de Venise. Le Maroc envoyait à l'Europe des esclaves noirs et blancs, les célèbres cuirs marocains, les peaux préparées ou brutes, les écorces à tan, les substances tinctoriales, des céréales, des fruits, des amandes, des dattes, des étoffes, des tapis, du coton, du plomb, de la poudre d'or, des plumes d'autruche et du corail.

Le Maroc comme toute la Berberie a jusqu'à une époque récente été le point d'arrivée des caravanes venues du Soudan, et il est infiniment vraisemblable, qu'au moyen âge, où la navigation ne dépassait pas sensiblement le cap Blanc, le commerce transsaharien fournissait un appoint important aux exportations marocaines à destination du Nord.

La belle période de la puissance musulmane issue des invasions au Maroc fut assez courte. Non seulement, les rois Maures ne purent continuer leur progrès sur le sol européen mais peu à peu ils furent vaincus en Espagne par les dynasties chrétiennes et au xv^e siècle, Espagnols et Portugais passèrent à leur tour à des attaques contre le territoire marocain. En 1415 les Portugais s'emparent de Ceuta. En 1458 ils prennent Ksar es Srir, et 1468 Casablanca, appelée alors Anfa, qu'ils détruisent, en 1471 Arzila et Tanger. En 1507, ils établissent même à Mazagan l'amorce d'une colonie. Les Espagnols de leur côté continuèrent la croisade sur le territoire marocain mais leurs succès ne furent pas considérables.

Contre ces tentatives de domination étrangère le Maroc musulman réagit avec une grande vigueur.

La dynastie saadienne issue de la région de l'Oued Draa, se présente comme l'ennemie des étrangers, leur fait une guerre acharnée pendant tout le xvi^e et xvii^e siècle et à la fin du règne du plus grand sultan marocain Moulaï Ismaël, les chrétiens ne possèdent plus sur la terre marocaine que les présidios espagnols qui se sont conservés jusqu'à nos jours.

Ces deux siècles de guerre, n'ont pas été naturellement favorables à la continuation des rapports commerciaux entre l'Europe et le Maroc. Cependant ces rapports n'ont jamais été complètement interrompus. Les sultans avaient intérêt à entretenir de bonnes relations avec les puissances étrangères autres que le Portugal et l'Espagne pour se procurer des armes, des matériaux de constructions navales et éventuellement un appui contre leurs ennemis directs. Les puissances européennes avaient un grand intérêt à se ménager des sympathies dans l'empire chérifien, pour deux sortes de raisons. Des raisons politiques tout d'abord. Lorsque la France et l'Angleterre se trouvaient en guerre avec l'Espagne, elles cherchaient partout des alliés contre leur puissant ennemi. Il y avait aussi des raisons commerciales se référant toutes à la protection contre la piraterie.

Le xvi^e et le xvii^e siècle virent un grand développement des relations commerciales orientées vers des voies nouvelles. Le commerce des Indes par le Cap de Bonne-Espérance et celui de l'Amérique du Sud passaient nécessairement à proximité des côtes marocaines. Depuis leur expulsion d'Espagne, les Andalous et des renégats chrétiens de toute provenance, avaient organisé en grand l'industrie de la piraterie.

Des ports de la côte Atlantique, Larache, Manora, Salé, Fédala armaient pour la course. Les pirates de

Salé devaient même, dans cette industrie d'une nature un peu spéciale se créer une véritable réputation. Les puissances européennes et le Sultan du Maroc avaient donc intérêt à conserver de bonnes relations. C'est ce qui explique que, s'ils ont toujours été en guerre avec leurs voisins directs Espagnols et Portugais, les sultans marocains ont toujours entretenu des rapports plus ou moins étroits avec la France, l'Angleterre, et les puissances protestantes du Nord, Hollande, Suède et Danemark.

Les premières relations modernes à propos desquelles nous ayons des documents précis datent de François I^{er} qui envoya au Maroc la mission de Pierre de Pilon en 1533. Cette mission avait d'ailleurs un but principalement politique, et visait à obtenir l'alliance du Sultan contre Charles-Quint. En 1577, le marseillais Guillaume Bérard est nommé consul au Maroc. La même année, la reine Elisabeth envoya un de ses écuyers en ambassade auprès du Sultan, et en 1585 une compagnie à chartre anglaise est fondée pour le commerce avec le Maroc. Henri IV envoya également une mission, mais la plus importante fut de beaucoup celle du chevalier de Razilly envoyée sur l'initiative de Richelieu en 1619. C'est à cette époque que fut formé le premier projet d'occupation française, occupation comprise d'ailleurs dans un but purement commercial puisqu'il s'agissait de s'emparer de l'île de Mogador pour y établir un comptoir. Le projet n'eut pas de suite, mais une escadre française fut envoyée pour bloquer Salé dont les pirates troublaient notre commerce avec les Indes (1).

Après des négociations assez longues un traité fut

1. Henry de Castries. *Les sources inédites de l'histoire du Maroc*, 1^{re} série ; *Dynastie Saadienne*. Archives et Bibliothèque de France, t. III, p. 406.

signé le 17 septembre 1631 entre Moulay-el-Oualid et Louis XIII.

Cet accord est le premier traité de paix et de commerce entre la France et le Maroc dans les temps modernes.

Il était à vrai dire surtout relatif à la piraterie. Il stipulait que les navires français ne pourraient être arrêtés en mer par des sujets marocains. Que si des Français se trouvaient sur des navires ennemis déclarés de bonne prise, ils seraient remis en liberté et leurs biens leur seraient restitués. Il portait en outre autorisation d'établissement des consuls, immunité de juridiction pour ceux-ci et leur donnait le droit de statuer sur tous les différends entre français. Le sultan du Maroc se déclarait prêt à châtier ceux de ses sujets qui contreviendraient à ces stipulations. Mais le traité contenait en outre quelques articles d'intérêt purement commercial.

ART. 4. — « Que tous les marchands français qui viendront aux ports de nos royaumes pourront mettre en terre leurs marchandises, vendre et acheter librement sans payer autre droit que la dîme et tavalit reconnue comme aussi de même seront obligés en France les marchands nos sujets. »

ART. 5. — « Que les navires de France pourront emporter de nos ports tout ce qui leur sera nécessaire de victuailles et eau, là part où le temps leur offrira — (il faut entendre partout où le temps leur permettra d'aborder) — et de même nos sujets dans les ports de France... »

ART. 6. — « Que si la mer par tourmente jetait quelques navires sur nos côtes et sables que aucun de nos sujets ne soit si osé de mettre la main en aucune chose des dits navires et biens généralement quelconques, ni sur les hommes, au contraire qu'ils puissent retirer leurs dits navires et biens et les ame-

ner et emporter où bon leur semblera et de même les Maures en France. »

Enfin l'article 14 contenait une stipulation qui est devenue de style dans tous les traités postérieurs, mais qui ne devait être dans les temps troublés qu'une bien faible garantie.

ART. 14. — « Et si le traité de paix contracté entre nous et l'empereur de France venait à se rompre, ce que Dieu ne permette, par quelques différends qui pourraient arriver, que tous les marchands qui seront de l'un royaume dans l'autre se pourront retirer avec leurs biens où bon leur semblera pendant le temps de deux mois. »

Ce traité fut d'une application difficile en ce qui concerne les clauses relatives à la piraterie. il fut suivi d'un nouveau traité plus explicite signé le 18 juillet 1635 (1), lequel fut expressément accepté le 1^{er} septembre de la même année par le gouverneur et les habitants de Salé.

Malgré ces traités la piraterie et les difficultés relatives à l'échange des esclaves furent le grand obstacle à l'établissement de rapports sérieux entre le Maroc et la France sous le règne de Moulaï Ismaël. Celui-ci impressionné par les succès de Louis XIV recherchait une entente avec la France et des négociations menées avec toute la lenteur orientale furent poursuivies pendant tout son règne avec le gouvernement français (2).

En 1684 on fut sur le point d'aboutir à une entente au sujet de l'échange des esclaves. Le Chérif qui tenait beaucoup à retirer ses sujets des galères du roi offrait pour chacun d'eux un chrétien et 300 livres. Le désir de Colbert de conserver intactes les

1. Henry de Castries, *op. cit.*, p. 492.

2. Paul Masson. *Histoire des établissements et du commerce français dans l'Afrique barbaresque*, 1560, 1793, p. 196.

chiourmes des galères fit échouer le projet. D'ailleurs la versatilité de la cour chérifienne ne permettait guère la conclusion des traités de commerce stables et sérieux (1).

L'Angleterre et la Hollande n'y réussirent pas mieux et après de longues négociations échouèrent au moment où elles croyaient toucher au but. En réalité le Sultan du Maroc tenait à conserver des relations avec les différentes puissances européennes qui pouvaient éventuellement lui servir d'alliés contre les Espagnols et les Portugais, mais ne sentait point la nécessité de s'engager définitivement et pour une longue durée, surtout par des traités de commerce.

Les relations entre la France et le Maroc qui avaient été excellentes pendant la première moitié du règne de Louis XIV devinrent plus froides à partir de 1700. Moulâï Ismaël fut très violemment froissé pour l'accueil fait à sa demande en mariage de M^{lle} de Blois, fille du roi et de la duchesse de Lavallière. Les succès de la coalition et particulièrement les succès maritimes de l'Angleterre pendant la guerre de succession d'Espagne ainsi que des tentatives maladroites de la Cour de France d'imposer sa volonté par de simples croisières, diminuèrent fort l'empressement de Moulâï Ismaël à rechercher une entente avec le souverain qu'il avait jusqu'alors considéré à juste titre comme l'arbitre de la chrétienté. Quoi qu'il en soit, pendant tout le cours du xvii^e siècle, de même que l'influence politique nous appartient sans conteste c'est la France qui détient le principal commerce avec le Maroc.

Ce commerce n'a pas revêtu la forme usuelle des grandes compagnies à chartres.

1. Paul Masson, *op. cit.*, p. 197.

Une tentative de cet ordre fut malheureuse. Un marseillais nommé Fréjus obtint la fondation d'une compagnie privilégiée pour le commerce avec le Maroc par l'arrêt du Conseil du 4 novembre 1664 (1). Fréjus qui négocia au nom de la compagnie avec Moulay er Rechid n'obtint que de vagues promesses. La compagnie avait fait choix pour son exploitation de la côte du Riff. Elle fut obligée d'abandonner ses opérations au bout de fort peu de temps devant l'hostilité des indigènes et surtout en raison de la pauvreté du pays, qui n'était point en état de fournir un commerce important.

Le commerce était entre les mains de particuliers plus ou moins aventureux, assez faiblement soutenus par des consuls qui jusque vers 1682 étaient de simples commerçants, affermant leurs charges.

Un mémoire adressé par l'intendant de la Marine Vauvray en 1687 (2) dépeint la colonie française de la façon suivante : « Les Français, écrit-il, n'ont d'établissements qu'à Sainte-Croix, Salé et Tétouan. Il n'y a que 3 maisons françaises à Sainte-Croix, dont la principale est celle du sieur Le Gendre, marchand de Rouen. L'agent est le sieur Jacques Bogard, lequel est de la religion prétendue réformée et fort attaché à son hérésie. Les deux autres sont de Provence et de Montpellier, qui ont leur maison de commerce à Cadix et cette dernière est aussi huguenote. Dans Salé, il y a quelques maisons provençales de peu d'importance. Dans Tétouan, il y en a 3, l'une du sieur Simon, huguenot et les 2 autres de gens obérés qui s'y sont retirés. Ces marchands sont la plupart huguenots ou gens ruinés qui se sont retirés dans ce pays,

1. Paul Masson, *op. cit.*, p. 190, et Rouard de Card. *Une compagnie française dans l'Empire du Maroc au XVII^e siècle*, p. 5 à 38.

2. Paul Masson, *op. cit.*, p. 234.

pour y être à couvert des poursuites de leurs créanciers... »

Vers la fin du siècle le consul (1) Estelle donnait la liste des commerçants français, 5 maisons à Salé, 2 à Tétouan, 2 à Larache, 1 à Saphy, 1 à Sainte-Croix. Les Anglais et les Hollandais n'avaient plus de marchands établis au Maroc.

Les consuls jusqu'en 1682 étaient des commerçants notables qui recevaient une lettre royale leur donnant en même temps que la charge de la protection de leurs compatriotes le droit de percevoir des taxes sur tout le commerce français. Ce système de la ferme fut alors aboli et les consuls furent depuis lors des fonctionnaires qui ne s'occupaient que de leur charge. Le souverain du Maroc ne semble pas avoir accueilli favorablement cette réforme car il reproche au consul français Estelle (2) « qu'alors que les consuls qui étaient avant lui étaient marchands et donnaient du bénéfice au port, lui ne faisait qu'écrire ».

Le commerce français, avec le Maroc se faisait surtout par Marseille, mais aussi par Rouen, Saint-Malo et d'autres villes de la côte atlantique (3). « Le trafic de la Provence, écrivait le consul Estelle, consiste en tartres et papiers dont la consommation est grande en Barbérie aussi bien que les bonnets de laine rouge, fins et communs, draps de Languedoc, cadis-sous de Nîmes, futaines, peignes, soies, toileries de Lyon, fils d'or, brocards, damas, damasquins, velours, cotons et autres denrées du Levant de peu de prix et d'un meilleur produit. Celui de Rouen, Saint-Malo et autres villes du ponant, est presque tout en toile dont on estime qu'il s'en transporte tous les ans dans

1. Paul Masson, *op. cit.*, p. 235.

2. Paul Masson, *op. cit.*, p. 229.

3. Paul Masson, *op. cit.*, p. 230.

l'Afrique pour plus de 200.000 livres. L'échange qu'on y fait de toutes ces marchandises consiste en cire, cuir, laine, plumes d'autruche, cuivre, dattes et amandes. L'Espagne achetait surtout de la cochenille et du vermillon ; l'Angleterre vendait des draps et des candies des Guinées ; la Hollande des draps, des toiles, des épices, du fil de fer, laiton, mousseline pour turban et de temps en temps des armes et autres munitions de guerre. L'Italie fournissait de l'alun, du soufre et des poteries ; enfin il y avait un commerce avec le Levant consistant principalement en soie, coton, vif argent, et en opium. Le Maroc envoyait de nombreuses caravanes dans le Tafilet et au Soudan pour y rapporter de l'or, des esclaves, des plumes d'autruche et de l'ivoire.

Le chérif Moulaï Ismaël s'intéressait au commerce, mais comme tous les souverains du Maroc qui le suivront, il ne le considérait guère que du côté purement fiscal.

Le consul Estelle nous a laissé le récit d'une conversation qu'il eut avec le chérif et qui est excessivement curieuse à cet égard (1) : « Quand je fus tout près de lui, il me fit demander par un renégat espagnol qu'est-ce que je faisais pour son pays. Je lui fis répondre que je lui faisais valoir ses ports de mer et y assistais les marchands français en tout ce qui m'était possible. Je lui fis ensuite un détail de tout ce qui regardait mon ministère... Il répondit que les marchands français qui étaient dans ses ports ne lui faisaient venir que des épingles, aiguilles, papier et autres drogues semblables, qui ne lui produisaient pas plus de 400 à 500 écus de bénéfice tous les ans ; sur quoi je lui fis connaître que nos marchands français lui apportaient dans ses royaumes, des toileries,

1. Paul Masson, *op. cit.*, p. 229.

draperies, soieries et généralement tout ce qui était nécessaire en ce pays, venant de chrétienté ; que depuis cinq mois par exemple, il avait abordé à Salé 12 bâtiments français qui lui avaient rendu plus de 20.000 écus du droit de 10 %, ce qui l'étonna. Je poursuivis en lui donnant le rôle de tout ce que ces bâtiments avaient apporté et rechargé en ce pays ; ce qui lui donna à penser pendant une demi-heure sans rien dire, et ce qui fit connaître que ses alcaydes le volent impunément et lui font accroire ce qu'ils veulent. »

Les droits de douanes n'avaient pas changé depuis le xii^e siècle et étaient toujours en principe de 10 % à l'entrée et à la sortie et constituaient une des principales ressources de la monarchie. Dans un mémoire de 1699 Estelle, consul français, chiffre les droits perçus dans le seul port de Salé depuis janvier 1697 à juin 1698 à plus de 200.000 livres.

En somme à la fin du xvii^e siècle en dépit de tentatives infructueuses d'entente avec les puissances européennes, on peut dire que le Maroc, énergiquement administré par son plus grand souverain Moulaï Ismaël, occupé principalement à reconstituer l'intégrité territoriale de l'empire, n'a avec l'Europe que des relations assez médiocres et que le souverain marocain ne voit guère dans ces relations qu'une occasion de profits fiscaux en même temps que le moyen de jouer un jeu de bascule utile entre les différentes puissances européennes.

Au xviii^e siècle, la guerre quasi perpétuelle qui existait depuis deux cents ans entre le Maroc et les puissances européennes cesse. Des efforts assez considérables sont faits pour l'établissement de relations permanentes (1). Ces efforts se manifestent par la

1. Table générale du *Recueil des traités* de A. de Martens. Partie alphabétique, p. 325.

conclusion d'un grand nombre de traités de paix et de commerce.

L'Angleterre conclut un premier traité en 1721, qu'elle renouvela successivement le 14 janvier 1728, le 15 décembre 1734, le 28 juillet 1760, le 24 mai 1783, le 8 avril 1791, le 14 juin 1801. Les Pays-Bas firent leur paix le 21 novembre 1752, traité renouvelé le 29 juin 1777, les 28 novembre et 1^{er} décembre 1791. Le Danemark fit un traité de paix, de commerce et de navigation le 18 juin 1753, qu'il renouvela le 25 juillet 1767. La France ne signa un traité de paix et de commerce avec le Maroc que le 28 mai 1767, traité qui resta en vigueur jusqu'en 1825. Le 25 janvier 1787, les Etats-Unis signèrent un traité de commerce. Enfin l'Espagne après avoir conclu une trêve en 1767, une convention en 1780 (1) et un traité de paix en 1785, obtint certains avantages par une déclaration de l'empereur du Maroc du 20 octobre 1789, avantages relatifs au droit de commerce exclusif à Darbjda, au droit d'exportation en franchise de bétail, à la libre importation de poix, planches et chanvre. Enfin, après une nouvelle rupture, elle signa le traité de paix, d'amitié, de navigation, de commerce et de pêche du 1^{er} mars 1799. Deux autres traités de commerce ont été conclus par le Maroc au XVIII^e siècle, l'un avec la Toscane, 6 février 1778, l'autre avec l'Autriche en 1783.

Le renouvellement fréquent de ces actes diplomatiques pour les puissances particulièrement intéressées s'explique par le caractère fantasque des souverains marocains. Ceux-ci sous des prétextes futiles rompaient ou renouaient leurs relations avec les puissances européennes sans d'ailleurs que les guerres qui en résultaient soient marquées en l'absence d'une

1. Voir note en bas du traité du 1^{er} mars 1799. Martens. *Recueil de traités*, supplément III (1733-1804), p. 132.

marine marocaine sérieuse, par autre chose que des vexations contre les marchands européens établis au Maroc. Ces dispositions versatiles des souverains de l'époque ont été attestées par divers documents qui nous sont parvenus. La déclaration du 20 octobre 1789 faite en faveur de l'Espagne explique dans son exposé des motifs la genèse d'un de ces conflits (1).

« Par ordre de S. M. l'Empereur mon maître, en date du 16 de ce mois, je déclare par la présente à Messieurs les Consuls combien Sa Majesté du Maroc est accoutumée à apprécier et de récompenser le bien qu'on lui fait et combien elle ressent le mal qu'on lui cause. En vertu de la noblesse de ses sentiments, elle a permis l'exportation pour Gibraltar de tous les rafraîchissements qu'on peut y désirer moyennant une modique rétribution. Son but étant de prouver à Sa Majesté britannique la sérieuse amitié qu'elle porte tant à ce grand Roi qu'à sa nation. Mais à peine leur avait-elle donné ces preuves de bienveillance qu'on lui refusa honteusement la réparation d'une de ses frégates, et où ? à Gibraltar ! place qui doit à la bonté du très gracieux Empereur sa subsistance. Voilà sans doute une insoutenable ingratitude, qui le croira dans les siècles futurs ! La cour d'Espagne toujours attentive à ce qui peut faire plaisir à l'empereur du Maroc apprit à peine que ce bâtiment qu'on avait refusé de réparer à Gibraltar était entré à Cadix, qu'elle donna les ordres les plus stricts non seulement de le monter à terre et de le réparer, mais aussi de le radouber à neuf entièrement, et de faire la même chose par rapport à tous les bâtiments que Sa Majesté marocaine trouverait bon d'y envoyer à cette fin. Cette incomparable attention et dont la cour

1. Voir note en bas du traité du 1^{er} mars 1799, De Martens. *Recueil , de traités*, supplément III (1733-1804), p. 132.

d'Espagne a donné de fréquentes preuves a mérite de la part de Sa Majesté du Maroc, des preuves de bienveillance telles qu'elles sont sans exemple dans ce pays. »

L'Espagne retirait de cette colère chérifienne des avantages considérables.

1° Le droit de commerce exclusif de l'Espagne à Darbedja.

2° L'exportation de toute sorte de bétail et du sel sans payer de droits.

3° La libre emplette de poix, de planches et de chanvre.

4° La libre acquisition de cordages, goudron, de câbles, etc... pour les bâtiments espagnols qui entrent par nécessité dans quelques ports marocains.

5° La libre exportation de provisions de bouche de Darbjda et Saïra pour les navires des îles Canaries.

Ces avantages furent d'ailleurs éphémères, car deux ans après l'entente se terminait par une déclaration de guerre à l'Espagne.

Les relations n'étaient pas facilitées par le caractère fantasque des souverains marocains et leurs fantaisies à l'égard des envoyés étrangers.

Sidi-Mohamed, ayant à se plaindre en 1781 de l'accueil fait par la Cour de France à son ambassadeur fit venir notre consul Chénier en présence du Consul de Hollande et de l'agent de Gènes (1). « Après avoir tenu des discours peu mesurés, il ordonna aux gens de sa garde de faire approcher le sieur Chénier qui fut alors poussé avec rudesse et comme traîné devant lui. Le présent que le consul apportait fut arraché de ses mains, on enveloppa dans un linge sale la lettre encore cachetée du secrétaire d'Etat de la marine, on la pendit au col du sieur Chénier qu

1. Paul Masson, *op. cit.*, p. 631.

fut renvoyé, dans cette attitude humiliante, à l'hospice de la mission d'Espagne, avec l'ordre de se rendre à Mogador pour embarquer. »

La piraterie est au XVIII^e siècle en décroissance constante au Maroc. Salé qui s'est révoltée contre le Sultan a vu son importance décroître et s'il y a encore des négociations au sujet de l'échange ou du rachat des esclaves, cette question n'est plus au tout premier plan des relations entre le Maroc et l'Europe.

Un commentaire officiel du traité français du 28 mai 1767 publié dans le *Mercure de France* du mois de janvier 1768 (1) donne un bon résumé des traités de commerce tels qu'ils étaient conclus au XVII^e siècle entre le Maroc et les puissances européennes. « L'objet que le roi a eu principalement en vue, en faisant un traité de paix avec le roi du Maroc, a été de procurer aux sujets et aux bâtiments français la liberté de la mer et la sûreté de la navigation et du commerce. Sa Majesté ayant désiré que les négociants et navigateurs fussent instruits des articles et conditions qui ont été insérés dans un traité, relativement à ces deux points, le ministre a jugé à propos d'en publier le précis suivant :

Les principaux articles portent une entière liberté de commerce pour les bâtiments et sujets de France, dans les ports et pays de la domination du Maroc, leur donnant faculté de prendre, sans opposition, les vivres, provisions, agrès et autres choses de ce genre, dont ils pourraient avoir besoin, en les payant seulement aux prix courants ; leur laissant la liberté d'entrer et de sortir des dits ports à leur gré et sans contrainte, et d'emporter les effets et marchandises invendues sans payer les droits de douane, qui ne

1. De Martens. *Recueil des traités*, t. VII, p. 27.

sont exigés que pour celles qui auraient été vendues, et stipulent qu'aucun capitaine français ne sera tenu de rien charger à son bord, ni d'entreprendre aucun voyage contre sa volonté. Il est expliqué que les Consuls de France seuls pourront disposer des effets et successions des Français, en cas de mort, ainsi que tout ce qui aura rapport au sauvetage des bâtiments naufragés, dont il n'y aura que les effets qui auront été vendus, sujets à acquitter les droits de douane. Il est convenu en même temps que ces droits ne seront pas fixés à un taux déterminé, afin de ne mettre aucune différence entre les nations étrangères qui ont de semblables traités, mais que les Français en se conformant à cet égard aux droits de douane établis dans le Maroc pour les sujets et pour les étrangers, ne les payeront que sur le même pied et de la même manière que la nation la plus favorisée.

Pour la reconnaissance des bâtiments en mer, il est stipulé que les corsaires armés sous pavillon du Maroc, ne pourront arrêter ni visiter aucun bâtiment français, et se borneront à exiger la représentation du passe-port à l'Amirauté, que le capitaine sera tenu d'exhiber, les dits corsaires devant être munis d'un modèle en blanc, pour pouvoir le confronter. Que d'autre part, il sera délivré aux mêmes corsaires un certificat du Consul de France pour le faire reconnaître aux capitaines français.

En cas de guerre de la France avec d'autres nations, la protection du territoire et la loi des vingt-quatre heures, observée entre les puissances de l'Europe, aura lieu au Maroc pour les Français. Ils jouiront également d'un terme de six mois pour se retirer avec leurs effets si jamais il arrivait une rupture entre la France et le Maroc.

Le libre exercice de la religion est accordé aux Français et leur consul sera seul juge en première

instance des différends qui surviendront entre eux. En cas de discussion avec les Maures, l'empereur de Maroc seul ou des officiers préposés par le Prince en connaîtront, à l'exclusion des cadis ou juges locaux.

Les Français sont expressément affranchis de fournir aucune munition de guerre, poudre, armes et autres choses, généralement quelconques servant à l'usage de la guerre, et Sa Majesté leur défend d'en faire aucun objet de commerce ou de donative. »

Ces traités contenaient tous la clause de la nation la plus favorisée.

Traité de paix entre le roi de Maroc et l'empereur de Danemark (1) du 18 juin 1753 :

ART. 7. — « Aucun sujet d'une nation chrétienne ne doit avoir le pas sur un Danois ou être traité d'une façon plus favorable. »

Traité de commerce et de navigation entre les Etats-Unis (2) et S. M. l'Empereur du Maroc du 25 janvier 1787 :

« ART. 14. — Le commerce des Etats-Unis se fera sur le même pied que celui avec l'Espagne ou celui avec la nation qui sera alors la plus favorisée... »

Traité entre la France (3) et l'Empereur du Maroc du 28 mai 1767 :

« ART. 5. — Les marchands français pourront vendre et acheter dans toute l'étendue de l'empire du Maroc comme ceux des autres nations sans payer aucun droit de plus. Si jamais il arrivait que l'empereur du Maroc vint à favoriser quelque autre nation sur les droits d'entrée et de sortie, dès lors les Français jouiraient du même privilège.

Il est à remarquer que la clause de la nation la plus favorisée n'est stipulée qu'au profit des nations

1. De Martens. *Recueil général de traités*, R. IV, p. 62.

2. De Martens. *Recueil général de traités*, R. III, p. 58.

3. De Martens. *Recueil général de traités*. S. III, p. 74.

chrétiennes et sans réciprocité. Cela tient à ce que les sultans du Maroc ne s'intéressaient qu'aux taxes perçues au profit de leur trésor et nullement au développement des transactions de leurs sujets.

Le Sultan restait d'ailleurs libre de faire varier les droits à sa fantaisie sous réserve de respecter l'égalité entre les commerçants étrangers. Et il ne se faisait pas faute d'user de cette latitude.

« Les douanes (1) qui sous Moulay Abdallah ne passaient pas 5 % sont à présent à 15, lit-on dans un mémoire de 1777. Les douanes de sortie n'ont rien de déterminé... Le négociant est toujours incertain dans ses opérations au Maroc... par cette variation continue d'impôts. Il est arrivé souvent que le roi de Maroc a augmenté de 25 à 30 % la douane de tel genre de commerce, à mesure qu'il était assuré d'une extraction plus abondante par les achats considérables que les négociants avaient faits (2). »

« Peu de temps auparavant, écrivait Chénier, consul de France, les droits d'ancrage étaient augmentés d'un tiers ». Cette égalité théorique ne fut d'ailleurs pas exactement maintenue dans la pratique. Les souverains marocains considéraient le commerce avec l'étranger comme leur bien propre. Ils donnaient bien souvent des privilèges à ceux des marchands chrétiens qui par leurs présents ou leur habileté à satisfaire leurs désirs avaient obtenu leur faveur. C'est ainsi qu'à la suite de l'envoi d'une ambassade danoise (3) les marchands de cette puissance acquirent le monopole du commerce à Safi et à Sainte-Croix. Il a été dit plus haut que les Espagnols obtinrent des avantages analogues par la déclaration chérifienne de 1791. Ces privilèges accordés ou retirés suivant la

1. Paul Masson, *op. cit.*, p. 164.

2. Paul Masson, *op. cit.*, p. 639.

3. Paul Masson, *op. cit.*, p. 639.

fantaisie impériale n'empêchent point que la règle de l'égalité douanière soit maintenue d'une façon de plus en plus nette au fur et à mesure que l'on avance dans le cours du siècle par les traités de commerce.

Les traités conclus dans la première partie du XVIII^e siècle ne comportent point fixation de tarif. Les droits de douane perçus restent en principe de 10 % *ad valorem* à l'importation et 5 % à l'exportation, mais on a vu plus haut que ces droits étaient éminemment variables suivant les besoins du trésor chérifien.

La première réaction contre cette incertitude des droits de douane se trouve dans les articles additionnels au traité d'amitié et de commerce entre le roi de la Grande-Bretagne et l'empereur du Maroc signé le 24 mai 1783 (1). Les Anglais s'y préoccupent de l'exportation de vivres à destination de Gibraltar. Ils obtiennent la franchise d'exportation pour une année seulement et la fixation de tarifs fixes d'exportation pour l'avenir.

« ART. 6. — Les Anglais pourront embarquer des approvisionnements et des vivres de tous nos ports pendant une année, commençant le 1^{er} avril 1783 et se terminant le 28 mars 1784 sans payer de droit de douane ni de droit d'ancrage. Les Anglais auront l'entrée de tous nos ports. Safié, Willideeah, New-Feet, Tadallah, Dalbydah, Arabat, Salé, Mamora, Tanger, Larache et Tétouan, pour embarquer les approvisionnements et les vivres sus-dits en payant les droits suivants :

Pour 1 bœuf	4 cobbs
Pour 1 mouton	7 ounces
Pour 1 douzaine de poules	6 ounces

1. De Martens. *Recueil des traités*, R. IV, p. 449.

et les autres articles payeraient les mêmes droits que précédemment, sauf au port de Mogador où les Anglais payeront les mêmes droits pour des provisions et des vivres que les marchands de toutes les autres nations. Nous permettons aux Anglais d'embarquer des mules de tous nos ports en payant 10 cobbs par mule et ils peuvent embarquer 300 mesures d'orge pour chaque mule. Tels sont nos ordres.

ART. 7. — Le capitaine de chaque bateau qui vient de Gibraltar pour embarquer des vivres et des provisions doit avoir une patente certifiant la taille du navire :

1 vaisseau de 200 quintaux ou 10 tonnes payera comme droit d'ancrage 3 cobbs ;

1 vaisseau de 200 quintaux à 400 ou 20 tonnes payera comme droit d'ancrage 5 cobbs ;

1 vaisseau de 400 quintaux à 600 ou 30 tonnes payera comme droit d'ancrage 8 cobbs ;

1 vaisseau de 600 quintaux à 800 ou 40 tonnes payera comme droit d'ancrage 10 cobbs.

Ces dispositions de faveur étaient accordées en considération des relations de voisinage entre le Maroc et Gibraltar car le même article 7 ajoute « Mais si aucun bateau transporte des marchandises en dehors de vivres et de provisions ils payeront le même droit d'ancrage que les bateaux marchands de toutes les autres nations qui viennent dans nos ports. Tels sont nos ordres. »

Le premier traité de commerce proprement dit contenant fixation détaillée de tarifs comme on en trouve dans les accords modernes, est le traité de paix, de commerce et de pêche entre Sa Majesté catholique et Sa Majesté marocaine conclu et signé le 1^{er} mars 1799 (1).

1. De Martens. *Recueil de traités*, S. III, p. 132.

Ce traité est remarquable à plusieurs égards. Alors que dans les conventions passées jusqu'alors avec le Maroc les articles relatifs à la répression de la piraterie, aux droits d'établissement des consuls et de garantie de nationaux se trouvaient mélangés avec les articles purement commerciaux, le traité espagnol de 1799 contient quatre parties bien distinctes, l'une relative à la sûreté des sujets espagnols résidant au Maroc, les autres à la navigation, à la pêche et enfin au commerce. Le traité établit tout d'abord que les droits d'exportation et d'importation actuellement en vigueur ne seront pas augmentés (art. 26). L'article 27 précise qu'à l'importation le droit de 10% *ad valorem* payable en argent ou en espèces sera le maximum exigible. Enfin l'article 28 fixe d'une façon détaillée les droits d'exportation.

ART. 28. — On n'exigera des Espagnols depuis le port de Mogador jusqu'à celui de Tétouan inclusive-
ment pour les marchandises, bétail et fruits ci-des-
sous spécifiés, que les droits suivants :

	Gros écus	Onces
	—	—
Pour chaque fanègue de toute sorte de lé- gumes	—	4
Pour chaque tête de bétail à cornes. . .	3	—
— — laine . . .	—	5
— mulet	8	—
— douz. de poules et toute autre sorte de volaille	—	3
Pour chaque millier d'œufs	—	5
— quintal de dattes	—	5
— — cire : ce que payent les propres sujets de Sa Majesté du Maroc	—	—
Pour chaque millier d'oranges et de citrons.	1	—
— douz. de peaux (de Tafilet) .	1	—

Pour chaque quintal de laine.	2	—
— — d'amandes	1	—
— centaine de planches de bois.	12	—
— quintal de riz.	—	8
— — peaux de vaches		
ou chèvres en poil ou tannées	2	—
Pour chaque quintal d'huile	2	—
— — d'ivoire.	}	Selon ce qu'on exige dans le port de Mogador.
— — de cuivre		
— — de gomme		
— livre de plumes blanches et noires d'autruche		

Les onces se comptent à 10 par gros écu et par conséquent équivalent à un réal de plata effectif.

Les traités contiennent en outre certaines dispositions protectrices du commerce contre l'arbitraire du Sultan. Le traité de 1760 entre la Grande-Bretagne et l'Empereur du Maroc dans son article 8 protège les biens et les vaisseaux anglais contre toute réquisition des gens du Maghzen :

ART. 8. — Aucun Alcayde, gouverneur, soldat ou sujet de l'empereur de Fez et de Maroc ne mettra main forte sur les effets, ou marchandises appartenant aux sujets de Sa Majesté britannique, dans l'enceinte de la juridiction de l'empereur de Fez et de Maroc, sans en avoir préalablement traité, conclu et payé la valeur, ou conformément à quelque accord fait et sans avoir la permission et l'autorité de l'empereur pour cette fin ; de même les sujets de Sa Majesté britannique ne seront pas forcés à vendre leurs biens contre leur gré ; et il est accordé de plus qu'aucun commandeur ou capitaine d'un vaisseau anglais ne sera obligé ou contraint de négocier, ou de recevoir à bord des marchandises appartenant à une personne quelconque, lorsqu'il déclarera au consul

résident les motifs de son refus, et ledit vaisseau ne sera pas détenu ou saisi sous aucun prétexte ; et si quelque sujet de l'empereur louerait un vaisseau anglais pour transporter et conduire des biens d'une place à une autre de la domination de l'empereur, et que, soit par un temps contraire, soit par quelque autre accident, il se verrait dans le cas d'entrer dans quelques place ou places sur son voyage, un tel vaisseau ou vaisseaux ne seront pas obligés de payer quelque chose pour l'abri ou le secours qu'ils recevront ; et aucun pilote ou marinier ne sera pris d'un vaisseau anglais.

Le traité français de 1767 contenait des garanties analogues :

ART. 8. — Les vaisseaux marchands français ne seront point contraints de charger à leurs bords contre leur gré ce qu'ils ne voudront pas, ni d'entreprendre un voyage forcément ni contre leur volonté.

ART. 10. — Les Français ne seront tenus ni obligés de fournir aucune munition de guerre, poudre, canons ou autres choses généralement quelconques servant à l'usage de la guerre.

Une disposition qui se rencontre fréquemment dans ces traités, c'est la stipulation de la responsabilité personnelle du commerçant à propos de ses dettes. Les sultans du Maroc avaient tendance à admettre que la colonie étrangère, « la nation » comme on disait alors et en premier lieu le consul, étaient solidairement responsables des dettes contractées vis-à-vis d'un Marocain. C'est ainsi que Pillet, négociant français ayant contracté des dettes vis-à-vis du fils de Moulaï Ismaël (1) au début du XVIII^e siècle, tous les commerçants français furent obligés de les

1. Paul Masson, *op. cit.*, p. 347-348.

rembourser. Le fils du roi s'empara de leurs marchandises et les fit vendre pour son compte.

L'article 14 du traité de 1767 prévoit que :

« Si un Français doit à un sujet de l'empereur du Maroc, le consul ne sera responsable du paiement que dans le cas où il aurait donné son cautionnement par écrit, alors il sera contraint de payer ; et pour la même raison, quand un Marocain devra à un Français celui-ci ne pourra point attaquer un autre Maure, à moins qu'il ne fut caution du débiteur. »

Enfin ces traités prévoient qu'au cas de rupture les Européens établis au Maroc auront la permission de se retirer dans leur pays avec leurs biens et leur famille dans un délai de six mois.

Ces textes témoignent d'un changement complet dans les relations des souverains marocains avec les nations européennes. Au ^{xvii}^e siècle, le puissant chérif Moulaï Ismaël, imbu de sa force et de son autorité, n'accepte de traiter avec les plus grands rois de l'Europe que sur un pied de parfaite égalité. Le commerce l'intéresse peu. Fier de ses succès militaires, il traite les commerçants étrangers qui viennent s'établir au Maroc avec la plus grande désinvolture et le plus parfait dédain. Au ^{xviii}^e siècle la situation commence à se modifier, la période d'anarchie qui précède le règne de Sidi Mohamed diminue la puissance chérifienne. Tout en aspirant encore à traiter d'égal à égal avec les cours d'Europe, les sultans n'y parviennent plus entièrement. De plus, par suite de la domination progressive de leur puissance, les ressources douanières constituent de plus en plus un appoint sérieux pour leurs finances. C'est ce qui explique la régularisation des ententes commerciales avec l'Europe et la concession des droits reconnus aux marchands tout d'abord, puis la limitation de l'arbitraire chérifien en ce qui concerne les douanes.

Le Maroc, après la mort de Moulâï Ismaël et jusqu'à l'accession au trône de Sidi Mohamed a vécu une période d'anarchie et de troubles intérieurs très défavorable au développement des transactions.

Le commerce français subit pendant cette période une décadence particulièrement marquée. Depuis 1710 nous n'avions plus de consul au Maroc et les affaires étaient principalement entre les mains de commerçants anglais et hollandais, bien que souvent elles aient été faites à destination de la France.

Le commerce au XVIII^e siècle subit des vicissitudes diverses. Au début du siècle à la suite des conflits entre la cour de France et le gouvernement chérifien notre commerce peu soutenu fut en décadence marquée. En 1701, nous n'avions plus de consul. Il revint peu après, mais son retour fut de courte durée car, à la suite d'un conflit violent qui résulta de l'insolvabilité d'un de nos résidents nommé Pillet envers le fils du Chérif, tous les commerçants français et le consul avec eux furent obligés de rembourser ses dettes. Le fils du roi s'empara de leurs marchandises et les fit vendre pour son compte. A la suite de ce conflit le consul suivi de la plupart des commerçants quittèrent le pays.

Depuis ce moment jusque vers 1760 le gouvernement français semble s'être désintéressé des relations avec le Maroc et notre commerce mal soutenu fut en décadence marquée. Une lettre du consul de France à Cadix adressée au Ministre en 1750 nous montre le peu d'importance du commerce français à cette époque.

«Le commerce (1) que les Français font à Tétouan, Salé, Saffi et Sainte-Croix de Barbarie, les seuls ports

1. Paul Masson. *Histoire des établissements et du commerce français dans l'Afrique barbaresque*, p. 364.

avec lesquels ils soient en relations consiste en cire, laines, cuivre en pain qu'on nomme tangoul, amandes, cordouans teints en cochenille ou en jaune, peaux de chèvres, quelques gommés arabiques et sandaques.

« Les Anglais font presque tout le commerce de Tétouan, par Gibraltar. On fait aussi de Marseille quelques expéditions à Tétouan, elles consistent en 2 ou 3 petits bâtiments par an dont les chargements ne sont pas d'une grande valeur. »

« On ne fait point d'expédition du Ponant à la côte de Barbarie, on ne pouvait même pas en faire parce qu'on n'y avait pas les marchandises qui conviennent aux Maures, à l'exception de quelques toiles de Bretagne et de Laval dont la consommation n'est pas considérable. Le commerce avec le Ponant se fait par 2 ou 3 maisons françaises établies à Cadix, qui y frètent des vaisseaux français ou étrangers pour aller charger des laines à Salé ou à Saffi, où ils donnent ordre à leurs commissionnaires de les expédier pour Nantes. On envoie aussi des bâtiments de Marseille pour charger les marchandises de ces deux ports.

« Les Anglais et les Hollandais font presque tout le commerce de Sainte-Croix et une bonne partie de celui de Saffi et de Salé. Ce sont eux qui chargent à Sainte-Croix presque toutes les amandes, cuivre et peaux de chèvres et outre cela quelques parties de cire; les Français n'y font que peu de commerce. »

Nos rivaux tirèrent naturellement partie de cette abstention; c'est l'époque où les Anglais conclurent dès 1722 un traité de commerce qui fut périodiquement renouvelé. Les Hollandais, les Danois, les suivirent bientôt dans cette voie alors que ce n'est qu'en 1767 que la France conclut son premier traité de commerce avec le Maroc. Le Danemark a pendant

cette période manifesté une activité commerciale assez curieuse et qui n'a pas eu de suites.

Après des négociations entamées en 1755 une compagnie danoise, la compagnie royale d'Afrique obtint le privilège du commerce exclusif pour les ports de Salé et de Saffi. Cette entreprise mal gérée n'aboutit pas.

« Les Anglais et les Hollandais faisaient d'après un mémoire de Guy, de 1755 (1), cité par Masson, aux 3 échelles Salé, Saffi et Sainte-Croix le commerce d'entrée le plus considérable par le débit des draps, des toiles et des épiceries. Les Anglais envoient dans l'année 4 ou 5 vaisseaux et les Hollandais 7 ou 8. » Cependant, si les puissances du Nord semblent pendant cette période avoir eu le principal rôle comme commerçants et transporteurs, il semble bien que même à ce moment la France ait importé pour un chiffre assez considérable de produits marocains. « Les navires (navires anglais et hollandais) portent le plus souvent à Livourne les laines vierges qui reviennent à Marseille ou elles sont exemptes du droit de 20 % ». »

Les mémoires du consul Chénier renferment de nombreuses plaintes contre cette liberté du pavillon et des demandes d'établissement d'un droit préférentiel de 20 % protecteur de la marine française, lequel ne fut d'ailleurs jamais établi.

Le début du règne de Sidi Mohamed (2) marquent un certain essor du commerce. Ce prince qui du vivant de son père avait exercé de hautes charges publiques et notamment celles de gouverneur de Merrakech était assez éclairé et désirait développer le commerce de son pays, quoi qu'à vrai dire il n'y

1. Paul Masson. *Op. cit.*, p. 365.

2. Ce sultan a régné de 1757 à 1790.

voyait principalement qu'une source de profit pour son trésor.

A ce point de vue fiscal la douane semble n'avoir été avant lui qu'une assez faible ressource pour le budget du sultan, tant à cause des malversations des fonctionnaires chérifiens que par suite du caractère médiocre des transactions.

« Le revenu des douanes, dit Chénier (1), dans les anciens temps n'aura pas été une grande ressource dans cet empire parce que le commerce maritime n'avait pas encore acquis une grande activité et que les révolutions fréquentes qui l'ont bouleversé ont été autant d'obstacles à la navigation de la côte et à la confiance des commerçants. Le revenu n'a été considérable que dans les premières années du règne de Sidi Mohamed, autant parce que le commerce de ces Etats a été susceptible de quelque accroissement que parce que ce prince qui dirige ses résolutions sur les convenances du moment a successivement augmenté le taux de ses douanes. »

Les qualités éminentes de Sidi Mohammed furent malheureusement gâtées par un caractère violent et versatile qui ne lui permit pas de donner au commerce le statut stable qui seul peut en favoriser l'essor. C'est ainsi qu'après avoir attiré les commerçants en leur promettant des exceptions de droit de sortie sur les huiles, non seulement il revint sur la faveur qu'il avait spontanément accordée mais exigea brusquement les droits de douane sur les huiles déjà livrées et embarquées.

Une autre cause de trouble résulta du désir du sultan de transporter toutes les affaires au Port de Mogador qu'il venait de créer. Les commerçants euro-

1. Chénier. *Recherches historiques sur les Maures et histoire de l'empire du Maroc*, tome III, p. 253.

péens tentèrent en vain de faire conserver les anciennes habitudes, toute résistance fut impossible et il leur fallut se soumettre au désir du Prince.

Quoi qu'il en soit son règne fut une période de prospérité relative pour le commerce marocain.

La France en particulier fit en 1787 (1) un commerce de 1.500.000 francs avec l'empire chérifien. Notre commerce consistait surtout en importations de produits bruts, principalement huiles et cires, gommes et amandes pour le chiffre de 1.166.000 fr.; nos exportations consistaient en produits manufacturés ou en soufre, corail, fil d'or, et étoffes de soie pour le chiffre de 450.000 francs. L'Angleterre, la Hollande et Livourne étaient en général surtout exportateurs de produits manufacturés. En 1787 les Anglais exportèrent à Mogador pour 1.600.000 francs dont près d'un million pour les seules draperies. Elle avait exporté pour 850.000 francs d'huiles, amandes, plumes d'autruche et gommes. Mais il est vrai que pour les huiles elle ne jouait guère qu'un rôle de transporteur. Les Hollandais importaient pour 1.400.000 francs de toiles de Silésie, fers, aciers, sucres raffinés et épiceries. Livourne faisait également un certain commerce avec le Maghreb.

On signale vers 1787 à son actif une exportation de 700.000 à 800.000 francs de toiles pour le Maroc.

L'Espagne et le Portugal considéraient surtout le Maroc comme un grenier à blé et un pays où ils pouvaient acheter des matières premières. En 1784, l'Espagne importait pour 1.700.000 francs de blé marocain en échange de fers de Biscaye, de cuirs de Buenos-Ayres et aussi de piastres fortes. Bien que

1. *Des relations politiques et commerciales avec le Maroc*, par E. Thomassy, p. 224 et suivantes.

nous ne possédions pas de documents statistiques d'ensemble sur le commerce marocain à la fin du XVIII^e siècle, il semble d'après ces indications qu'il ait acquis une certaine importance et qu'on puisse le chiffrer très approximativement à une dizaine de millions de francs.

CHAPITRE II

Du début du XIX^e siècle à la conférence d'Algésiras.

Cette prospérité relative du commerce marocain fut éphémère et le XIX^e siècle est pour le Maroc, du point de vue commercial comme du point de vue politique une période de décadence. On peut dire en effet que si l'importance absolue de ce commerce a malgré tout augmenté au cours des années, son importance relative dans le commerce mondial a plutôt diminué.

Le Maroc depuis la fin du XVIII^e siècle jusqu'à l'établissement du protectorat, a subi une crise politique grave et prolongée. L'état musulman assez solide et bien constitué qui avait eu son apogée sous le règne de Moulay Ismaël vit ses ressorts se détendre peu à peu. La corruption, ce grand mal de tous les Etats à civilisation orientale, a enlevé à l'administration tout ce qu'elle avait de force et de vigueur. Les rivalités des prétendants à chaque changement de souverain achevèrent de détruire la force de l'Etat. Progressivement le bled el maghzen diminua et le bled es siba couvrit une étendue de plus en plus considérable du territoire marocain.

En dehors de cette décadence interne indéniable, le Maroc subit une déchéance relative peut-être encore plus marquée.

Alors qu'en Europe les inventions mécaniques, le développement du crédit et la prospérité engendrée

par l'ère de paix qui suivit les traités de 1815 permirent le développement d'Etats puissants militairement et économiquement qui tournèrent bientôt toutes leurs forces disponibles vers l'expansion coloniale, le Maroc conservait ses vieilles institutions politiques, économiques et sociales.

Alors que Moulay Ismaël avait traité d'égal à égal avec les souverains européens, voir avec Louis XIV et que toute tentative de pressions violentes d'une cour européenne sur le Maroc avait abouti à un échec complet, à la bataille de l'Isly en 1845 les forces relativement peu nombreuses du maréchal Bugeaud mirent complètement en déroute l'armée chérifienne tout entière.

La facilité avec laquelle l'armée française remporta ce succès montre bien la décadence profonde de l'armée marocaine. D'armée redoutable et victorieuse au ^{xvii}^e siècle elle tombait au rang de milice indisciplinée et insuffisamment armée que quelques régiments français mettaient aisément en fuite. On peut y voir le symbole de la décadence de l'Etat marocain tout entier.

Si le Maroc, différant en cela de la Tunisie et de l'Algérie a pu conserver jusqu'au ^{xix}^e siècle une indépendance complète il le doit certes au violent sursaut d'énergie que constitua le règne de Moulay el Hassan, mais il le doit par-dessus tout à l'intervention anglaise qui, jusqu'aux accords de 1904, a jalousement barré la voie à toute occupation ou protectorat européen dans l'empire chérifien. Deux fois l'indépendance du Maroc fut en danger au cours du ^{xix}^e siècle. Après la bataille de l'Isly en 1845 et après la guerre hispano-marocaine de 1861. Chaque fois l'intervention anglaise interdit aux vainqueurs de tirer politiquement parti de ses succès militaires. En 1861 l'Angleterre poussa même le soin jaloux de

sauvegarder l'indépendance de l'empire chérifien jusqu'à avancer immédiatement les fonds nécessaires pour le paiement de l'indemnité de guerre due à l'Espagne. Cette sauvegarde fut d'autant plus efficace que l'Angleterre s'est elle-même montrée complètement désintéressée au Maroc. Deux projets de protectorat en 1892 et en 1901 furent rédigés par ses agents locaux et repoussés par le gouvernement anglais. C'est ainsi que le vieux Maroc, terre fermée, moyenâgeuse, à civilisation archaïque, a pu subsister aux portes même de l'Europe jusqu'à l'intervention française.

Sa situation économique s'est naturellement ressentie de sa situation générale.

Les relations commerciales entre la France et le Maroc, grandement entravées par les guerres de la Révolution, furent complètement interrompues par la bataille de Trafalgar. Dès lors, par suite du blocus continental et de la guerre douanière qui s'étendit à toute l'Europe, les Anglais furent à peu près les seuls à commercer avec le Maroc, pendant toute la durée des hostilités. Il semble que l'ensemble des relations commerciales ait à cette époque fortement diminué si l'on en croit une lettre de Moulay Soliman aux marchands de Mogador citée par Thomassy (1).

« A tous les marchands de Mogador, Maures, Chrétiens ou Juifs. »

« J'ai trouvé que cette ville ne contient aucune des marchandises qui manquent dans le pays. La cause en provient de ce que vous n'importez dans les pays aucune de celles qui payent des droits ; ce qui n'est d'aucun avantage pour moi, non plus que le lest qui

1. Thomassy. *Des relations politiques et commerciales de la France avec le Maroc*, Paris, 1842, p. 276.

nous est à charge. Je souhaite que vous importiez des marchandises utiles au pays et à la cour. Quant à ce qui me concerne, Dieu m'a fait la grâce de n'en avoir pas besoin. »

« Je viens d'ordonner à Ben Abdessalem que tout marchand qui n'apportera point dans le pays ou dans les ports des choses utiles, ou qui n'y apportera que du lest, soit renvoyé sur-le-champ avec son vaisseau vide. Il vous sera donné du temps suffisamment pour que vous puissiez faire parvenir cette nouvelle à vos amis. La paix soit avec vous ! » (*Moniteur* de 1807, page 1027.)

Le Maroc semble à cette époque avoir été gouverné par un chérif violent d'un puritanisme étroit qui, prenant exactement le contre-pied de la politique de Sidi Mohamed voulut ramener ses sujets de gré ou de force à la pureté primitive et proscrivit les articles d'importation européenne. Il supprima entre autre chose l'usage du tabac et du café (1). Pour ce dernier produit le fait devait avoir une très grande importance commerciale. Tandis que dans tous les autres Etats barbaresques les indigènes consomment pendant tout le cours de la journée un café très fort et d'excellente qualité, les Marocains prennent du thé vert extrêmement sucré. Le thé et le sucre constituent encore un des principaux articles de l'importation marocaine pour l'usage indigène.

Une étude de M. Durrieu (2) parue dans la *Revue des Deux-Mondes* en 1844 et faite sur des documents espagnols dépeint la situation économique du Maroc sous les jours les plus sombres. Insécurité des routes, absence complète d'aménagement des ports, des ponts et même des bonnes pistes, commerce fait dans

1. Thomassy, *op. cit.*, p. 301.

2. *Revue des Deux-Mondes*, année 1844, p. 43 à 51, M. Durrieu.

des conditions excessivement précaires à bénéfices usuraires, rendu plus aléatoire encore par les continuelles exactions des agents du chérif, droits de douane élevés et arbitraires. A ce dernier point de vue Budgett Maekin dans son ouvrage : *L'empire des Maures* parle d'une façon tout à fait curieuse des procédés du sultan du Maroc, Moulay Abder Rahman. Celui-ci laissait intentionnellement les commerçants s'endetter vis-à-vis du trésor sans leur réclamer le paiement des droits de douane et les tenant ainsi à sa discrétion, exigeait d'eux des cadeaux personnels excessivement élevés. « On évalue que 15 marchands firent présent de marchandises européennes de la valeur de 15.000 dollars, que le sultan revendit par la suite (1). » Puis à la mort des débiteurs leur fortune était saisie par le gouvernement marocain.

Des procédés de cette nature devaient empêcher le développement de tout commerce sérieux. Cependant l'étude à laquelle il a été fait allusion plus haut évalue aux environs de 1840 le commerce maritime du Maroc à 50 millions de francs. Ce chiffre ne doit être accepté qu'avec les plus extrêmes réserves et est vraisemblablement très exagéré. Quoi qu'il en soit l'Angleterre est indiquée comme faisant les deux tiers du commerce, le reste se répartissant entre les autres puissances européennes et les deux régences de Tunis et de Tripoli. Une reprise du commerce français avec le Maroc y est signalée et évaluée pour le seul port de Marseille en 1843 à 6 à 7 millions. Il y est fait mention également d'un commerce transsaharien par caravanes (2). « Tous les ans le Sahara est traversé par 6 grandes caravanes qui d'ordinaire emploient de 2.000 à 3.000 chameaux

1. Budgett Maekin, *L'Empire des Maures*, p. 407.

2. *Revue des Deux-Mondes*, 1844, Durrieu, p. 50.

portant du littoral aux pays lointains de l'Afrique les produits de l'Europe et ceux de l'Afrique aux villes du littoral. La plus nombreuse est sans doute celle du Maroc qui avant notre conquête (1) côtoyait de l'ouest vers l'est les versants de l'Atlas et les frontières du désert, traversait l'Algérie par le gorge des Ouanascherichs et la vallée de Sétif, s'engageait pour aboutir à Constantine et puis à Tunis, dans le fameux défilé des Portes de fer, suivait jusqu'à Tripoli les bords du golfe de Gabès et de là pénétrait enfin par les sables de Barca dans les immenses déserts de la Lybie. Arrivés là, les 6 caravanes, venues par divers chemins de tous les pays musulmans, formaient une sorte d'armée tumultueuse de 4.000 à 5.000 personnes de tout âge et de tout sexe.»

Cette période de 1836-1840 semble d'ailleurs avoir été une époque de prospérité commerciale. Un ouvrage paru en 1836 (2) évalue le commerce marocain en 1840 à plus de 20 millions (3), dont plus de 10 pour la France.

Il note une décroissance sensible et évalue le mouvement des affaires à 16 millions seulement en 1856 dont 4 à 5 millions pour la France. Il attribue cette décroissance à l'incertitude des droits d'exportation qui furent particulièrement sensibles pendant cette période, à l'établissement de très nombreux monopoles d'État notamment sur les cuirs et à des altérations de monnaies, résultat aussi d'un monopole. On retrouve dans le traité de commerce anglais de 1856 le souvenir très vif de préjudice causé aux affaires par ces monopoles abusifs.

Les chiffres qui viennent d'être indiqués pour 1856

1. Il s'agit de la conquête de l'Algérie.

2. *Le Maroc en 1856*, par H. de J. d'Arlach Paris, chez Ledoyen, Galerie d'Orléans, 31, Palais-Royal, 1856, p. 20-29.

3. Et non 50 comme l'article cité de la *Revue des Deux-Mondes*.

n'ont point dû varier pendant les années suivantes. Un rapport (1) sur Mogador et son commerce maritime par M. Auguste Baunier, consul de France à Mogador, donne pour la période de 1865-1874 une moyenne pour le commerce de Mogador pendant cette période de près de 15 millions de francs les chiffres les plus hauts étant de 18 millions en 1865 et les chiffres les plus bas de 11 millions en 1867. Les exportations dans les années normales l'emportaient de 1 ou 2 millions sur les importations. Le commerce se répartissait de la manière suivante entre les différentes puissances :

Angleterre . . .	66,6 %
France	30,6 %
Portugal	1,4 %
Belgique	0,8 %
Espagne	0,6 %

Comme Mogador était alors la seule grande place du Maroc pour le commerce européen on peut supposer que le chiffre total des transactions devait osciller aux environs de 20 à 25 millions.

Les traités de commerce conclus entre les puissances européennes et le Maroc au ^{xix}^e siècle se classent en deux catégories. Jusqu'en 1856 ce sont des traités du type ancien en tous points analogues à ceux que nous avons analysés pour le ^{xviii}^e siècle. Ces traités concernent principalement l'établissement des consuls, les droits de juridiction et la protection contre la piraterie. Ils ne s'occupent des douanes et du commerce que d'une façon tout à fait

1. *Annales du commerce extérieur*. Livraison de décembre 1875. *États barbaresques. Faits commerciaux*, n° 17. *Mogador et son commerce maritime*. Paris. Librairie administrative de Paul Dupont, p. 105 et s.

accessoire. Ce sont (1) : le traité du 30 juin 1825 entre la Sardaigne et le Maroc, du 19 mars 1830 entre l'Autriche et le Maroc, du 16 septembre 1836 entre les Etats-Unis d'Amérique et le Maroc. La France renouvela simplement en 1825 son traité de 1767. Le premier traité de commerce véritablement moderne conclu par le Maroc fut le traité de 1856 (2) avec l'Angleterre. Ce traité a posé les bases du tarif conventionnel marocain et est encore en vigueur pour la plupart de ses articles. Il prend tout d'abord des garanties contre les procédés arbitraires et vexatoires dont le gouvernement marocain était coutumier.

ART. 3. — Aucune taxe, péage, droit ou charge quelconque, excepté le droit d'exportation ci-après mentionné ne sera sous aucun prétexte ou motif imposé par aucune personne quelconque dans aucune partie des domaines du Maroc sur aucune marchandise ou produits quels qu'ils soient qui auraient été achetés pour l'exportation par ou pour compte d'un sujet anglais.

ART. 5. — Si le sultan du Maroc croit convenable de prohiber l'exportation dans ses domaines de toutes espèces de grains ou d'autres articles de commerce, les sujets anglais ne seront en aucune manière empêchés d'embarquer les grains et autres articles qu'ils auraient dans leurs magasins ou qu'ils auraient achetés avant la dite prohibition.

Ceci pour empêcher à l'avenir une manœuvre courante du sultan qui consistait à interdire brusquement l'exportation d'un produit quelconque soit pour se faire payer très cher les licences d'exportation,

1. Rouard de Card. *Les traités de commerce conclus par le Maroc avec les puissances étrangères*, p. 7.

2. Rouard de Card. *Les traités de commerce conclus par le Maroc avec les puissances étrangères*, p. 16.

soit pour assurer l'écoulement au prix fort de stocks qu'il avait rassemblé au préalable.

Le traité de 1856 limite également le nombre des monopoles que les sultans avaient toujours créés ou supprimés suivant les besoins de leur trésor.

ART. 2. — Le sultan du Maroc s'engage à abolir tout monopole et toute prohibition sur les marchandises importées excepté le tabac, les pipes à fumer de toutes espèces, l'opium, le soufre, la poudre, le salpêtre, le plomb, les armes de toutes sortes et les munitions de guerre. Et en outre à abolir tous les monopoles qui concernent les produits agricoles ou tous autres articles quels qu'ils soient dans le domaine du sultan excepté les sangsues, le quinquina, le tabac et autres plantes employées pour fumer dans les pipes.

Le traité fixe également de véritables tarifs. A l'importation c'est toujours le droit de 10 % de la valeur au port de débarquement. Les droits d'exportation sont spécifiques et fixés par un tarif inséré dans la Convention.

TARIF DES DROITS D'EXPORTATION

Articles	Mesures	DROITS	
		Dollars	Onces
Blé.	par fanègue	1	»
Maïs et doura	»	1/2	»
Orge	»	1/2	»
Tous autres grains	par quintal	1/2	»
Farine.	»	»	30
Graines pour oiseaux.	»	»	12
Dattes.	»	»	40
Amandes.	»	»	35
Oranges, citrons	par mille	»	12
Marjolaine	par quintal	»	10

Graines de cumin.	»	»	20
Huile	»	»	50
Gomme	»	»	20
Henné.	par quintal	»	15
Cire	»	»	120
Riz.	»	»	16
Laine lavée	»	»	80
Laine en suint.	»	»	55
Cuir (peau de mouton et chè- vre).	»	»	36
Peaux tannées appelées félazy, savary et cochinéa.	»	»	100
Cornes	par 1.000	»	20
Suif	par quintal	»	50
Mulets	par tête	»	25
Anes	»	»	5
Moutons	»	»	1
Chèvres	»	»	15
Poules.	par douzaine	»	22
Babouches	par cent	»	70
Œufs	par mille	»	51
Piquants de porc épics	par 1.000	»	5
Savon minéral	par quintal	»	15
Plumes d'autruches	par livre	»	36
Paniers	par 100	»	30
Graines de carvi	par quintal	»	20
Peignes de bois	par 100	»	5
Poils	par quintal	»	30
Geintures de laine appelés karazy.	par 100	»	100
Raisin.	par quintal	»	20
Toisons tannées	par quintal	»	136
Takwact (teinture)	par quintal	»	20
Chanvre et lin.	par quintal	»	40

Pour l'application de ce tarif il convient de déterminer la valeur des monnaies et mesures qui y sont indiquées.

Dollar	5,35	Fanègue	56 litres.
Once	0,27	Quintal	50 kilos.

Une comparaison rapide avec le tarif du traité espagnol de 1799 montre que les droits étaient très notablement relevés, mais que le nombre d'articles tarifés à l'exportation se trouvait considérablement accru. Alors que le traité espagnol ne prévoyait que 23 articles le traité anglais de 1856 en comptait 43. Ceci a d'autant plus d'importance que, en dépit des protestations des importateurs européens (1) les Oumanas des Douanes marocaines ont toujours considéré, malgré le texte et l'esprit des traités comme prohibés à l'exportation des articles qui n'étaient pas expressément mentionnés dans les tarifs des droits de sortie.

Le traité prévoit le cabotage en franchise moyennant l'accomplissement de certaines formalités et enfin fixe avec un grand luxe de détails les droits de port et d'ancrage. Il contient même au sujet des barcasses qui étaient employées pour le débarquement des marchandises en l'absence des ports suffisamment aménagés une disposition assez curieuse. L'article 11 (2) stipule que « si des sujets anglais désirent embarquer ou décharger des marchandises à bord des navires arrivant dans les ports du Maroc ils emploieront à cette fin les chaloupes du gouvernement marocain. Mais si dans les deux jours après l'arrivée du navire les chaloupes du gouvernement marocain ne sont pas mises à leur disposition dans le but sus-mentionné, les sujets anglais auront le droit d'employer des chaloupes particulières et ne paieront que dans ce cas pas plus de la moitié de ce qu'ils auraient payé s'ils avaient employé les bateaux du gouvernement.

Le 18 mai 1858 (3) les Pays-Bas signèrent un traité

1. Cousin et Saurin. *Le Maroc*, p. 211.

2. Rouard de Card, *op. cit.*, p. 27.

3. Rouard de Card. *Des traités de commerce conclus par le Maroc avec les puissances étrangères*, p. 31.

de commerce avec le Maroc stipulant simplement la clause de la nation la plus favorisée. A la suite de la guerre hispano-marocaine l'Espagne signa avec le Maroc le traité de commerce du 20 novembre 1861 (1). Ce traité excessivement long et touffu est établi un peu sur le modèle des anciens traités, et contient des clauses relatives à l'exercice de la religion catholique, au droit de séjour des Espagnols, à la juridiction des consuls, à l'échange des déserteurs, aux garanties pour les particuliers en cas de déclaration de guerre, à la protection contre la piraterie, mais il contient en outre des dispositions proprement commerciales. Les droits d'ancrage, de mouillage et de pilotage sont fixés. Le droit de 10 % (2) est prévu pour l'importation et un tarif établi pour les droits d'exportation qui est la reproduction du tarif anglais. Les seules dispositions originales se réfèrent au droit de pêche de corail sur les côtes marocaines moyennant un versement annuel de 150 douros par bateau et un droit d'exportation de bois pour les arsenaux de Sa Majesté catholique. En vertu du jeu de la clause de la nation la plus favorisée, les autres puissances peuvent se prévaloir des mêmes avantages.

Le traité de paix entre l'Espagne et le Maroc du 26 avril 1860 (3) contient des dispositions qui intéressent indirectement les douanes. Le traité de paix prévoyait le paiement d'une indemnité de guerre de 20 millions de piastres. Le sultan du Maroc ayant trouvé appui auprès de l'Angleterre fut en mesure de faire face à ses obligations et par l'accord du

1. Rouard de Card. *Les relations de l'Espagne et du Maroc pendant les XVIII^e et XIX^e siècles*, p. 203.

2. Rouard de Card. *Les relations de l'Espagne et du Maroc pendant le XVIII^e et le XIX^e siècle*, p. 215.

3. Rouard de Card. *Les relations de l'Espagne et du Maroc pendant le XVIII^e et le XIX^e siècle*, p. 215.

30 octobre 1861 obtint l'évacuation de la ville de Tétouan gardée comme gage, après le versement de 10 millions de piastres, le reliquat, soit 10 millions de piastres, devant être payé au moyen d'un prélèvement de la moitié du produit des douanes.

Le gouvernement anglais soucieux de ne laisser aucun prétexte à l'Espagne de prolonger son occupation du territoire marocain facilita la conclusion d'un emprunt de 426.000 livres sterling qui fut négocié à Londres au mois d'octobre 1861 (1).

Cet emprunt devait lui aussi avoir comme garantie un prélèvement de 50 % sur les droits de douane.

Ce double contrôle anglais (2) et espagnol fut effectivement exercé pendant vingt ans. Durant cette période le sultan ne reçut rien du produit de ses douanes qui furent affectés pour 50 % au paiement de l'indemnité de guerre espagnole et pour 50 % au service des coupons et de l'amortissement de l'emprunt anglais. Le contrôle anglais prit fin en 1882. Le contrôle espagnol en 1887 seulement. A noter encore une clause de la convention additionnelle du traité de Merrakech du 5 mars 1894 qui prévoit un contrôle éventuel sur les douanes des ports de Tanger, Casablanca, Mazagan et Mogador si le retard pour le paiement de l'indemnité pour les incidents de Mélilla excédait un an (3). Il convient d'ailleurs de noter que ce contrôle des douanes autant qu'il fut exercé n'eut qu'un caractère strictement financier et n'a jamais été un instrument politique d'influence espagnole au Maroc.

1. Rouard de Card. *Les relations de l'Espagne et du Maroc pendant le XVIII^e et le XIX^e siècle*, p. 97-98.

2. *Archives marocaines*, t. VIII, p. 507. Article Tétonau par A. Joly.

3. Rouard de Card. *Les relations de l'Espagne et du Maroc au XVIII^e et au XIX^e siècle*, p. 226.

Le 4 janvier 1862 la Belgique conclut un traité (1) d'amitié de commerce et de navigation qui stipule simplement la clause de la nation la plus favorisée.

La Conférence de Madrid (2) qui fut réunie principalement pour s'occuper des questions relatives à la protection et aux indigènes marocains employés comme agents commerciaux d'une puissance européenne a, dans l'article 17 de son acte final, stipulé le droit à l'application de la clause de la nation la plus favorisée pour toutes les puissances qui y étaient représentées.

Enfin quelques modifications de détail furent apportées au régime antérieur par le traité de commerce avec l'Allemagne du 1^{er} juin 1890 (3) et l'accord commercial avec la France du 24 octobre 1892.

Les Allemands après s'être pendant longtemps désintéressés du Maroc commencèrent à y manifester une activité commerciale à partir de 1885. Ils y envoyèrent des missions d'études et choisirent soigneusement les représentants consulaires et diplomatiques qu'ils y envoyaient.

Une ligne de navigation directe fut fondée entre Hambourg et le Maroc à la suite du voyage (4) du Dr Jannash, président du Central verein für Handelsgeographie et Directeur de la Deutsche Export Bank.

C'est à l'ensemble de ces efforts que se rattache le traité de commerce de 1890.

Ce traité marque sur le traité anglais de 1856 des progrès de 2 sortes. Les tarifs pour les produits dont

1. Rouard de Card. *Les traités de commerce du Maroc au XIX^e siècle*, p. 70.

2. De Martens et Tripel. *Nouveau recueil de traités*, t. VI, p. 624.

3. Rouard de Card. *Les traités de commerce conclus par le Maroc avec les puissances étrangères*, p. 72 et 81.

4. Augustin Bernard. *Le Maroc*, p. 314.

l'exportation était permise sont notablement abaissés ; pour le blé le traité anglais prévoyait un droit 1 dollar (5 fr. 35) par fanègue, le traité allemand prévoit 15 réaux de vellon (0 fr. 25) soit 3 fr. 75 par fanègue. Pour la cire le traité anglais prévoyait un droit de 120 onces (0 fr. 27) par quintal soit 32 fr. 40, le traité allemand prévoit 70 réaux de vellon (0 fr. 25) soit 17 fr. 50 pour la cire purifiée et 12 fr. 50 pour la cire brute. Les babouches qui sur le tarif anglais payaient 70 onces par 1.000 étaient désormais frappées d'un droit de 5 % *ad valorem*.

En dehors de ces diminutions très notables sur les tarifs antérieurement en vigueur, le traité allemand obtint la tarification à l'exportation d'un certain nombre de produits qui jusque-là n'avaient jamais été mentionnés, et en conséquence, conformément à la pratique administrative des Oumanas, étaient considérés comme prohibés.

Pour ces articles nouveaux la tarification fut tantôt spécifique, tantôt *ad valorem* et dans ce cas variait entre 5 et 8 %.

Articles qui ont été tarifés après la conclusion du traité anglais :

Anis	par quintal	10 réaux de vellon
Couvertures de laine .	<i>ad valorem</i>	5 %
Tapis	»	5 %
Fromage	par quintal	20 réaux
Feuilles de palmier. .	100 fagots	8 »
Coussins de cuir avec broderies	<i>ad valorem</i>	5 %
Cresson	par quintal	10 réaux
Boules d'aromate . .	»	10 »
Cordes en poil de chè- vre	par 100 paquets	10 »
Haïk	<i>ad valorem</i>	5 %
Lièvres:	la pièce	1 réal

Fenugrec	par quintal	5 réaux
Djellaba (vêtements marocains).	<i>ad valorem</i>	5 %
Kermès.	par quintal	10 réaux
Sacoches en cuirs	<i>ad valorem</i>	5 %
Grains de lin	par quintal	5 réaux
Orseille (teinture)	»	10 »
Œufs d'autruche	la pièce	1/2 réal
Peaux de têtes de bœufs.	par quintal	4 réaux
Perdrix	la pièce	1 réal
Lapin	»	1 »
Chiffons	par quintal	5 réaux
Feuilles de roses	»	80 »
Sanusch (fenouille).	»	8 »
Sésame	»	8 »
Tamis	<i>ad valorem</i>	5 %
Sparte	par quintal	2 réaux
Etriers en fer	<i>ad valorem</i>	8 %
Boyaux.	par quintal	10 réaux
Noix.	»	8 »
Fil de coton	<i>ad valorem</i>	8 %
Chaussettes en laine	»	8 %
Nattes de palmier	»	8 %
Sarghina (teinture).	par quintal	5 réaux
Tentes	<i>ad valorem</i>	5 %
Plateaux à thé en laiton.	»	8 %
Poissons salés	par quintal	20 réaux
Tortues	par 50 kgr.	2 réaux 1/2
Balais de palmier nain.	»	1 réal 1/2
Coton de palmier	»	2 réaux 1/2
Millet	par fanègue comble	10 réaux
Kohl (teinture)	par quintal	5 réaux

Le droit d'importation resta à fixer à 10 %. Le traité était conclu pour cinq ans avec la clause de tacite reconduction.

Enfin le ministre de France, M. le comte d'Aubigny,

obtint en 1892 certains avantages nouveaux. Cet accord est fait sous forme de lettres adressées l'une à notre ministre au Maroc, l'autre pour exécution aux Oumanas du port de Tanger.

La France obtenait une réduction sur les produits suivants (1) :

	Nouveaux tarifs	Anciens
Cumin. . le quintal	6 réaux de vellon	8 réaux de vellon
Suif »	23 —	25 —
Carvi »	8 —	20 (2) —
Chanvre et		
lin »	16 —	20 —
Cire blan-		
che »	60 —	70 1/8 —
Cornes. . le mille	8 —	10 —

D'autres produits dont l'exportation était jusque-là interdite se trouvait autorisée, c'étaient :

Écorces d'arbres . . . le quintal	6 réaux de vellon
Liège. »	6 —
Minerais de cuivre . . . »	5 —
Minerais de fer »	2 —

Autres minerais sauf :

Le plomb »	5 —
Osier (3) »	2 —

Enfin les tissus de soie pure ou mélangée, les bijoux d'or et d'argent, les pierres précieuses et fausses, les rubis, les galons d'or, toutes les espèces de

1. Tarifs du traité de commerce entre le Maroc et l'Allemagne du 1^{er} juin 1890, Rouard de Card. *Les traités de commerce conclus par le Maroc avec les puissances étrangères*, p. 75.

2. Tarif du traité anglais de 1856.

3. Le quintal dont il s'agit ici équivaut à 50 kgr. 75. Le réal de vellon à 0 fr. 25. Rouard de Card. *Les traités de commerce conclus par le Maroc avec les puissances étrangères*, p. 85.

vins ou liquides distillés et les pâtes alimentaires ne payaient plus que 5 % *ad valorem*.

Tout cet ensemble de dispositions, par l'application de la clause de la nation la plus favorisée, aboutit à créer un régime conventionnel unique pour toutes les puissances qui avaient été représentées à la conférence de Madrid, c'est-à-dire en fait pour toutes les puissances européennes. Le régime douanier marocain à la fin du XIX^e siècle ignorait donc les tarifications préférentielles. Il comportait un système d'égalité économique complète, entre les différents pays. Les droits de douane quelque élevés et oppressifs qu'ils fussent s'appliquaient tant à l'entrée qu'à la sortie également aux marchandises de toutes les puissances européennes.

La situation économique et commerciale du Maroc n'a guère varié au cours du XIX^e siècle. Ce sont toujours les mêmes ports non aménagés, battus et rendus très dangereux pendant une grande partie de l'année par la houle du large dans lesquels les débarquements se font d'une façon plus ou moins précaire par barcasses. Le matériel des ports était d'ailleurs notoirement insuffisant, bien souvent inexistant. A l'intérieur le pays est toujours sans chemin de fer, même sans routes. A la suite de la désorganisation qui a marqué le règne de Mouley Abdel Aziz l'insécurité est devenue à peu près complète. C'est l'époque où le brigand Raissouli vient capturer des Européens dans la banlieue immédiate de Tanger. Le sultan faible et déconsidéré par ses fantaisies européennes, perd chaque jour de son autorité.

Au point de vue des conditions proprement dites du commerce il n'y a pas de banques, une monnaie avariée avec la probabilité de nouvelles altérations et des difficultés très grandes d'installation et de fonctionnement pour les maisons de commerce euro-

péennes. Budgett Maekin décrit ainsi la situation des commerçants européens à Mogador, le principal port marchand, vers la fin du xix^e siècle.

« Tout d'abord il y a la difficulté d'obtenir une maison et des vivres. A Mogador aucun Européen n'est autorisé, quoique la règle ait été transgressée quelquefois, à vivre dans le grand quartier de la ville, la Medina, qui est jalousement réservée pour les Musulmans.

Dans le mellah, originairement la ville juive, les égouts sont si mauvais que je ne puis supposer qu'aucun Européen y vive d'autant qu'il est terriblement surpeuplé.

Dans la vieille et la nouvelle casbah qui est le quartier des fonctionnaires marocains et étrangers, des principaux marchands et autres, les maisons et les magasins sont si rares que je ne sache pas qu'une seule maison confortable soit restée vacante toute l'année et cela pour un loyer très élevé si on en juge d'après les prix locaux.

La plupart des maisons dans ce quartier appartiennent au gouvernement marocain, qui par une générosité dont il n'est pas coutumier permet à un locataire de sous-louer la propriété qu'il tient du gouvernement avec un bénéfice énorme. Le loyer d'une maison appartenant à l'État, bien construite et contenant à peu près 10 chambres spacieuses et confortables avec un magasin en sous-sol va de 30 à 50 livres sterlings par an.

Vivre en dehors des murs de la ville n'est pas sûr et peu pratique. Il faut espérer que S. M. le Sultan se décidera avant longtemps à agrandir la nouvelle casbah. En supposant que le nouvel arrivant ait trouvé à se loger, et ait réussi à apprendre assez d'arabe et de chillah pour traiter directement avec ses clients arabes et berbères, il rencontre des diffi-

cultés sérieuses pour les poids, les mesures et la monnaie. En payant ses droits à la douane, il s'aperçoit que le « quintal » qui y est employé est d'invention récente tout au moins en ce qui concerne le Maroc méridional, valant en réalité un « cwt » anglais mais divisé en 100 livres au lieu de 112, comme le quintal du commerce vaut 119 livres avoir du poids et que le quintal de 100 livres n'est employé que dans les calculs de la douane ; il apprend aussi avec surprise que le droit lui-même est calculé au tarif de 40 livres d'argent pour un dollar, unité de monnaie qui n'a aucune existence réelle alors que sur le marché en général cette pièce très dépréciée est échangée contre 125 onces de bronze. Sur les grains le droit est compté en vellons espagnols et le volume calculé par fanègue.

S'il désire vendre du thé dont l'importation est exclusivement entre les mains anglaises, c'est tout autre chose, il doit fixer son prix sur une échelle tout à fait différente d'onces d'argent qui n'existent pas au taux de 32 1/2 au dollar. S'il passe des ventes aux achats il s'aperçoit que les produits qui peuvent être achetés en ville comme par exemple les amandes sont vendus par quintaux de 119 livres avoir du poids alors que l'huile et la cire d'abeilles le sont par quintaux qui valent moitié plus. La laine en petite quantité se vend par « livres » qui équivalent à 4 livres avoir du poids et le sandarac par charges de chameaux qui sont supposées peser 310 livres marocaines faibles.

S'il étend ses opérations aux marchés de l'intérieur où beaucoup de produits sont achetés maintenant, il s'aperçoit qu'une tribu vend l'huile à la mesure, (1) l'autre au poids, que les mesures diffèrent suivant les pays autant que les poids.

1. Budgett Meakin. *L'empire des Maures*, Londres, 1899, pages 410-411.

L'Administration des douanes était organisée dans des conditions tout aussi primitives. Elle était confiée à des Oumana (1) représentants du sultan au nombre de 3 dans chaque poste.

Les Oumana étaient assistés de 2 adoul (notaires), dont la présence et l'enregistrement donnaient l'authenticité à leurs comptes. Ils étaient choisis parmi les notables commerçants et restaient peu de temps en fonction. Ils changeaient en règle générale au moins 2 fois en trois ans.

Les fonctionnaires de la cour chérifienne et le sultan lui-même profitaient bien entendu de ces changements pour se faire donner des cadeaux par les candidats. Ceux-ci une fois entrés en place pouvaient d'autant mieux se rémunérer que le contrôle était inexistant. « On n'acquittait pas les droits de douane immédiatement dit M. Gouleven dans sa brochure sur l'établissement des premiers Européens à Mazagan au cours du XIX^e siècle (2). Ceux-ci n'étaient versés que sur la demande des Oumana de la douane, c'est-à-dire dix ou douze mois après l'entrée et la sortie des marchandises. Tout cela dépendait du moment où le maghzen demandait des comptes à la douane. »

La comptabilité était d'ailleurs des plus sommaires. Elle consistait en un brouillon indiquant la quantité importée ou exportée et le prix payé. Ces brouillons étaient copiés sur un registre par les adoul et constituaient toutes les archives de la douane.

Les bureaux de douane étaient des plus sommairement installés. Il n'y avait pas de magasins et la négligence des agents (3) des Oumana occasionnait

1. Cousin et Saurin. *Le Maroc*, page 214.

2. *L'établissement des premiers Européens à Mazagan au cours du XIX^e siècle*, par J. Gouleven, docteur en droit, sous-chef du bureau des services civils du Maroc. Paris, Edouard Champion et Emile Larose

3. Cousin et Saurin. *Le Maroc*, page 219.

des détériorations et des pertes fréquences de produits.

Enfin et surtout les droits *ad valorem* appliqués par un personnel douanier absolument incompetent et peu scrupuleux permettaient de créer des inégalités absolument scandaleuses entre les importateurs suivant leurs rapports avec les fonctionnaires chérifiens.

Saurin et Cousin (1) dans leur livre *Le Maroc* décrivent ainsi ces pratiques de prévarication « la latitude laissée aux Oumana dans leurs appréciations est le plus grave inconvénient du régime douanier du Maroc parce qu'il s'en suit que tel importateur paiera bien en réalité 5 ou 10 % de la valeur des marchandises importées alors qu'un autre n'en acquittera qu'une faible partie, d'où une différence dans le prix de revient. L'amitié des douaniers marocains est donc pour l'exportateur un bienfait des dieux, ne pas croire qu'elle s'obtient par un coup de foudre, elle exige un certain stage ».

Les douanes constituaient d'ailleurs malgré tous ces défauts de perception une ressource importante du budget marocain. M. de Lamartinière (2) évalue en 1897 le produit des douanes et octrois à 10 millions de francs sur 14 millions de revenus du trésor. Ces chiffres qui ne sont d'ailleurs qu'une approximation se réfèrent à la période qui précède la désorganisation définitive du gouvernement marocain.

En dépit de ces conditions extrêmement défavorables le développement général des transactions et la proximité de l'Europe amenèrent malgré tout un certain progrès économique.

En 1903, d'après les statistiques consulaires, les exportations atteignirent 36.568.000 francs et les im-

1. Cousin et Saurin, *Le Maroc*, page 219.

2. *Notice sur le Maroc*, par H. M. P. de la Martinière, Paris, Lami-rault et Cie, 1897, page 50.

portations 62.435.489 francs, ce qui donne un commerce total de 99.000.000 de francs environ.

Pour 1904 les chiffres sont :

Exportation	36.489.000 francs
Importation.	54.494.000 francs
Total	90.983.000 francs

Ces chiffres sont indiqués d'après les statistiques consulaires qui avaient une certaine tendance à majorer le volume du commerce. Les chiffres de la statistique de l'emprunt marocain ne donnent pour 1905 que 70.250.000 au total ; en majorant ces chiffres de 30 % comme nous y invite (1) M. René-Leclerc pour tenir compte des marchandises entrant en contrebande, des sous-estimations et des marchandises avariées nous trouvons pour 1905 un commerce maritime total d'environ 90.000.000 de francs. Ce commerce atteignait en 1907 d'après les mêmes méthodes de calcul 95 millions 1/2 par terre et par mer et se répartissait entre les différentes puissances de la façon suivante : avec la France 22.000.000 (2), avec l'Angleterre 25.000.000, avec l'Allemagne près de 10.000.000, l'Espagne 3.000.000 environ, la Belgique 1.500.000 francs environ, le reste étant réparti entre l'Egypte, l'Italie, l'Autriche-Hongrie et les Etats-Unis, et un commerce insignifiant avec le Portugal, les Pays-Bas, la Suède, la Norvège et la Russie.

Les exportations portaient principalement sur les produits de l'élevage ; bœufs, laines, peaux ; les céréales : blés, maïs, orge, fèves, pois chiches, alpistes,

1. *Situation économique et commerciale du Maroc en 1907*. Rapports et statistiques, par Charles-René-Leclerc, délégué général du Comité du Maroc à Tanger, Alger. Imprimerie typographique et lithographique S. Léon, 15, rue de Tanger, 1909, page 6.

2. Le commerce algéro-marocain était cette même année de 12 millions.

amandes, etc... Aux importations les produits manufacturés : bougies, cotonnades, objets en fer, quincaillerie et pour une part importante les épices : thé, café, sucre.

Le commerce marocain était au début du xix^e siècle nettement déficitaire. Les importations ont dépassé les exportations de 25 millions en 1903, 18 millions (1) en 1904, 15 millions en 1905. Cette différence ne s'expliquait pas à cette époque par la nécessité de l'achat d'outillage et était l'indice d'un appauvrissement progressif du pays, résultat de sa mauvaise gestion. Elle s'explique par les importations de numéraire, les emprunts du sultan, les dettes des Marocains et les aliénations du domaine au profit des créanciers. Le Maroc avait, peut-on dire, à cette époque, la situation du fils de famille qui vend peu à peu pour vivre l'héritage paternel.

Si l'on jette un coup d'œil sur cette histoire économique du Maroc avant l'intervention française, on est vivement frappé de deux faits. Tout d'abord l'histoire des deux derniers siècles a été pour le Maroc, au point de vue économique aussi bien qu'au point de vue politique, une lente décadence. Dans l'économie générale du xvi^e et du xvii^e siècle, on peut dire que le Maroc tenait une place fort honorable. Il n'a pas su et il a cela de commun avec tous les Etats de civilisation musulmane sur les bords de la Méditerranée, grandir et devenir un Etat moderne ordonné. Peu à peu les interventions européennes se sont faites plus pressantes. Il les a subies et a accordé, au hasard des réclamations, les concessions qui lui étaient demandées, sans jamais pratiquer une politique commerciale quelconque, pour aboutir finalement à un régime assez singulier dans lequel toutes les nations

1. René Leclerc, *op. cit.*, page 6.

étrangères jouissaient, tant à l'entrée qu'à la sortie, du même régime sans que les produits marocains aient à leur entrée dans les ports d'Europe une protection autre que la clause de la nation la plus favorisée lorsqu'elle était stipulée au profit du Maroc, ce qui était le cas le plus fréquemment mais sans être cependant absolument général. Ce commerce extérieur, le sultan ne l'a jamais considéré que comme un motif à droits de douanes et non content de ne pas défendre dans les traités les intérêts de ses sujets vis-à-vis de l'étranger, il frappait encore les exportations des droits les plus lourds que l'Europe lui permettait d'établir.

Il importe également de souligner que sauf pendant une partie du XVIII^e siècle le commerce français a occupé depuis Louis XIV une position considérable sur le marché marocain. Nettement prépondérant au XVII^e siècle il a conservé au XIX^e le deuxième rang après l'Angleterre pour le commerce maritime. On peut dire qu'il est resté sensiblement égal au commerce anglais, sauf peut-être pendant les deux premiers tiers du XIX^e siècle, si l'on tient compte du commerce algéro-marocain. Cette façon de s'exprimer, rend d'ailleurs un compte inexact de la situation réelle, car la France et l'Angleterre se sont, à vrai dire, au cours du XIX^e siècle partagé à elles deux la presque totalité du commerce avec le Maroc.

Cette continuité de nos efforts pendant deux siècles malgré les difficultés rencontrées, constituait pour la France un des meilleurs titres à s'employer à la rénovation du pays, lorsqu'il fut bien établi qu'il n'y avait point d'autre remède à l'anarchie dans laquelle il se débattait que l'intervention d'une puissance européenne.

CHAPITRE III

De la Conférence d'Algésiras à l'établissement du protectorat.

Vers la fin du xix^e siècle la France et l'Angleterre dont la rivalité n'avait cessé de s'affirmer dans tous les pays hors d'Europe cherchèrent un rapprochement sous l'influence de la transformation des conditions de la politique européenne.

La France qui avait toujours à compter avec la possibilité d'une guerre contre l'Allemagne et qui pour des raisons d'amour-propre national ne pouvait consentir à un rapprochement quelconque avec cette dernière puissance, sentit à la suite de l'incident de Fachoda combien sa situation serait précaire dans l'éventualité d'une guerre européenne si elle ne pouvait être assurée de la mer par une alliance avec l'Angleterre.

La Grande-Bretagne de son côté, n'en était plus au « splendide isolement » du dernier tiers du xix^e siècle.

Depuis 1890 déjà, le développement économique de l'empire allemand et la tournure nettement expansionniste et coloniale que lui avait imprimé l'empereur Guillaume II inquiétait l'Angleterre. L'accroissement considérable de la flotte allemande, les méthodes agressives du commerce germanique, les théories pangermanistes répandues dans tous les milieux, soutenues par la force de l'armée allemande, constituaient pour l'empire anglais un danger, ou

tout au moins une menace très sérieuse. La gravité de la situation fut révélée à nos voisins britanniques par la guerre du Transvaal. A cette occasion l'empire Anglais dut transporter et ravitailler à l'extrémité de l'Afrique une armée de plus de 100.000 hommes. Les anglais se rendirent compte du danger qui pourrait résulter pour l'existence même de leur empire de l'hostilité d'une puissance dont la flotte serait en état de se mesurer à la leur et de lui disputer la maîtrise des mers.

Sous l'influence de ces idées, la France et l'Angleterre, cinq ans après l'incident de Faschoda qui avait failli provoquer une guerre entre elles, conclurent un arrangement diplomatique (1) le 8 avril 1904 qui est la base de ce que l'on a appelé l'Entente cordiale.

Par cet accord la France rendait toute sa liberté au gouvernement anglais pour l'administration de l'Egypte et le déliait en ce qui le concernait de servitudes internationales très pesantes qui avaient été établies dans ce pays avant l'occupation.

La France abandonnait en outre un vieux privilège de pêche à Terre-Neuve qu'elle avait conservé au moment de la cession de ce pays à la Grande-Bretagne. D'autres clauses étaient relatives aux Nouvelles-Hébrides, à une rectification de frontière en Afrique occidentale et à divers autres points de détail.

En échange de ces concessions l'Angleterre qui, comme nous l'avons vu précédemment, avait toujours empêché une occupation européenne quelconque de s'établir au Maroc, consentait éventuellement à l'établissement d'un protectorat français moyennant certaines concessions faites à l'Espagne

1. De Martens et Triepel. *Nouveau recueil général des traités*, 3^e série, tome XXXII, page 6.

et l'engagement de n'établir aucune fortification sur les côtes du Maroc entre la frontière algérienne et l'embouchure du Sébou.

C'est cet accord franco-anglais de 1904 complété ultérieurement par des accords avec l'Espagne et l'Italie qui a permis à la France de suivre sa politique au Maroc et d'aboutir finalement après bien des conflits et des difficultés à l'établissement de son protectorat sur ce pays en 1912.

Mais si l'Angleterre consentit à l'abandon de son attitude hostile au point de vue politique, elle eut bien soin de maintenir intégralement pour une durée de trente ans les droits commerciaux qu'elle tenait des traités. Cette attitude a été successivement adoptée par les différentes puissances et il en résulte que encore aujourd'hui le Maroc se trouve, de par les traités, ouvert au commerce de toutes les nations et que nous n'y jouissons pas d'une situation privilégiée. Il convient de noter qu'il s'agit depuis la conférence d'Algésiras d'une réserve faite non pas pour un laps de temps déterminé comme c'était le cas pour la régence de Tunis mais d'un engagement inconditionné et sans limitation de durée. Le traité franco-anglais ne stipulait il est vrai le maintien de l'égalité commerciale que pour une période de trente ans : Mais la conférence d'Algésiras et les accords franco-allemands qui sont intervenus par la suite ont supprimé la limitation et confirmé le principe d'une manière absolue, si bien que en l'état actuel des choses nous nous trouvons liés d'une façon formelle et pour une durée indéfinie vis-à-vis de toutes les puissances européennes moins l'Allemagne et ce qui fut l'Empire d'Autriche.

Dans la lettre du marquis de Lansdowne à Sir E. Monson qui constitue le commentaire du traité, le ministre des Affaires étrangères anglais après avoir

énuméré les différents droits d'établissement, de juridiction et les droits commerciaux proprement dit que la Grande-Bretagne tenait des traités ajoute : « il aurait été impossible au gouvernement de Sa Majesté de consentir à aucun arrangement qui n'aurait pas laissé ces droits intacts et les avenues du commerce complètement ouvertes aux entreprises anglaises (1) ».

Dans l'accord proprement dit les mêmes garanties se trouvent exprimées d'une façon toute aussi formelle.

ART. 2, 3^e alinéa. — Il déclare (le gouvernement britannique) qu'il n'entravera pas l'action de la France à cet effet sous réserve que cette action laissera intacts les droits dont en vertu des traités, conventions et usages, la Grande-Bretagne jouit au Maroc, y compris le droit de cabotage entre les ports marocains dont bénéficient les navires anglais depuis 1901.

ART. 4. — Les 2 gouvernements également attachés aux principes de la liberté commerciale tant en Egypte qu'au Maroc déclarent qu'ils ne s'y prêteront à aucune inégalité pas plus dans l'établissement des droits de douane ou autre taxe que dans l'établissement des tarifs de transports par chemin de fer.

L'accord public du 8 avril 1904 fut complété par un certain nombre d'articles secrets, signés à la même date (2). Dans ces articles les 2 gouvernements prévoyaient l'éventualité de l'établissement du protectorat en Egypte ou au Maroc. Dans cette hypothèse, le gouvernement anglais eut bien soin de stipuler

1. Texte de l'accord et lettre du marquis de Lansdowne à Sir E. Monson. Martens et Félix Stoerk. *Nouveau recueil général de traités*, t. XXXII, p. 6 à 19.

2. Martens et Félix Stoerk. *Nouveau recueil général de traités*, 3^e série, t. V, p. 664.

les mêmes garanties que celles qui avaient été souscrites dans les articles publics.

ARTICLE PREMIER. — Dans le cas où l'un des deux gouvernements se verrait contraint par la force des circonstances de modifier sa politique vis-vis de l'Egypte ou du Maroc, les engagements qu'ils ont contractés l'un envers l'autre par les articles 4, 6 et 7, de la déclaration de ce jour demeureront intacts. L'article 4 est celui qui stipule l'égalité économique entre les deux pays, au Maroc et en Egypte.

L'accord franco-anglais prévoyait d'une façon très directe une entente franco-espagnole à intervenir sur la question marocaine. L'Angleterre en effet en abandonnant pour des considérations de politique générale son hostilité traditionnelle à l'accroissement de la puissance française dans l'Afrique du Nord y avait mis comme condition que la France ne serait pas seule au Maroc et qu'elle devrait abandonner à l'influence espagnole tout le Riff et la partie nord de la côte Atlantique. A vrai dire, l'accord franco-anglais stipule seulement que la France s'entendra avec l'Espagne sur ce sujet mais tels furent en réalité les partages d'influence déterminés par la convention secrète entre la France et l'Espagne du 3 octobre 1904 (1).

L'article 11 de cette convention stipule que les écoles et établissements existant actuellement au Maroc seront respectés, la circulation de la monnaie espagnole ne sera pas entravée. Les Espagnols continueront de jouir au Maroc des droits que leur assurent les traités, conventions et usages en vigueur, y compris le droit de navigation et de pêche dans les eaux et ports marocains.

Enfin le gouvernement français s'entendit avec

1. Martens et Stœrk. *Nouveau recueil général de traités*, 2^e série, t. XXXII, p. 57.

l'Italie et moyennant la reconnaissance des prétentions italiennes en Tripolitaine obtint que cette puissance se désintéresserait de ce que nous pourrions entreprendre dans l'empire chérifien.

Arrivé au terme de cette campagne diplomatique le gouvernement français crut que la voie était désormais ouverte pour lui au Maroc et qu'il allait être possible d'entreprendre sans délai une politique de réalisation. C'est à ce moment qu'il décida le maghzen à s'adresser à un groupe financier français représenté par la Banque de Paris et des Pays-Bas pour contracter un emprunt de liquidation de 62 millions de francs. A la suite de la conclusion de cet emprunt, le groupe intéressé obtenait comme garantie une partie du produit des douanes marocaines qu'il était autorisé à faire percevoir par un organisme plutôt politique que financier appelé le service du contrôle de la dette.

Parallèlement, notre action dans les confins algéro-marocains se précise à cette période par la mise en œuvre d'un accord conclu en 1902 avec Moulay Abdel Aziz. Enfin une mission diplomatique de grande importance dirigée par M. de Saint-René Taillandier vint proposer au sultan les bases d'un véritable protectorat.

Au moment même où la politique française croyait avoir atteint son but, des événements se rattachant à la politique générale vinrent bouleverser tous nos plans au Maroc.

L'Allemagne, qui après 1870, avait joui d'une véritable hégémonie sur le continent entre une France rendue timide par le souvenir de sa défaite et une Russie tournée de plus en plus vers les questions extrême-orientales, ressentit un violent dépit de l'accord de 1904 qui marquait la fin de la rivalité coloniale franco-anglaise.

Les préoccupations allemandes à propos de la politique d'encerclement qu'elle a attribuée à Edouard VII et à M. Delcassé datent de cette période. Aussi lorsqu'elle vit la Russie engagée à fond et d'une manière malheureuse dans sa guerre avec le Japon et de plus minée par des troubles intérieurs qui devaient pour plusieurs années lui interdire toute action militaire en Europe, elle résolut de mettre la situation à profit pour essayer par une pression violente de disloquer l'entente cordiale alors naissante.

L'Empereur Guillaume II lors d'une croisière en Méditerranée débarqua sans avertissement à Tanger et prononça un discours fameux dans lequel il disait venir rendre une visite au sultan du Maroc souverain indépendant et promettait à celui-ci son appui contre toutes tentatives destinées à porter atteinte à sa souveraineté.

Les pourparlers de la mission Saint-René Taillandier furent naturellement rompus. Pendant quelques semaines on crut que la guerre allait éclater et le conflit fut finalement porté devant la Conférence d'Algésiras.

Cette conférence fut dans l'ensemble un très grand succès pour la politique française. L'entente cordiale affirma sa solidité dans l'épreuve et la France groupa autour d'elle les sympathies de la plupart des nations. Au point de vue marocain il ne pouvait plus être question, après la conférence, de pourparlers isolés avec la cour de Fez. Le Maroc devenait territoire soumis à la haute surveillance internationale du corps diplomatique de Tanger.

En fait si la réalisation, que l'on avait pu croire immédiate, des espérances françaises au Maroc était ajournée, nos alliances et nos amitiés en même temps que la reconnaissance des droits des représentants

des porteurs de titres, nous assuraient au Maroc une situation de premier plan qui nous permit de préparer l'avenir.

Au point de vue économique et douanier, qui nous occupe plus spécialement ici, l'intervention de l'Allemagne et la réunion de la conférence d'Algésiras eut ce résultat de confirmer d'une façon formelle et de poser presque en principe de droit international public le régime de la porte ouverte. A partir d'Algésiras, il ne s'agit plus seulement de garanties prises au moyen de traités par telle ou telle puissance, mais d'une règle applicable à toutes celles qui avaient été représentées à la conférence. C'étaient dans l'ordre alphabétique : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie et la Suède.

L'intervention allemande avait donc ce résultat excessivement fâcheux de donner des droits à l'égalité économique à toutes ces puissances en vertu d'une disposition générale alors que les anciens traités ne prévoyaient que la clause de la nation la plus favorisée, qui, si l'on s'en référait au précédent tunisien, n'aurait pas été opposable à l'Etat protecteur et que le traité franco-anglais lui-même ne prévoyait de garanties au profit de la Grande-Bretagne que pour une durée de trente ans.

Le préambule de l'acte général de la conférence d'Algésiras du 7 avril 1906 (1) s'exprime ainsi : « Les hautes parties contractantes s'inspirant de l'intérêt qui s'attache à ce que l'ordre, la paix et la prospérité règnent au Maroc, ayant reconnu que ce but précieux ne saurait être atteint que moyennant l'intro-

1. De Martens et Stoerk, *Nouveau recueil général de traités*, 2^e série, tome XXXIV, page 239.

duction de réformes basées sur le triple principe de la souveraineté et de l'indépendance de Sa Majesté le Sultan, de l'intégrité de ses Etats et de la liberté économique sans aucune inégalité ont résolu... »

Les principes énoncés dans ce préambule constituent encore aujourd'hui, sauf en ce qui concerne l'Allemagne, les bases du régime commercial du Maroc.

L'Allemagne visait évidemment à la conférence un but de politique européenne en premier lieu, mais il ne faudrait pas croire que le Maroc ait été pour tous les Allemands un simple prétexte. Tard venus à la politique mondiale, les Allemands avaient trouvé la plupart des pays d'une certaine valeur occupés par des puissances européennes, il existait en Allemagne un parti colonial qui se rattachait au parti pangermaniste et qui depuis une quinzaine d'années déjà jetait les yeux sur le Maroc. Depuis 1890 l'activité allemande dans l'empire chérifien, manifestée par des missions d'études, une sélection particulière des agents envoyés et la fondation de maisons de commerce était particulièrement intense. Le désir du Gouvernement allemand de tenir la France en haleine et toujours sous la menace pour l'asservir à sa politique se rencontra donc avec les préoccupations du monde colonial et commercial, pour limiter strictement les droits que la France pourrait se réserver comme puissance prépondérante au Maroc. La *Gazette de Cologne* du 8 avril 1906, dans son commentaire des résultats de la conférence d'Algésiras, marque bien cette tendance. « ... L'Allemagne au contraire a créé non seulement pour elle-même mais pour toutes les puissances qui ont des intérêts économiques au Maroc, les bases internationales qui permettront à toutes sous réserve des principes posés par la conférence d'ouvrir l'Em-

pire chérifien à la civilisation européenne. Le résultat futur dépend de la participation des puissances de l'importance qu'elles accorderont et de leur juste appréciation de l'importance du commerce marocain. » Et un peu plus loin « le succès de la conférence consiste en ce que le principe de la porte ouverte n'est point une simple clause de style, qu'il n'est pas stipulé pour une durée de cinq ou trente ans seulement mais qu'il est posé comme un fait de droit public international qui offre à toutes les puissances la possibilité d'entrer en lice.

La préoccupation du gouvernement impérial de ménager les sphères coloniales et commerciales est bien indiquée par le passage suivant : « Toute puissance peut entrer dans la lutte en se servant des armes données par la conférence et lutter pour la prépondérance économique, on ne peut faire à aucune un reproche si elle dépasse les autres, de telle sorte que la politique allemande a obtenu un résultat décisif au bénéfice de toutes les puissances qui ont des intérêts économiques au Maroc.

« *Si les Français agissent au Maroc nous ne pouvons pas leur en vouloir aussi longtemps qu'ils se servent des moyens légaux que la conférence leur a donnés pour arriver à la prépondérance économique.* Le commerçant ou l'industriel allemand ne peut faire aucune reproche à son gouvernement s'il venait à succomber dans cette lutte car celui-ci lui a procuré le moyen par une intervention diplomatique heureuse de se faire, comme l'a dit notre Chancelier, une place au soleil au Maroc. »

Il est à remarquer par contre que dans son commentaire des résultats de la conférence, le *Times* ne parle guère que du côté politique et semble n'attribuer qu'une importance tout à fait secondaire aux stipulations économiques.

La solution internationale donnée au problème marocain par la conférence d'Algésiras ne reçut qu'une application fragmentaire et fut complètement impuissante à assurer la réorganisation du Maghreb. La faiblesse de Moulay ab del Aziz et ses compromissions européennes achevèrent de détacher de lui ses sujets. L'anarchie ne fit que s'accroître, le rogui demeurait vaincu dans la région de Tazza et le sultan n'exerçait plus une autorité effective que sur une très petite partie de son empire. Aussi, en 1907, à la suite du meurtre d'ouvriers français employés à la construction du port de Casablanca, nous débarquions dans cette ville un corps expéditionnaire important et nous soumettions toute la Chaouïa. Vers la même époque pour venger le meurtre du Dr Mauchamps, nous occupions Oudjda et le général Lyautey, comme haut-commissaire dans les confins algéro-marocains, entreprenait la remarquable campagne des Beni-Snassen qui devait asseoir sa réputation de maître incontesté de la politique indigène.

L'Allemagne voyant qu'elle n'empêcherait pas notre établissement au Maroc voulut sauvegarder ses intérêts dans le cas de l'établissement d'un protectorat français et signa dans ce but la déclaration concernant le Maroc faite à Berlin le 9 février 1909 (1).

« En conséquence (2), le Gouvernement de la République française, entièrement attaché au maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'empire chérifien, résolu à y sauvegarder l'égalité économique et par suite à ne pas y entraver les intérêts commerciaux

1. De Martens et Stoerk. *Recueil général de traités*, 3^e série, tome II, p. 30.

2. Texte de la déclaration.

et industriels de l'Allemagne et le Gouvernement impérial allemand ne poursuivant que des intérêts économiques au Maroc, reconnaissant d'autre part que des intérêts politiques particuliers de la France, y sont étroitement liés à la consolidation de l'ordre et de la paix extérieure et décidé à ne pas entraver ces intérêts.

« Déclarent qu'ils ne poursuivront et n'encourageront aucune mesure de nature à créer en leur faveur ou en faveur d'une puissance quelconque un privilège économique et qu'ils chercheront à associer leurs nationaux dans les affaires dont ceux-ci pourront obtenir l'entreprise. »

Cet accord n'eut en pratique aucune exécution. Cependant les désordres augmentaient chaque jour au Maroc. Moulay ab del Aziz menacé par son frère se mit entre nos mains. Mal soutenu par nous il fut détroné par Moulay Hafid, celui-ci fut lui-même menacé au bout de fort peu de temps par les insurgés dans sa capitale même, la révolte des Askris et le massacre de nos instructeurs amenèrent l'envoi de la colonne du général Monier sur Fez et à partir de ce moment il devient évident que la cause du protectorat français au Maroc était définitivement gagnée.

L'Allemagne voulut encore une fois faire payer son consentement. Elle réitéra la menace de Tanger par la surprise d'Agadir. Après une période de tension diplomatique excessivement violente qui faillit amener la guerre européenne elle nous abandonna finalement le protectorat du Maroc par l'accord (1) du 4 novembre 1911 en échange de la cession d'une partie de notre colonie du Congo.

1. De Martens et Triepel. *Recueil de traités*, 3^e série, tome V, p. 643 et suivantes.

Mais si, à partir de ce moment, elle se désintéressa en apparence tout au moins de notre action politique au Maroc, l'Allemagne eut bien soin d'établir ce que l'on a appelé les hypothèques marocaines qui organisent un régime d'égalité économique non seulement au point de vue des douanes, mais aussi au point de vue des concessions de travaux publics, des marchés et adjudications, de l'exploitation des mines et du droit de pêche. Elle stipulait en outre qu'aucun droit de sortie ne serait établi sur le minerai de fer, que l'Allemagne, par les nombreuses entreprises qu'elle entendait créer au Maroc comptait bien se réserver. Il est nécessaire de reproduire le texte même de l'accord pour se rendre compte du véritable chantage opéré par le Gouvernement allemand. Celui-ci fit preuve d'autant d'habileté que de minutie pour nous enlever en nous laissant supporter les charges financières et militaires de la réorganisation du pays, tous les bénéfices qui dérivent le plus généralement de l'exercice de la puissance publique.

ART. 4. — Le Gouvernement français déclare que, fermement attaché au principe de la liberté commerciale au Maroc, il ne se prêterait pas à aucune inégalité, pas plus dans l'établissement des droits de douane, impôts et autres taxes que dans l'établissement des tarifs de transport par voie ferrée, voie de navigation fluviale ou toute autre voie et notamment dans toute la question de transit.

Le Gouvernement français s'emploiera également auprès du Gouvernement marocain afin d'empêcher tout traitement différentiel entre les ressortissants des différentes puissances, il s'opposera notamment à toute mesure par exemple à la promulgation d'ordonnances administratives sur les poids et mesures, le jaugeage, le poinçonnage, etc... qui pourraient

mettre en état d'infériorité les marchandises d'une puissance.

Le Gouvernement français s'engage à user de son influence sur la banque d'État pour que celle-ci confère à tour de rôle aux membres de sa direction à Tanger (1) les postes de délégués dont elle dispose à la commission des valeurs douanières et au comité permanent des douanes.

ART. 5. — Le Gouvernement français veillera à ce qu'il ne soit perçu au Maroc, aucun droit d'exportation sur le minerai de fer exporté des ports marocains. Les exploitations de minerai ne subiront sur leur production ou sur leurs moyens de travail aucun impôt spécial. Elles ne supporteront en dehors des impôts généraux qu'une redevance fixe calculée par hectare et par an et une redevance proportionnée au produit brut de l'extraction. Les redevances, qui, seront assises conformément aux articles 35 et 49 du projet de règlement minier annexé au protocole de la conférence de Paris du 7 juin 1910 seront également supportées par toutes les entreprises minières.

Le Gouvernement français veillera à ce que les taxes minières soient régulièrement perçues sans que des remises individuelles ou totales d'une partie de ces taxes puissent être consenties sous quelque prétexte que ce soit.

ART. 6. — Le Gouvernement de la République française s'engage à veiller à ce que les travaux et fournitures nécessités par les constructions éventuelles de routes, chemins de fer, ports, télégraphes, etc., soient octroyés par le Gouvernement marocain suivant les règles de l'adjudication.

Il s'engage également à veiller à ce que les condi-

1. Un de ces membres était Allemand.

tions des adjudications, particulièrement en ce qui concerne les fournitures de matériel et les délais impartis pour soumissionner ne placent les ressortissant d'aucune puissance dans une situation d'infériorité.

L'exploitation des grandes entreprises mentionnées ci-dessus sera réservée à l'Etat marocain ou librement concédée par lui à des tiers qui pourront être chargés de fournir les fonds nécessaires à cet effet. Le Gouvernement français veillera à ce que dans l'exploitation des chemins de fer et autres moyens de transport, comme dans l'application des règlements destinés à assurer celle-ci, aucune différence de traitement ne soit faite entre les ressortissants de diverses puissances qui useraient de ces moyens de transports.

Le Gouvernement de la République usera de son influence sur la banque d'État afin que celle-ci confère à tour de rôle aux membres de sa direction à Tanger le poste dont elle dispose de délégué à la Commission générale des adjudications et marchés. De même le Gouvernement français s'emploiera auprès du Gouvernement marocain pour que durant la période où restera en vigueur l'article 66 de l'acte d'Algésiras, il confie à un ressortissant d'une des puissances représentées au Maroc un des trois postes de délégué chérifien au Comité spécial des Travaux publics.

ART. 7. — Le Gouvernement français s'emploiera auprès du Gouvernement marocain pour que les propriétaires de mines ou d'autres exploitations industrielles ou agricoles sans distinction de nationalité et en conformité des règlements qui seront édictés en s'inspirant de la législation française sur la matière, puissent être autorisés à créer des chemins de fer d'exploitation destinés à relier leurs centres de production aux lignes d'intérêt général ou aux ports.

ART. 10. — Le Gouvernement français veillera à ce que les ressortissants étrangers continuent à jouir du droit de pêche dans les eaux et ports marocains.

Ces conditions exorbitantes furent étendues à toutes les nations et en particulier à celles qui avaient participé à la conférence d'Algésiras.

Le Gouvernement anglais par une note du 14 novembre 1911 (1) enregistra les concessions que nous avions faites et en revendiqua le bénéfice pour les sujets anglais.

Le Gouvernement de Sa Majesté note que les articles du présent arrangement contiennent une disposition renouvelée relative à l'égalité économique au Maroc pour les sujets de toutes les puissances. Il remarque cependant que par l'article premier, le Gouvernement allemand donne son assentiment aux mesures de réorganisation, de contrôle et de garanties financières que le Gouvernement français pourrait, d'accord avec le Gouvernement marocain, croire devoir prendre, pourvu que l'action du Gouvernement français sauvegarde au Maroc l'égalité économique entre *les deux nations*.

Le Gouvernement de Sa Majesté présume que par l'usage de ces mots l'on n'a pas l'intention d'établir aucun droit à l'égalité de traitement qui soit supérieur à celui dont jouissent dans les circonstances actuelles les sujets de toutes les puissances, car une telle conception serait en conflit avec l'esprit de l'arrangement lui-même et il (le Gouvernement de Sa Majesté) comprend que les sujets britanniques continueront à recevoir un traitement économique aussi favorable que ceux de quelque État que ce soit.

Le traité de paix de Versailles consacre l'abandon de tous ces droits que l'Allemagne nous avait arra-

1. De Martens. *Recueil général des traités*, 3^e série, tome VII, p. 125.

chés par l'usage constant de la violence et en faisant peser sur l'Europe pendant dix ans la menace perpétuelle de la guerre.

ART. 141 (1). — L'Allemagne renonce à tous les droits, titres ou privilèges, résultant à son profit de l'acte général d'Algésiras du 7 avril 1906, des accords franco-allemands du 9 février 1909 et du 4 novembre 1911. Tous ces traités, accords, arrangements ou contrats passés par elle avec l'Empire chérifien sont tenus pour abrogés depuis le 3 août 1914.

En aucun cas l'Allemagne (2) ne pourra se prévaloir de ces actes et s'engage à n'intervenir en aucune façon dans les négociations qui pourront avoir lieu entre la France et les autres puissances relativement au Maroc.

Comme complément, l'article 146 stipule : « les marchandises marocaines bénéficieront à l'entrée en Allemagne du régime appliqué aux marchandises françaises ».

L'Allemagne se trouve donc désormais complè-

1. *Traité de Versailles*, 1919. Librairie militaire Berger-Levrault, pages 79 et 80.

2. Jusqu'au 9 janvier 1920 le régime de guerre a continué à s'appliquer aux transactions avec les Allemands. C'était donc l'interdiction pure et simple avec les sanctions pénales prévues pour le commerce avec des sujets ennemis. A cette date est intervenue un dahir aux termes duquel les marchandises désignées sur la proposition du directeur de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation pourront être importées d'Allemagne moyennant une surtaxe de 10 % *ad valorem* si elles sont expédiées en droiture, 15 % dans le cas contraire. Des arrêtés viziriels peuvent suspendre la perception de ces surtaxes en ce qui concerne les produits alimentaires et les matériaux destinés à des travaux d'utilité publique qu'il ne serait pas possible de se procurer sur les autres marchés.

En exécution de ce dahir du 9 janvier 1920 est intervenue une décision du directeur des Finances en date du 24 janvier 1920 accordant dérogation d'importation à titre général pour une durée de six mois pour certaines marchandises originaires ou provenant d'Allemagne. Ce sont : produits alimentaires : lait concentré ou en poudre, farines diverses, bières ; matériaux de construction : bois communs, métaux bruts, fers et aciers autres que de mécanique ; verres et cris-

tement exclue des affaires marocaines et des précautions excessivement efficaces comme la liquidation de tous les biens appartenant à des sujets allemands sont prévues par le traité. Cette rigueur était strictement indispensable en raison de l'hostilité active que les résidents allemands n'avaient cessé de témoigner avant la guerre à toutes les autorités françaises et aussi l'aide apportée par l'Allemagne aux rebelles pendant la guerre elle-même.

Quoi qu'il en soit, si elle a perdu aujourd'hui le bénéfice qu'elle espérait en retirer, il n'en résulte pas moins qu'en raison des interventions constantes de l'Allemagne depuis Algésiras dans les affaires du Maroc nous nous trouvons aujourd'hui au point de vue douanier dans une situation excessivement délicate. Toutes les puissances ont de par les traités des droits acquis au régime de la liberté commerciale. Ces droits ont reçu une expression collective et générale qui nous place dans une situation excessivement difficile dans le cas où nous voudrions entreprendre une politique de revision de tarifs pour faire profiter l'industrie nationale de nos efforts et de nos sacrifices. On peut dire qu'aujourd'hui encore comme au lendemain de la conférence d'Algésiras le Maroc est au point de vue douanier complètement internationalisé.

taux, faïences; matériel agricole : charrues simples et polysocs, herses, scarificateurs, cultivateurs, pulvérisateurs, houes et buttoirs, matériel de battage, appareils de moto-culture type charrue stock, pelles, pioches et sapes. Il s'agit là, comme on voit de produits indispensables et que l'état des changes permet de se procurer à bas prix en Allemagne.

Pour les autres produits à l'importation et d'une manière générale pour l'exportation, c'est toujours le régime de guerre de la prohibition.

(*Bulletin officiel de l'Empire chérifien*. Protectorat de la République française au Maroc, 3 février 1920, p. 195.)

CHAPITRE IV

Organisation intérieure de la douane marocaine.

L'organisation des douanes avant l'intervention française était comme nous l'avons vu extrêmement rudimentaire. Les fonctionnaires marocains, les Oumana chargés de ce service étaient peu ou point contrôlés. Ils opéraient suivant une procédure très simple : chaque amin (1) avait un brouillon sur lequel son notaire (adel) inscrivait les opérations de la journée au fur et à mesure qu'elles se présentaient sous la forme suivante : le 19 du mois de Dhoûl — qua' da M. X a apporté 1.000 kilos de riz au prix de... il a payé...

Ce brouillon recopié sur un registre constituait toutes les archives de la douane. Chaque semaine ces feuilles mises au net étaient envoyées au Maghzen. Les valeurs douanières étaient évaluées d'une façon purement arbitraire et cela avait une importance d'autant plus grande que le tarif des importations était entièrement *ad valorem*. Des évaluations fantaisistes aboutissaient en fait à ce que chaque commerçant avait pour ainsi dire son tarif personnel basé sur l'état de ses relations avec les Oumana (2).

En 1904 (3) le trésor chérifien se trouvait dans une

1. Saurin et Cousin. *Le Maroc*, p. 214.

2. Cousin et Saurin. *Le Maroc*, p. 210.

3. Pierre Bonnet. *La banque d'Etat du Maroc et le problème marocain*, p. 19 à 43.

situation extrêmement précaire. Abdel Aziz avait reçu de son père Moulay el Hassan un trésor abondamment garni. Mais depuis qu'il était libre d'agir à sa fantaisie il avait dépensé sans compter, honteusement exploité par des aventuriers européens qui s'étaient emparé de son esprit. La faiblesse de son gouvernement avait éloigné de lui bien des tribus qui ne recevaient plus ses caïds et ne lui payaient plus l'impôt. Pour comble d'infortune il avait voulu opérer des réformes financières en supprimant les vieux impôts coraniques, l'achour et le zekkat qui étaient traditionnellement acceptés par les musulmans et avait voulu les remplacer par un impôt assurément plus moderne le tertib. Cette réforme substituait à la vieille dime un impôt sur les attelées de labour. En dépit des progrès théoriques incontestables qu'elle réalisait, cette taxe nouvelle fut naturellement très mal accueillie. En même temps qu'il changeait l'assiette de l'impôt le tertib créait en effet de nouvelles catégories d'assujettis et notamment les familles religieuses des Chorfas ou descendants du prophète. Ceux-ci ameutèrent le peuple, criant au sacrilège parce qu'on avait osé porter la main à leurs privilèges d'origine religieuse. Les percepteurs chérifiens furent mal traités et durent s'enfuir. Les tribus chassèrent les caïds du sultan, si bien qu'à la suite de ces troubles Moulay abdel Aziz dut renoncer à percevoir le tertib.

On vit alors au Maroc un phénomène analogue à ce qui s'était passé en France pendant les premières années de la Révolution, aucun impôt ne fut plus perçu, les anciens parce qu'ils étaient supprimés, les nouveaux parce que les contribuables refusaient de les acquitter. On en fut réduit aux expédients, le déficit s'accrut tous les jours et les dettes exigibles devinrent de plus en plus nombreuses.

Pour toutes ces raisons le sultan chercha en 1904 à réaliser un emprunt de liquidation qui lui permit de s'acquitter de ses dettes, et de se procurer quelques ressources. Il s'adressa à un consortium français représenté par la Banque de Paris et des Pays-Bas qui souscrivit un emprunt (1) de 62.500.000 francs à 5 %. Cet emprunt fut conclu sous la surveillance et le contrôle du Gouvernement français. Il avait un caractère politique et constituait une des mesures dites de pénétrations pacifiques par lesquelles la diplomatie française s'efforçait à cette époque de faire prévaloir notre influence au Maroc. Le contrat devait être notifié (2) au Gouvernement de la République française et enregistré à la légation de France à Tanger. L'agent officiel du consortium qui recevait le titre de Représentant des porteurs de titres était placé sous la protection de la légation de France. La nomination de ce représentant devait être notifiée par le Gouvernement français au Maghzen. C'est par l'intermédiaire du Gouvernement français qu'il devait faire parvenir toutes les notifications qu'il aurait à adresser au Gouvernement marocain.

Le premier représentant des porteurs de titres fut M. Regnault, consul général de France à Genève (3). Il eut comme collaborateurs soit des consuls mis hors cadres pour être détachés dans ce service, soit des agents du contrôle civil tunisien (4). Le soin avec lequel on avait choisi ces agents souligne le rôle plus diplomatique que financier qu'ils étaient appelés à jouer. Ce service du contrôle de la dette avait en effet une importance de tout premier ordre. Comme garan-

1. Cousin et Saurin, *op. cit.*, p. 128.

2. Cousin et Saurin, *op. cit.*, p. 215.

3. M. Regnault avait fait partie de l'administration tunisienne et avait comme tel acquis une expérience des questions musulmanes.

4. Ou des douanes tunisiennes.

ties de l'emprunt le Maghzen avait donné la totalité de ses douanes tant à l'entrée qu'à la sortie. Ils tenaient donc sous leur contrôle la totalité de ce qui constituait alors le plus clair des ressources du sultan. Leur rôle consistait à prélever dans chaque port une partie des recettes pour le service de l'emprunt. Ce prélèvement s'opérait chaque soir sur l'encaisse de la journée et portait sur 60 % des recettes du jour. Le développement du commerce, résultat de l'intervention française, fit que ce prélèvement fut toujours largement suffisant pour assurer le service de l'emprunt de 1904.

Au début le service du contrôle de la dette malgré son organisation quasi politique se bornait à exercer un simple contrôle sur les agents marocains pour l'attribution des 2/3 des recettes au profit de leurs commettants. C'est seulement en 1907 (1) que la délégation des porteurs obtint pour ses représentants le droit de siéger en douane à côté des Oumana et de faire surveiller par ses agents les employés subalternes de la douane marocaine. Enfin le 21 mars 1910, à la suite d'un nouvel emprunt consenti par le consortium des Banques françaises et s'élevant au chiffre de 101.240.000 francs l'administration du contrôle obtenait la gestion des revenus concédés comme gage du nouvel emprunt qui comprenaient les douanes, domaine et les droits de portes et de marchés dans les ports ouverts au commerce. Les agents marocains perdirent l'influence prépondérante qu'ils avaient exercée jusque-là et tombèrent au rôle de simples collaborateurs de l'administration du contrôle. Un délégué chérifien devait toujours siéger à côté du contrôleur français, mais à partir de ce moment ce dernier eut naturellement toute l'autorité effective.

1. *Rapport général sur la situation du Maroc au 31 juillet 1914*, p. 349 et suivantes.

L'administration du contrôle de la dette a été pendant la période qui a précédé et préparé l'installation du protectorat français au Maroc un organe d'influence extrêmement précieux. Elle a assuré, peu à peu en outre de ses fonctions propres des tâches administratives se rattachant à la gestion des ports ainsi qu'à la répression de la contrebande et les a conservées jusqu'en 1918.

Ce n'est qu'à cette date que l'administration du protectorat a repris entre ses mains la direction de tous ces services.

Un arrêté viziriel du 26 avril 1918 prescrit ce rattachement pour le service des douanes proprement dit et organise un service des douanes et un corps régulier de douaniers. Les services annexes ont été détachés du contrôle de la dette par des textes postérieurs : Arrêté viziriel du 28 juin 1919 créant une section spéciale des impôts indirects : Arrêté viziriel du 15 mars 1919 portant organisation du cadre des agents indigènes du service des douanes. Arrêté viziriel du 8 février 1919 portant rattachement du service de la surveillance douanière maritime à la direction générale des finances.

La conférence d'Algésiras fut naturellement amenée au cours de ses travaux à s'occuper des questions douanières et c'est elle qui a créé la réglementation encore actuellement en vigueur. Les délégués marocains avaient demandé l'autorisation de majorer considérablement les droits de douane. Ils auraient voulu les porter (1) à 20 % *ad valorem* pour toutes les marchandises importées, 40 % pour le thé, le sucre et le café et 100 % pour les boissons autres que les eaux

1. Martens et Stoerk. *Nouveau recueil général des traités*, 2^e série, t. XXXIV. Procès-verbaux de la conférence d'Algésiras. p. 59 et suivantes.

minérales. Ces propositions furent naturellement repoussées. On fit observer que les droits étaient déjà considérables et qu'une augmentation dans ces circonstances risquait fort de nuire au commerce sans, en définitive, augmenter les ressources du Maghzen.

Néanmoins comme les besoins du Gouvernement marocain étaient évidents, les délégués des puissances consentirent à la création d'une surtaxe de 2 1/2 % (1) *ad valorem* sur les importations, mais à la condition que le produit de cette taxe serait versé dans une caisse spéciale destinée exclusivement à l'exécution de travaux publics dans les ports ouverts au commerce et aux travaux publics utiles à la navigation. Le programme des travaux et leur ordre de priorité devaient être arrêtés par un accord entre le Gouvernement chérifien et le corps diplomatique à Tanger. Un ingénieur en chef devait être nommé par le Gouvernement chérifien avec approbation du corps diplomatique et devait avoir exclusivement la direction des travaux. Les fonds devaient être déposés à la banque d'Etat qui en tiendrait la comptabilité. Cette caisse spéciale a fonctionné effectivement et c'est au cours des travaux qui avaient été entrepris à Casablanca sur ses fonds que se produisirent les incidents qui précipitèrent l'intervention française.

La conférence demanda également des réductions de droits d'exportations : pois chiches (2) 20 %, maïs 20 %, orge 50 %, et blé 30 %. Elle obtint que chacune des puissances représentées pourrait exporter 10.000 têtes de bétail de l'espèce bovine au lieu de 6.000 qui étaient autorisées jusque-là. Le cabotage était autorisé entre tous les ports de la côte pour tous les

1. Martens et Stoerk. *Nouveau recueil général des traités*, 2^e série, t. XXXIV, p. 271, art. 6.

2. Conférence d'Algésiras. De Martens et Stoerk, *op. cit.*, p. 272 à 275, art. 67 à 73.

produits sauf le bétail pour lequel un permis spécial restait nécessaire. Les droits de stationnement et d'ancrage et les droits d'emmagasiner en douane devaient être fixés par un règlement pris d'accord entre le Gouvernement de Sa Majesté chérifienne et le corps diplomatique à Tanger. Un monopole de tabac était prévu et accepté par les puissances.

En dehors de ces satisfactions accordées au commerce européen la conférence établit un véritable règlement (1) des douanes de l'empire chérifien dont les dispositions essentielles sont encore en vigueur à l'heure actuelle. Aux termes de ce règlement le capitaine de tout navire arrivant dans un port devait déposer dans les vingt-quatre heures au bureau des douanes une copie exacte de son manifeste signée par lui et certifiée conforme par le consignataire du navire. Les autorités du port étaient armées pour réprimer les tentatives de fraudes, des sanctions étaient prévues en cas de déclaration inexacte ou de manquants dans les livraisons. Les autorités du port pouvaient faire mettre une garde à bord des navires suspects de se livrer à la contrebande ou saisir le navire jusqu'à l'acquittement des condamnations pécuniaires.

Un comité des valeurs en douane (2) était institué à Tanger et comprenait 3 membres désignés par le Gouvernement marocain, 3 membres désignés par le corps diplomatique à Tanger, un délégué de la banque d'Etat, un représentant de la délégation de l'emprunt marocain de 1904. Cette commission devait s'adjoindre des membres honoraires pris parmi des commerçants européens notables qu'elle consulterait pour l'établissement des valeurs devant ser-

1. De Martens et Stoerk, *op.cit.*, p. 275 à 286, art. 77 à 104.

2. Acte final de la conférence d'Algésiras, art. 96.

vir de base aux estimations faites dans chaque bureau par l'administration marocaine. En dernier lieu un comité des douanes (1) était institué à Tanger. Il était composé d'un commissaire spécial de Sa Majesté chérifienne, d'un membre du corps diplomatique à Tanger et d'un délégué de la Banque d'Etat. Ce comité exercera, dit l'article 97 de l'acte final de la conférence d'Algésiras, sa haute surveillance sur le fonctionnement des douanes et pourra proposer à Sa Majesté chérifienne les mesures qui seraient propres à apporter des améliorations dans le service et à assurer la régularité et le contrôle des opérations et perceptions (débarquements, embarquements, transport à terre, manipulations entrées et sorties des marchandises, magasinage, estimation, liquidation et perception des taxes).

Le même article stipulait à la demande de la France qu'il ne serait porté aucune atteinte aux droits concédés aux porteurs de titres de l'emprunt de 62 millions par les articles 15 et 16 du contrat du 12 juin 1904.

Au point de vue répressif, le Maroc étant soumis au régime des capitulations, les affaires de fraude concernant des Européens devaient être portées devant les tribunaux consulaires, des peines allant jusqu'à un an de prison étaient prévues pour sanctionner les dispositions de ces différents articles. Toute cette réglementation ne visait que le commerce maritime l'article 103 réservant les droits de la France à la frontière algéro-marocaine, ceux de l'Espagne aux abords des Présides. Telle qu'elle était établie cette réglementation constituait un progrès énorme sur le régime purement arbitraire existant antérieurement et c'est elle qui dans ses grandes

1. Acte final de la conférence d'Algésiras, art. 97.

lignes est encore en vigueur à l'heure actuelle.

La conférence d'Algésiras fit en outre un règlement sur le commerce des armes prohibant d'une façon absolue l'importation et le commerce des armes de guerre, pièces d'armes, munitions chargées ou non chargées de toute espèce, poudre, salpêtre, fulmicoton, nitroglycérine et de toute composition destinée à la fabrication des munitions. Elle autorisait l'importation des armes et munitions de chasse ou de luxe pour les besoins strictement personnels de l'importateur moyennant la production d'un permis délivré par le représentant du maghzen à Tanger. Elle réglementait le commerce des armes de chasse et prévoyait comme sanction des peines de deux sortes : des amendes — amendes fixes pouvant aller jusqu'à 5.000 pesetas, amendes proportionnelles du triple de la valeur de la marchandise importée — des peines afflictives pouvant aller jusqu'à deux années d'emprisonnement (1).

Lors de l'établissement du protectorat français en 1912, le moment était venu d'appliquer l'accord secret conclu avec l'Espagne en 1904. Après des négociations assez pénibles pour faire admettre à l'Espagne des rectifications indispensables pour lui faire porter sa part des sacrifices que nous avons été obligés d'accorder à l'Allemagne par le traité du 4 novembre 1911, le nouveau régime du Maroc divisé en zone française et zone espagnole, fut instauré par le traité du 27 novembre 1912 (2). Ce traité établit l'unité douanière pour tout le Maroc, zone française et zone espagnole. Les marchandises qui ont régulièrement acquitté les droits soit en zone espagnole, soit en zone française, peuvent librement

1. Art. 13, 17, 18 et 21 de l'acte final de la conférence d'Algésiras.

2. *Annuaire économique et financier du Protectorat français au Maroc*, année 1918-19, p. 348.

circuler dans le Maroc tout entier. Cette situation n'est pas d'ailleurs, en raison de la pacification peu avancée du Maroc espagnol, sans créer certaines difficultés au sujet du commerce des confins algéro-marocains.

En raison de la différence d'étendue et de richesse des zones françaises et espagnoles on ne pouvait admettre que chaque zone garderait purement et simplement le produit de ses perceptions. La situation a été réglée à ce point de vue par le traité. D'une part le Maroc espagnol doit contribuer pour 7,95 % aux charges des emprunts de 1904 et de 1910 (article 12), et d'autre part, il fut entendu que l'administration de la zone espagnole verserait à l'administration de la zone française 500.000 pesetas hassani se décomposant comme suit : une somme forfaitaire de 300.000 pesetas hassani applicable aux recettes des ports de l'Ouest et une somme de 200.000 pesetas hassani applicable aux recettes de la côte de la Méditerranée et sujette à révision lorsque le fonctionnement des chemins de fer fournira des éléments plus exacts de calcul. Pour la ville de Tanger et sa banlieue qui d'après l'article 7 (1) du traité général devait être dotée d'un régime spécial à déterminer ultérieurement les recettes douanières encaissées par le bureau de Tanger devaient être réparties entre la zone internationalisée et les 2 autres au pro-rata de la destination finale des marchandises.

A cause du maintien de l'unité douanière du Maroc la France et l'Espagne convinrent de se concerter à l'avenir pour toutes les mesures relatives aux droits de douane. L'article 19 qui contient cette stipulation a déjà eu l'occasion de jouer d'une façon

1. Traité franco-espagnol du 27 novembre 1912, art. 13. *Annuaire économique et financier du Protectorat*, p. 378.

défavorable aux intérêts de la zone française. Le tarif douanier marocain contient de nombreux droits à l'exportation dont certains sont très élevés par rapport au prix des marchandises. Le Gouvernement du protectorat avait pensé réduire ces droits, mais jusqu'à ce jour tous ses efforts ont échoués par suite de la nécessité de nous entendre avec le Gouvernement espagnol pour toutes modifications de tarifs.

Tel qu'il se présente à l'heure actuelle le régime douanier du Maroc, en ce qui concerne la frontière de mer est le suivant :

Toutes les puissances jouissent tant à l'importation qu'à l'exportation d'un régime entièrement identique sans faveurs d'aucune sorte. Seuls l'Allemagne et l'Autriche restent soumises au régime de guerre et sont exclues du marché marocain sous les réserves qui ont été indiquées plus haut. Les transactions se font par les ports officiellement ouverts au commerce européen et qui sont au nombre de 7 : Casablanca, Rabat, Kénitra, Fédalah, Mazagan, Saffy et Mogador. A l'importation le droit est en général de 12 1/2 %. (1) *ad valorem* comprenant les 10 % de droits de douane proprement dits et les 2 1/2 % prévus par la conférence d'Algésiras pour la caisse spéciale.

Le droit de douane n'est que de 5 % pour les tissus de soie pure ou mélangée, l'or et l'argent en lingots, les bijoux d'or et d'argent, les boîtiers de montres en or ou en argent enrichis de pierres précieuses ou fausses, les fils et galons d'or, d'argent, dorés ou argentés, les pierres précieuses ou fausses, les rubis, vins, liquides distillés de toutes espèces et les pâtes alimentaires. Ces produits payent en outre comme

1. *Annuaire économique et financier du Protectorat du Maroc*, p. 99-101.

tous les autres le droit de 2 1/2 % destiné à la caisse spéciale ce qui porte les droits à 7 1/2 %. Les valeurs en douanes sont déterminées, suivant la procédure fixée par la conférence d'Algésiras. Sont admis en franchise à l'importation les phosphates, superphosphates de chaux, les scories phosphatées, les phosphates métallurgiques, le sulfate d'ammoniaque, le guano du Pérou et les poudrettes ainsi que toutes les matières propres à la fertilisation des terres et ne pouvant être utilisées autrement que comme engrais.

Sont prohibés les armes de guerre, pièces d'armes, munitions chargées ou non chargées et toutes compositions destinées à la fabrication des munitions, poudres, salpêtre, fulmicoton, nitro-glycérine, etc... L'importation des explosifs des armes et des munitions de chasse, du soufre et de l'opium, des tabacs est réglementée soit pour des raisons de sécurité, soit pour des raisons fiscales ou par suite de l'existence d'un monopole d'Etat.

A l'exportation les marchandises marocaines sont taxées soit d'un droit *ad valorem* de 5, 8 ou 10 % soit de droits spécifiques qui ont été établis par les traités de 1856, 1861, 1890 et 1892. Mais contrairement à l'ancienne interprétation des Oumana le protectorat considère comme permise en franchise l'exportation de tous les produits qui ne figurent pas d'une façon expresse sur le tarif. L'énumération complète de ces droits de sortie n'offrirait aucun intérêt. On pourra la trouver dans l'annuaire économique et financier de 1918-1919 édité par l'administration du protectorat (1). Ces droits portent sur les animaux vivants, les produits et dépouilles d'ani-

1. *Annuaire économique et financier du Protectorat français au Maroc*, année 1918-19, p. 366.

maux, les produits des pêches, les farines alimentaires, les fruits et graines, les huiles et sucs végétaux, les teintures, etc...

Le bénéfice de l'admission temporaire en franchise est prévue pour les emballages, sacs, bouteilles, toiles, caisses, fûts, corde et l'huile pour les conserves et pour certains objets dont l'entrée est nécessaire au développement du commerce comme les échantillons, les outils d'ouvriers, d'artisans ou forains de passage au Maroc, les films cinématographiques et les disques de phonographes impressionnés. Certains produits exportés peuvent être réadmis en franchise dans l'année qui suit leur exportation si l'expéditeur a fait des réserves et s'ils peuvent être reconnus au moyen d'une marque spéciale apposée au départ. Ceci s'applique aux produits et objets de fabrication marocaine à l'exception des fruits de la terre et des autres produits naturels destinés à la consommation, ainsi qu'aux emballages vides ayant servi à exporter des produits marocains. A l'importation en France les produits marocains bénéficient du tarif minimum par application du traité du 26 octobre 1892. Le texte n'est pas absolument explicite. « En considération de la réduction qui sera faite par votre Gouvernement sur les droits applicables aux produits marocains à leur entrée en France et en vue d'étendre les relations commerciales entre les 2 pays pour leur mutuel avantage... » Mais en fait c'est le tarif minimum qui est appliqué (1).

Enfin, le transport par cabotage (2) d'un port marocain à un autre est admis moyennant la consi-

1. Rouard de Card. *Les traités de commerce conclus par le Maroc avec les puissances étrangères* et *Annuaire économique et financier du Protectorat*, année 1918-19, p. 101.

2. *Annuaire économique et financier du Protectorat du Maroc*. Année 1918-19, p. 100.

gnation des droits au départ, droits qui sont remboursés après la justification du débarquement des marchandises.

Il est perçu sur les produits faisant l'objet d'un transport par cabotage un droit de statistique de 0 fr. 75 %.

L'étude du régime douanier du Maroc tel qu'il existe actuellement suggère différentes observations. Il convient de noter tout d'abord, que l'obligation d'accorder la clause de la nation la plus favorisée à toutes les puissances représentées à la conférence de Madrid met le Maroc en état d'infériorité pour toutes négociations douanières. Indépendamment de cette considération, certains pays qui ont été représentés à Madrid n'ont avec le Maroc aucun traité. Ce sont l'Italie et le Portugal. Il en résulte donc qu'ils jouissent des avantages de la clause de la Nation la plus favorisée sans réciprocité contractuelle. Pour les pays qui ont des traités, certains, comme les États-Unis n'ont qu'un traité relativement ancien, du 16 septembre 1836 et qui ne stipule rien au bénéfice du Maroc. Les autres — Angleterre — d'une manière vague et peu explicite, la France, l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas accordent bien le bénéfice de la clause mais, comme le Maroc s'est engagé par ces mêmes traités à ne pas modifier son tarif sans le consentement des puissances, on ne peut pas dire qu'il y ait une égalité véritable. Cette situation présente des inconvénients de deux sortes. Tout d'abord en ce qui concerne le Maroc lui-même il place son exportation à l'étranger dans des conditions très défavorables puisqu'il ne peut, comme c'est le cas général, obtenir de concessions particulières d'un pays susceptible de devenir pour lui un bon client, par la menace de l'application d'un tarif général particulièrement élevé. L'Empire chérifien se

trouve donc par suite des hypothèques internationales dont il a été grévé pendant la période de rivalité franco-allemande dans une situation véritablement subalterne vis-à-vis des puissances européennes. Du point de vue français cette égalité imposée par les traités ne permet pas l'établissement de tarifs préférentiels qui seraient la récompense des efforts considérables faits par la France pour la réorganisation administrative et le développement économique du Maroc. Depuis l'établissement du contrôle français les recettes douanières ont augmenté dans de très notables proportions :

Années (1)	Pesetas hassani
1907	10.116.000
1908	16.802.000
1909	18.449.000
1910	14.546.000
1911	18.578.000
1912	23.457.000
1913	23.354.000
1914	16.618.000

par voie de mer seulement.

Les droits de douane par terre (frontière algéro-marocaine) n'atteignaient que 628.000 francs pour les droits de transit et 115.000 francs pour les droits de sortie en 1911.

Dans le dernier exercice comme celui de 1918, les droits de douane étaient prévus pour :

Droit d'importation-exportation (2) et cabotage (Maroc occidental)	25.500.000 fr.
Droit de transit et de sortie (Maroc oriental).	1.615.000 —
	27.115.000 fr.

sur un total de prévision de recettes de 86.257.000 fr.

1. *Rapport sur la situation du Maroc en 1914*, p. 352-358.

2. *Annuaire économique et financier du protectorat de la France au Maroc*, année 1918-19, p. 50-51.

CHAPITRE V

Le régime et le commerce douanier des confins algéro-marocains.

Le véritable empire du Maroc, la région historique où le Gouvernement chérifien, dans ses belles périodes, a atteint à une force et à une autorité véritables, est le grand plateau côtier qui s'étend de Larache à Agadir, plus ou moins large suivant que l'on envisage la zone nord ou la zone sud. Les grandes villes impériales étaient Marrakech, Rabat, Meknès et Fez.

Les ports principaux dont il a été question dans la partie historique de cette étude, étaient Mogador, Saffi et Mazagan. Au nord et à l'est de cette zone soumise qui a constitué de tout temps le bled el Maghzen s'étendaient de véritables marches que les sultans ne réussissaient à soumettre que dans les périodes, où une bonne organisation militaire donnait à leur empire une force imposante. C'est ainsi que le Riff fut toujours plus ou moins en révolte. Du côté de l'Algérie, le grand et le moyen Atlas, qui ont été de tout temps bled es-Siba formaient une frontière naturelle qui n'était interrompue que par la trouée de Taza.

L'autorité des sultans marocains n'a jamais connu de frontières bien précises à l'est, tantôt ils ont occupé des villes algériennes comme Tlemcen, tantôt au contraire, comme pendant l'insurrection du Rogui leur autorité n'a pas pu s'affirmer jusqu'à Taza. Cet état mal défini ou plutôt inexistant des frontières

marocaines a donné lieu au moment de notre établissement en Algérie à maintes difficultés.

Lorsque le sultan du Maroc vit que l'autorité des Turcs était abattue dans la régence d'Alger, il eut immédiatement l'idée de profiter des premières incertitudes de notre politique pour étendre sa domination vers l'est. Abd-el-Kader dans la première période de son activité fut un émissaire marocain. L'armée marocaine telle qu'elle existait encore à cette époque fut tout entière en ligne contre nous à la bataille de l'Isly.

Ce n'est qu'à la suite de ce sanglant échec et du bombardement de Mogador par le prince de Joinville que Moulay Abder Rahman se décida à l'abandon de ses prétentions.

Nous aurions pu à cette époque comme tous les envahisseurs venus de l'est poursuivre nos adversaires battus par la trouée de Taza et déboucher sans difficulté sur les plateaux qui bordent l'Atlantique. Les généraux de l'armée d'Afrique présentèrent des propositions dans ce sens. Elles ne furent point bien accueillies tant pour des raisons de politique intérieure que par suite de la crainte de mécontenter trop violemment le Gouvernement anglais.

Le traité (1) du 10 septembre 1844 qui mit fin à la guerre avec le Maroc, rétablit la frontière sur les bases qu'elle avait ou plutôt qu'elle était censée avoir avant l'intervention française. Ce traité de paix fut complété par un traité de délimitation entre la France et l'empire du Maroc, conclu et signé en Afrique sur le territoire d'Algérie, le 18 mars 1845 (2). Il consolidait d'une façon excessivement curieuse le

1. Collection de Martens et Murhard, *Nouveau recueil général de traités*, t. VIII, p. 378.

2. Collection de Martens et Murhard. *Recueil général de traités*, t. VIII, p. 143.

régime incertain qui existait avant notre intervention.

ARTICLE PREMIER. — « Les deux plénipotentiaires sont convenus que les limites qui existaient autrefois entre le Maroc et la Turquie resteraient les mêmes entre l'Algérie et le Maroc. Aucun des deux empereurs ne dépassera la limite de l'autre, aucun d'eux n'élèvera à l'avenir de nouvelles constructions sur le tracé de la limite. Elle ne sera pas désignée par des pierres, elle restera en un mot telle qu'elle était entre les deux pays avant la conquête de l'Algérie par les Français. »

Dans l'article qui prévoyait la délimitation sur le terrain de la nouvelle frontière, on trouve des choses excessivement curieuses. Il était prévu que cette frontière irait « de Kerkour Sidi hamza à Zoudg el beghal puis longeant à gauche le pays des Ouled ali ben Talha, jusqu'à Sidi Zahir qui est sur le territoire algérien, elle remonte avec la grande route jusqu'à Aïn Takbalet, qui se trouve entre l'oued Bou-erda et les deux oliviers nommés el Toumiet, qui sont sur le territoire marocain. De Aïn Takbalet elle remonte avec l'oued Bou-Erda jusqu'à Ras-Asfour ; elle suit au delà le Kef en laissant à l'est le marabout de sidi abd Allah Ben-Mehammed el hamlili ».

Cette frontière qui admet pour sa délimitation comme points trigonométriques deux oliviers et un marabout ne devait jamais présenter un caractère très sérieux. Aussi bien dans l'esprit des Marocains habitués à considérer la tribu comme l'unité sociale et à pratiquer une politique féodale de suzeraineté, nos idées modernes sur la souveraineté et l'indépendance des états sur le caractère intangible de leurs frontières, n'étaient guère intelligibles. Il en est résulté une succession de conflits locaux, d'interventions à Tanger pour demander au sultan du Maroc d'établir véritablement son autorité sur la zone fron-

tière et de réprimer les incursions des pillards. Cette politique a abouti à faire considérer cette région des confins, qui en 1845 n'était pas plus marocaine qu'algérienne, comme relevant de l'empire chérifien et à lui donner finalement une personnalité administrative propre, sous la forme actuelle d'un Haut-Commissariat du Gouvernement à Oudjda. Ce Haut-Commissariat dépend, il est vrai, de la résidence générale de France au Maroc, mais conserve cependant une personnalité distincte avec un Haut-Commissaire français et un Amel représentant direct du sultan du Maroc.

Il fut admis à la suite des traités de 1844-1845 que le Gouvernement français pourrait exercer le droit de suite sur les pillards qui feraient des incursions en territoire algérien. L'exercice de ce droit de suite nous a amenés en 1859 et en 1870 à faire de véritables expéditions dans la région des confins, mais ces expéditions ont été de simples opérations militaires et n'ont laissé derrière elles aucun poste français.

L'application de la politique de pénétration pacifique changea notre attitude dans la zone frontière. Le Gouvernement français conclut avec le sultan du Maroc le 20 juillet 1901 (1) un arrangement qui prévoyait le renforcement de l'autorité chérifienne dans la région des confins, décidait certaines rectifications de frontières et prévoyait l'établissement de postes de garde et de douane. Cette convention était complétée par un accord intervenu entre les chefs des deux missions constituant la Commission franco-marocaine faite à Alger le 20 avril 1902 qui prévoyait l'établissement de marchés de chaque côté de la frontière et d'un certain nombre de marchés mixtes.

1. De Martens et Stoerk. *Nouveau recueil général de traités*, 3^e série, t. I, p. 27-36. Les trois accords mentionnés dans le texte se trouvent à la suite les uns des autres.

Enfin, un protocole d'exécution fait à Alger le 7 mai 1902 entre les chefs des deux missions réglait le détail de l'établissement du nouveau régime commercial.

Cette politique de pénétration pacifique n'aboutit pas. Les hostilités reprirent violemment sur la frontière, d'abord dans l'Extrême-Sud où l'occupation par nous des oasis du Touat avait réveillé le sentiment anti-chrétien. Dans la région des confins les agressions se multiplièrent. La plus notable fut l'attaque de M. Jonnart, gouverneur général de l'Algérie et de son escorte par des indigènes de Figuig au col de Zénaga le 31 mars 1903. Nos convois et nos postes étaient constamment attaqués, des caravanes pillées, des officiers et des sentinelles assassinés. C'est alors que, rompant avec les tentatives d'entente qui, dans l'état d'inexistence de l'autorité maghzenienne et à cause de la mauvaise volonté manifeste des chefs locaux ne pouvait conduire à aucun résultat nous avons repris franchement les opérations militaires de pénétration.

La campagne de 1908 aboutit à la destruction des forces importantes de Berabers qui étaient descendues du grand Atlas marocain pour faire contre nous une véritable guerre sainte. Dans le nord, nous occupions à la suite de l'assassinat du Dr Mauchamps la ville d'Oudjda et nous réduisions le massif des Beni-Snassen pendant l'année 1907 (1). Puis lorsque les grandes opérations militaires furent terminées, nous pratiquions la politique de pénétration progressive et d'influence sur les tribus dont le général Lyautey a donné dans cette région la première démonstration pratique. Peu à peu nous arrivions ainsi à établir notre autorité jusqu'aux rives de la Moulouya. Une

1. Augustin Bernard. *Les confins algéro-marocains*, p. 137 à 173.

œuvre d'organisation était immédiatement entreprise et le chemin de fer militaire poussé avec rapidité d'abord jusqu'à Oudjda, puis jusqu'à la Moulouya.

Depuis le 1^{er} décembre 1911 (1), les confins algéro-marocains forment le Haut-Commissariat du Gouvernement d'Oudjda. Il est administré par un Haut-Commissaire français, assisté pour les questions indigènes d'un Amel, représentant du sultan. Le Haut-Commissaire relève du Résident général de France au Maroc mais il ne faudrait point le prendre pour un simple chef de circonscription, comparable, quoique plus élevé en dignité à un contrôleur civil. Le Haut-Commissaire administre directement la région, territoire civil et militaire. Il a auprès de lui des chefs de service pour la justice, les perceptions et régies, les douanes et les travaux publics. Cette organisation donne au Maroc oriental une physiologie propre en même temps qu'une entité administrative distincte et en fait en quelque sorte le trait d'union entre le Maroc et l'Algérie.

Telle est rapidement résumée l'histoire des confins algéro-marocains depuis l'intervention française en Algérie.

Au point de vue de la législation douanière, les rapports du Maroc avec l'Algérie se présentent à deux points de vue :

Tout d'abord il y a un point de vue algérien s'occupant du régime fait par la douane algérienne aux produits marocains à leur entrée sur le territoire, tant pour la consommation directe que pour le transit et inversement du traitement accordé aux pro-

1. *Exposé de la situation du Maroc Oriental à la fin de l'année 1912*, présenté par M. Maurice Varnier, Haut-Commissaire du Gouvernement de la République. Oran, Imprimerie D. Heintz et fils, 18 et 20, boulevard Malakoff, 1914, p. 7 à 10.

duits étrangers qui viennent dans les ports algériens à destination du Maroc.

Il y a ensuite un point de vue marocain qui envisage le régime fait par le Gouvernement chérifien, tant à l'entrée qu'à la sortie aux marchandises qui font l'objet du commerce entre les deux pays.

La douane algérienne au début de l'occupation a tout d'abord prohibé purement et simplement l'importation de produits par voie de terre (ordonnance (1) du 16 décembre 1843, art. 16). Cette prohibition avait pour but de parer dans une certaine mesure aux fraudes qui pouvaient se produire par suite de l'importation de produits étrangers à proximité immédiate des frontières de l'Algérie avec le Maroc ou la Tunisie. Comme il n'y avait alors aux frontières de terre aucune surveillance douanière, les contrebandiers auraient pu très aisément introduire, grâce à un léger détour, leurs marchandises sans payer de droits. Cette prohibition dut d'ailleurs rester purement théorique pendant dix ans. Ce n'est que le 11 août 1853 (2) qu'un décret institua un service de douanes sur les frontières de la Tunisie et du Maroc. Ce décret lève la prohibition générale pour les produits d'origine marocaine et la remplace par des droits modérés. Le régime définitif fut institué par la loi du 17 juillet 1867 sur le régime commercial de l'Algérie. Les produits marocains importés par mer étaient soumis au régime défini par les tableaux A et B (3). Les produits importés par terre étaient exempts de droits, à condition qu'ils soient originaires de l'Empire du Maroc. Les marchandises

1. Arthur Girault. *Principes de Colonisation et de Législation Coloniale*, p. 707.

2. Arthur Girault, *op. cit.*, p. 707.

3. Loi sur le régime commercial de l'Algérie, 17 juillet 1867. *Bulletin des Lois*, année 1867, 2^e semestre, p. 57.

étrangères qui ne faisaient que transiter dans l'Empire chérifien restaient soumises aux droits du tarif général.

Pour l'exportation, il n'y avait point à cette époque de réglementation douanière marocaine. Le Gouvernement chérifien qui percevait, avec les difficultés qui ont été indiquées les droits de douane dans ses ports, ne se souciait nullement de sa frontière terrestre et jusqu'à ce qu'une organisation fut établie par nos soins, il semble bien que le commerce n'ait eu à acquitter de ce côté d'autres taxes que les redevances aux chefs locaux. Il faut cependant signaler une coutume (1) qui consistait à faire payer à toute caravane partant pour les tribus du bled es Siba des droits de sortie aux portes de Fez. Ce commerce par caravane avec l'Algérie a été autrefois assez important mais les relations furent interrompues dans les dernières années du XIX^e siècle par la révolte du Rogui.

Mais si jusqu'à ces toutes dernières années on ne trouve rien qui indique l'existence de droits de douane à l'entrée au Maroc, les produits pénétrant en Algérie à destination de l'Empire chérifien durent au contraire pendant longtemps acquitter des droits de douane et d'octroi de mer qui les mettaient en état d'infériorité, vis-à-vis des produits importés par Melilla (2) dont les Espagnols avaient fait un port franc (3).

Les produits français avaient bien à vrai dire l'entrée en franchise dans les ports d'Algérie mais

1. Eugène Aubin. *Le Maroc d'aujourd'hui*, p. 296-297.

2. Il convient de noter cependant que bien que port franc, Melilla frappait la plupart des produits débarqués d'un droit assez élevé d'octroi de mer ce qui dans une certaine mesure diminuait la portée de l'observation faite dans le texte.

3. Augustin Bernard, *op. cit.*, p. 280.

ils étaient astreints au paiement des droits d'octroi de mer qui par suite de leur caractère fiscal ne donnaient aucun avantage aux produits métropolitains. Ces droits d'octroi de mer sont en général assez élevés. C'est ainsi que les cafés paient 40 francs les 100 kilos (1), le sucre brut 25 francs, le thé 25 francs, le poivre 50 francs, etc... Ces droits d'octroi de mer pouvaient d'autant moins faire l'objet d'une tarification préférentielle en faveur de la métropole, que les produits algériens eux-mêmes étaient frappés d'un droit équivalent à la production ou à la consommation. Pour les colonies françaises, en outre, le régime était infiniment moins libéral.

Les colonies françaises étaient divisées par les articles 3 et 7 de la loi du 11 janvier 1892 en deux groupes. Le premier comprenant la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion, l'Indo-Chine, Saint-Pierre-et-Miquelon, la Nouvelle-Calédonie, le Gabon, Mayotte, les îles Comores et Madagascar.

Les produits importés dans ces colonies bénéficiaient, sous la condition de transport en droiture et de la justification d'origine, d'une détaxe de 50 % pour les denrées coloniales autres que le sucre et ses dérivés et jouissent de la franchise pour la plupart des autres produits. Les cafés payent 78 francs les 100 kilos et les poivres 104 francs, ce qui est inférieur aux tarifs métropolitains.

Le second groupe comprend l'Afrique occidentale française, le Congo français du bassin conventionnel, la côte française des Somalis, les établissements de l'Inde et ceux de l'Océanie. Les produits de ces colonies sont en principe passibles des droits de tarifs minimum, sauf pour les Guinéennes françaises prove-

1. Décret du 6 décembre 1918, reproduit dans le grand annuaire général d'Algérie, Tunisie, Maroc, année 1919, partie rouge.

nant des établissements français de l'Inde qui sont admis en franchises : le sucre (1) et ses dérivés qui bénéficient d'un régime de faveur et certains produits pour lesquels le Gouvernement peut par décret en Conseil d'Etat accorder des exemptions ou des réductions de droits.

Si l'on ajoute à cela que l'article 2 de la loi de 1867 n'admet pas les sucres français en franchise en Algérie, on voit que les produits français d'abord, mais surtout les produits coloniaux peuvent avoir à acquitter des droits à l'entrée des ports algériens, droits d'octroi de mer pour la plupart des produits français, droits de douane pour les sucres et les produits coloniaux sans préjudice des droits d'octroi de mer qui pourraient être dus pour ces mêmes produits. C'est pour ces raisons qu'a été institué le régime spécial du transit (2). Ce régime est prévu par l'article 15 de la loi de finances de 1895.

ART. 15.—Un règlement d'administration publique déterminera les catégories de marchandises susceptibles d'être expédiées en exemption des droits de douane et d'octroi de mer des ports de l'Algérie à destination des contrées situées en dehors du territoire soumis au régime des douanes et de l'octroi de mer.

Le même règlement fixera :

1° L'époque de son entrée en vigueur.

2° Les points par lesquels les marchandises devront sortir dudit territoire.

3° Les conditions et garanties auxquelles seront subordonnées l'exonération des droits. Cette réglementation a été instituée par un décret du 17 décembre 1896 (3).

1. P. Moucheron. *Les Douanes en Algérie*, p. 218.

2. *Bulletin des lois*, 1895, 1^{er} semestre, p. 797.

3. Voir Moucheron, *op. cit.*

Ce décret détermine dans son article 2 les marchandises admises à bénéficier de ce trafic en transit, c'étaient :

1° Les sucres bruts ou raffinés originaires des colonies françaises ; les sucres bruts exportés directement des fabriques de la métropole : les sucres bruts ou raffinés expédiés de la métropole à la décharge des comptes d'admission temporaire de produits indigènes ou des colonies françaises.

2° Les cafés, thés, poivres, cannelles, clous et griffes de girofle, muscades, piments et huiles minérales importés directement en France ou en Algérie, d'un pays hors d'Europe.

3° L'alcool contenu dans les parfumeries alcooliques, les vernis à l'alcool et tous autres produits d'origine française retenant de l'alcool à l'état de mélange.

4° L'alcool employé à la préparation des médicaments, produits chimiques et autres produits d'origine française obtenus au moyen de la dénaturation de l'alcool.

Les marchandises, pour bénéficier de ce régime de faveur, devaient être expédiées de l'un des ports de Nemours, Oran, Arzerouw, Mostaganem, Alger, Bougie, Philippeville ou Bône. Ces marchandises devaient être représentées dans le délai maximum d'un an à partir de la consignation ou de la date de la soumission cautionnée, à l'un des bureaux de l'El-Oued, Touggourt, Elgoleah, El abid sidi Cheik, Djennien, Bouzreg, El Aricha, Lalla-Marnia. Comme on le voit ces facilités de transit s'appliquèrent non seulement au commerce avec le Maroc, mais aussi à celui avec les oasis sahariennes. Le nombre des bureaux de sortie fut d'ailleurs réduit à 4 par le décret du 30 juillet 1900. C'étaient les bureaux de Touggourt, Gardaïa, Aïn-Sefra, Lalla-Marnia. Les expé-

ditions devaient être plombées ou faites par colis plombés et les droits consignés. Des mesures pénales étaient prises en vue de la répression de la fraude possible qui consistait à faire repasser la frontière aux produits qui avaient bénéficié du régime de transit pour les faire entrer en Algérie exempts de toutes taxes.

Le décret du 13 octobre 1904 ouvrait un nouveau bureau de sortie pour les marchandises en transit à destination du Maroc, à Adjeroud-Kiss.

Le décret du 9 janvier 1906 ouvrait le bureau de El-Aricha. Ces décrets furent complétés par des arrêtés du Gouverneur Général de l'Algérie en date du 6 février 1897 (1), 29 septembre 1900, 10 janvier 1902, 24 janvier 1903 et 21 juin 1905. Ces arrêtés organisaient un régime assez curieux d'escorte des marchandises.

Arrêté du 6 février 1897, article premier: à la demande du receveur des douanes chargé de la gestion du bureau de sortie l'autorité locale de la Résidence, doit, autant que le permettent les moyens à sa disposition, constituer dans un délai de quarante-huit heures avec des cavaliers à cheval ou à mehari une escorte qui accompagne les transporteurs de marchandises ayant transité à travers l'Algérie en franchise des droits de douane et d'octroi de mer. L'escorte se compose de deux cavaliers pour un convoi de 10 bêtes de somme au maximum. Elle est de 3 cavaliers pour un convoi comprenant 60 bêtes de somme au plus et de 4 cavaliers lorsque le convoi comprend un nombre supérieur d'animaux.

L'arrêté du 29 septembre 1900 prévoit que l'escorte partie de Lalla-Marnia accompagne les marchandises jusqu'à la frontière du Maroc, enfin l'arrêté du 21 juin 1905, fixe les rétributions payées par

1. Moucheront. *Les Douanes en Algérie*, p. 307-310. 3

le commerce à raison de 1 fr. 50 par homme et par journée de marche.

Les arrêtés du 10 janvier 1902 et 24 janvier 1903 ont organisé pour les lignes d'Aïn Sefra et de Duveyrier un régime qui s'applique maintenant aux transports par chemin de fer jusqu'à la Moulouya. La compagnie du chemin de fer de l'État recevait le droit d'expédier des wagons plombés, contenant exclusivement des produits admis au transit. A l'arrivée en gare d'Aïn Sefra, les wagons sont examinés par le receveur des douanes et une vérification a lieu. La compagnie est responsable des manquants et doit répondre du paiement des droits (1).

Le régime a été étendu par décret du 2 mai 1915 (2) au commerce par voie de terre entre la frontière oranaise et la Moulouya, le régime des escortes ne s'appliquant plus qu'aux oasis sahariennes.

Il semble même que le régime du transit ait été par ce décret singulièrement élargi. Les textes antérieurs ne prévoyaient l'application de ce régime que pour un certain nombre de produits dont il a été donné plus haut l'énumération. L'article premier du décret du 2 mai 1915, renverse la règle et dit :

ARTICLE PREMIER. — Les bureaux de douane institués dans les ports de l'Algérie, ainsi que le bureau international de Gardimaou sont ouverts au transit des marchandises non prohibées ainsi qu'aux marchandises d'espèce non prohibée passibles de droits d'octroi et de taxes intérieures à l'exclusion des produits repris au n° 91 du tarif général des douanes (3).

Enfin dans le courant de l'année 1916 une gare

1. Moucheront. *Les Douanes en Algérie*. Jourdan, Alger, 1907, p. 302 à 315.

2. *Bulletin du Comité de l'Afrique Française*, année 1917, p. 136.

3. Le n° 91 du tarif général des douanes vise les sucres étrangers.

internationale a été établie à Oudjda, le bureau de douane frontière restant à Lalla-Marnia (1).

L'Angleterre au moment de la conclusion du traité du 8 avril 1904 s'est réservé le droit de bénéficier de ces facilités de transit. La rédaction de cette clause est faite d'une façon assez curieuse qui cherche à donner les apparences d'une réciprocité inexistante en fait.

ART. 4. — Le commerce de l'une et l'autre nation avec le Maroc et l'Égypte jouira du même traitement pour le transit par les possessions françaises et britanniques en Afrique. Un accord entre les deux gouvernements réglera les conditions de ce transit et déterminera les points de pénétration. Cet engagement réciproque est valable pour une période de trente ans. Faute de dénonciation expresse faite une année au moins à l'avance, cette période sera prolongée de cinq en cinq ans (2).

Cet article dissimule sous une réciprocité purement formelle une véritable concession que l'Angleterre à la faveur de la négociation générale en cours nous a arrachée.

Le transit vers l'Égypte à travers des possessions britanniques n'est possible que par l'Oughanda, pays peu pourvu de voies de communication et complètement en dehors des grandes routes commerciales. Il n'y a, avec les facilités que nous accordions au commerce anglais, en pleine Méditerranée, à travers l'Algérie qui est pourvue de chemins de fer et de bonnes routes, qu'une réciprocité absolument verbale. Il semble d'ailleurs que les rédacteurs de ces actes diplomatiques se soient complus au maintien de

1. *Bulletin du Comité de l'Afrique Française*, année 1917, p. 148.

2. Arrangement diplomatique conclu au sujet... Signé à Londres, le 8 avril 1904, art. 4. *Nouveau recueil général de traités* de Martens, t. XXXII, p. 17.

cette fiction car dans l'accord franco-britannique du 24 août 1916 qui prévoyait l'exécution de la promesse faite au Gouvernement anglais, il est dit à l'article premier : « Les marchandises expédiées de France à destination ou en provenance de l'Egypte, passant par l'Afrique Orientale anglaise ou l'Oughanda seront seules admises à un traitement absolument semblable à celui qui est appliqué respectivement aux marchandises expédiées de. . . ou à destination de la France ou aux marchandises expédiées de. . . ou à destination du Royaume-Uni, en ce qui concerne les droits de douane ou autres droits dont elles peuvent être passibles sur le territoire qu'elles traversent. »

En réalité ces formules diplomatiques n'empêchent que l'Angleterre s'est fait donner là un pourboire supplémentaire comme prix de sa complaisance dans les affaires marocaines. Cet article 4 de l'accord de 1904 est resté lettre morte pendant douze ans et ce n'est que le 24 août 1916 (1) que le Gouvernement britannique en a réclamé l'application. Cet accord fait purement et simplement l'application du régime français aux marchandises anglaises.

Tel est donc dans ses grandes lignes le régime algérien en ce qui concerne le commerce avec le Maroc. Il convient maintenant d'étudier le régime marocain pour les produits qui lui arrivent par l'intermédiaire de l'Algérie.

Les bases de ce régime ont été posées par les accords de 1901 et 1902 (2).

L'accord du 20 juillet 1901, prévoyait l'établissement de postes de garde et de douane jusqu'à Figuig.

1. *Bullelin du Comité de l'Afrique Française*, année 1917, p. 136 et 290.

2. De Martens et Triepel. *Nouveau recueil général des traités*, 3^e série, tome 1, p. 27-36.

L'accord du 20 avril 1902 réglait l'organisation des marchés. Ceux-ci devaient être établis dans la région marocaine à Cherraa, à Oudjda, à la casbah d'Aïoun sidi-Melouk et un quatrième à Debdou. Les marchés français devaient être établis à Adjeroud, à Marnia et à El Aricha et des marchés mixtes à Ras el Aïn, à Beni Ounif et à Kenadsa. Dans le Sahara le Gouvernement français devait établir un marché à Aïn Sefra, les autorités marocaines à Figuig et les deux gouvernements d'accord des marchés mixtes à Beni Ounif et Kenadsa.

Pour la perception des droits de douane, des bureaux devaient être établis entre la frontière et le Teniet Sassi. Pour le Maroc à Saïda ad Jeroud, à Oudjda et auprès de Magoura, pour la France à Adjeroud, à Marnia et à El Aricha. Plus au sud il ne devait être établi aucun poste de douane car l'importance du trafic n'aurait pas justifié l'organisation de ce service. Par une concession purement gracieuse, le Gouvernement français s'engageait à payer au Gouvernement marocain une somme forfaitaire représentant la perte que celui-ci éprouvait par suite de la non perception des droits de sortie. Le protocole d'exécution du 7 mai 1902 règle l'organisation de ces perceptions. Dans son article premier le Maghzen maintient son droit d'établir des taxes de transit et des droits de sortie. Indépendamment de ceux-ci, il devait être perçu des droits de marché par des agents français avec contrôle marocain sur le territoire français, par des agents marocains avec contrôle français sur le territoire marocain et enfin par des agents des deux gouvernements dans les marchés mixtes.

Tous ces droits ont été effectivement établis, droits de marchés, droits appelés à tort droit de transit bien qu'ils soient de véritables droits d'entrée et droit de sortie. A l'importation, le tarif des droits

de transit est fixé à 5 % *ad valorem*, sauf pour un certain nombre d'articles pour lesquels les droits sont spécifiques : aux exportations, c'est le droit spécifique qui prévaut, quelques marchandises seulement étant tarifées à 5 % *ad valorem* (1). Ces droits sont maintenant recouvrés par les services du Haut-Commissariat du Gouvernement à Oudjda et ont produit en 1912 pour les droits dits de transit 628.000 fr. Les droits de sortie ont produit la même année 115.000 francs. Ils avaient produit en 1911 318.000 fr. la différence provenant de la récolte qui avait été médiocre en 1912 (2).

Le commerce algéro-marocain a comme concurrent naturel celui des Espagnols dans toute la région à proximité de Melilla. Ce commerce n'a pas jusqu'aux dernières années avant la guerre atteint un chiffre considérable. Il s'élevait en 1880 à peine à un million de pesetas, atteignait 8 millions en 1899, 11 millions en 1903, 19 millions en 1908 et 22 millions en 1909 (3). Dans ce commerce total, l'Espagne arrivait au premier rang avec près de 7 millions, la France 4 millions et l'Angleterre 3 millions. L'importance de la participation du commerce espagnol qui est récente, provient en grande partie de la présence du corps d'occupation.

L'importation par la zone espagnole pouvait d'autant plus facilement concurrencer l'importation par la zone française que jusqu'en 1910 les produits qui avaient payé à Melilla des droits d'octroi de mer pénétraient au Maroc en franchise par suite de l'inexistence de toute douane marocaine. Cette douane avait existé autrefois d'une façon tout à fait fantai-

1. *Annuaire économique et financier du gouvernement du protectorat au Maroc*, année 1918-1919, p. 101.

2. Auguste Varnier, *op. cit.*, p. 27.

3. Augustin Bernard. *Les confins algéro-marocains*, p. 318-319.

siste et arbitraire sous forme de redevances perçues à Seloum par le Rogui. Depuis la disparition de son pouvoir la douane marocaine était complètement inexistante. Cette situation était d'autant plus fâcheuse que, comme il a été dit, les produits français, même admis au transit payaient à leur entrée au Maroc le droit de 5 %. L'accord hispano-marocain du 17 novembre 1910 (1) prévoit le rétablissement de la douane chérifienne, mais les tarifs appliqués devront être ceux de l'Amalat d'Oudjda et non le droit de 12 1/2 % comme pour les produits importés par les ports de la côte. La question est maintenant ainsi réglée en droit, il reste à savoir ce qu'en vaudra l'application pratique.

Le commerce algéro-marocain a été en s'élevant considérablement au cours de ces dernières années. Il ne dépassait pas 2 millions de francs en 1885, il atteignit 11 millions 1/2 en 1890, varia entre 7 et 10 millions jusqu'en 1894, s'éleva exceptionnellement à 17 millions 1/2 en 1898 et 16 millions en 1901, pour s'abaisser à 7 millions 1/2 en 1904, pendant la crise de l'insurrection du Rogui. Il se releva à 12 millions en 1907 (2), 20 millions en 1909.

En 1913, il atteignait 69 millions de francs, en 1914, 68 millions, en 1915, 71.800.000 francs, en 1916, 94 millions, en 1917, 101 millions et en 1918 (3) 99 millions de francs. Ces chiffres se rapportent au commerce général. Ceux du commerce spécial leur sont d'ailleurs notablement inférieurs, de 29 millions en 1918.

Si l'on examine plus en détail les chiffres de cette dernière année, on constate un commerce total par

1. Augustin Bernard. *Les confins algéro-marocains*, p. 322.

2. Augustin Bernard, p. 294.

3. *Documents statistiques réunis par l'Administration des douanes sur le commerce de l'Algérie*, année 1918, p. 163.

terre et par mer de 99 millions de francs au commerce général, 65 millions au commerce spécial.

Les importations du Maroc en Algérie n'atteignaient que 20 millions au commerce général, 13 millions au commerce spécial. Elles se faisaient à peu près exclusivement par voie de terre. Les statistiques algériennes ne donnent que les valeurs globales, mais indiquent séparément les quantités. On peut ainsi aisément se rendre compte que les importations en Algérie de provenance marocaine se font à peu près exclusivement par voie de terre, sauf le riz, les pommes de terre importées principalement par mer et les céréales importées moitié par terre, moitié par mer. Les principaux produits importés sont les bestiaux, les laines, le minerai de Manganèse, les fruits de table, les peaux, les ouvrages de sparterie, les bois, le crin végétal, les céréales et le fourrage.

Les exportations de l'Algérie à destination du Maroc sont beaucoup plus considérables. Elles portent sur 79.832.000 francs, au commerce général, 52.426.000 francs au commerce spécial.

Ici encore les chiffres indiqués se réfèrent principalement au commerce par terre à l'exception des vins dont 70.449 hectolitres ont été expédiés par mer et 54.410 seulement par voie de terre.

Pour le reste, les chiffres du commerce par terre sont généralement de beaucoup supérieurs. Les seuls articles pour lesquels le commerce par mer soit important sont :

	Par terre	Par mer (1)
Céréales	68.452 quintaux	2.508
Tabac	1.971 —	4.024
Lingerie	468 —	1.317

1. Documents statistiques réunis par l'administration des douanes sur le commerce en Algérie, année 1918, p. 163.

	Par terre	Par mer
Fruits de table	6.480 quintaux	2.035
Matériaux.	12.333 —	3.655
Allumettes chimiques et bois		
pour allumettes	532 —	1.317

pour les autres produits, les chiffres indiqués dans la statistique du Gouvernement général de l'Algérie se réfèrent à peu près exclusivement au commerce par voie de terre. Les principaux articles à l'importation sont ceux qui viennent d'être indiqués : vins, céréales, fontes, fer, acier, matériaux, fourrage et son, produits chimiques, sucre et 19.857 colis postaux.

En résumé, on voit que le commerce algéro-marocain est resté médiocre jusqu'en 1907-1908. De cette époque date la pacification des confins par nos troupes, suivie de l'établissement de marchés, de routes et du chemin de fer qui ont donné une vive impulsion aux transactions. Jusqu'à ce jour le commerce a essentiellement consisté en exportations d'Algérie ou à travers l'Algérie vers la région des confins. Quelqu'importante qu'ait été la progression des transactions dans ces dernières années, il est certain qu'elle ne constitue qu'un début et que le commerce des deux pays est destiné à se développer dans des proportions très importantes lorsque la pacification du Maroc sera achevée et qu'une ligne directe reliera Oran à Fez.

CHAPITRE VI

Le développement du commerce marocain de 1907 à 1917.

Si l'on se reporte à la situation commerciale du Maroc telle qu'elle était en 1907 on constate depuis cette date une augmentation considérable des transactions. Le chiffre total des échanges par terre et par mer n'était en 1907 (1) que de 76.927.000 francs, dont 34.883.000 francs avec la France et l'Algérie. En 1917 le chiffre total du commerce avait atteint 386.238.000 francs. Même en tenant compte de la hausse considérable des prix qui s'est produite pendant cette période, et en admettant le chiffre de 97 millions résultant de la majoration indiquée par M. René Leclerc, l'augmentation est tout à fait remarquable.

En 1907, le chiffre du commerce total se décomposait comme suit :

1. René Le Clerc. *La situation économique et commerciale du Maroc en 1907.*

Ces chiffres sont ceux du service du contrôle de la dette. Ils se décomposent comme suit :

Commerce par mer	64.865.000 fr.
Commerce par terre (Algérie) .	12.062.000 —
	76.927.000 fr.

M. René Leclerc conseille de majorer les chiffres du commerce par mer de 30 % pour tenir compte des marchandises échappant aux droits et surtout de la contrebande qui était encore considérable en 1907. En opérant cette correction le chiffre du commerce total pour 1907 ressort à 97 millions de francs.

France et Algérie (commerce maritime) .	22.820.135 fr.
Algérie (commerce par terre).	12.063.000 —
Total	34.883.000 fr.
Angleterre	25.428.561 fr.
Allemagne	9.983.318 —
Espagne	3.116.145 —
Belgique.	1.476.088 —
Égypte	851.420 —
Italie.	446.088 —
Autriche-Hongrie.	380.977 —
États-Unis	160.407 —
Portugal.	98.533 —
Pays-Bas.	37.735 —
Suède et Norvège.	22.894 —
Russie	3.360 —
Turquie	141 —
Pays divers.	38.964 —
Total par mer et par terre	76.927.758 fr.

Le pourcentage des différents pays tant à l'importation qu'à l'exportation est indiqué par le tableau suivant tiré de la même source (1).

Tableau indiquant le pourcentage de la participation des différents pays dans le commerce total en 1907 (2).

PAYS	Importation	Exportation	Commerce total	Rappel du pourcentage du commerce total de 1906
—	—	—	—	—
France . . .	55,70	31,72	45,34	50,42
Angleterre . .	33,15	32,93	33,05	28,78
Allemagne . .	4,41	24,23	12,98	8,41
Espagne . . .	1,99	6,76	4,06	4,56

1. *Situation économique et commerciale du Maroc en 1907*. Rapport et statistiques, par Ch.-René Leclerc, p. 8.

2. René Leclerc. *Situation économique et commerciale du Maroc en 1907*, p. 49.

Belgique.	3,23	0,20	1,92	3
Italie	0,17	1,12	0,58	1,96
Autriche.	0,81	»	0,49	0,58
Etats-Unis	0,32	»	0,21	1,12
Portugal.	»	0,28	0,13	»
Pays-Bas	»	»	»	»
Egypte	»	2,51	1,11	0,69
Autres pays	0,22	0,25	0,13	0,49

NOTA. — Ce tableau fait entrer dans le commerce de la France les transactions du Maroc avec l'Algérie. Il n'est donc pas basé exclusivement sur les statistiques de la délégation de l'Emprunt marocain qui ne portent que sur le commerce maritime. (Note mise par M. René Leclerc).

Si maintenant nous passons à l'étude de la nature des produits importés et exportés nous voyons qu'ils peuvent se décomposer comme suit :

**Importation au Maroc de marchandises étrangères
par mer en 1907**
(Valeurs en francs).

Ce tableau ne donne que les principaux produits. Pour avoir le tableau d'ensemble : René Leclerc, *op. cit.*, p. 54 et suivantes.

PRODUITS ALIMENTAIRES

Café	255.088 fr.
Epices, poivre	} 299.769 —
Piment, cannelle, girofle, etc.	
Riz (chiffre de 1906 : 1.105.632)	53.142 —
Sucre.	11.196.576 —
Tabac, en feuilles ou fabriqué.	529.297 —
Thé.	1.845.585 —
Farines et semoules (chiffre 1906 : 6.604.938)	2.370.267 —
Huiles d'olive (chiffre 1906 : 202.990).	59.080 —

Blé (chiffre 1906 : 457.127).	1.219 —
Comestibles et conserves alimentaires. .	126.528 —

PRODUITS FABRIQUÉS

Bougies.	1.113.037 fr.
Produits chimiques, drogueries	102.855 —
Couleurs et peintures	69.896 —
Gommes et résines, benjoin, etc. . . .	20.028 —
Meubles de toutes sortes	115.877 —
Quincaillerie, chaudronnerie, sceaux en zinc.	335.221 —
Ferronnerie, serrurerie, clouterie . . .	135.067 —
Coutellerie	28.515 —
Papiers d'emballage, papiers de fantaisie et autres.	262.421 —
Poterie de ménage, faïence, etc., pavés et carreaux céramiques.	95.312 —
Tissus de coton	9.855.551 —
Tissus de laine et draperies	517.470 —
Tissus de soie et foulards.	458.680 —
Sacs et toiles d'emballage.	131.978 —
Verres et cristaux.	256.672 —
Parfumerie et savons de parfumerie. . .	21.196 —

PRODUITS NÉCESSAIRES A L'INDUSTRIE

Soies grèges	302.884 fr.
Coton en rame fil de coton et ficelles . .	293.444 —
Bois sciés de charpente ou de menuiserie, planches pour l'emballage des œufs, co- peaux en paille de bois	132.763 —
Poterie de bâtiment, tuiles briques, car- reaux, etc., en terre commune.	130.396 —
Ciment et plâtre.	118.710 —
Acier en barres	19.164 —
Cuivre	16.296 —
Fers bruts laminés ou étirés	315.615 —
Fer blanc en feuilles	51.897 —

Exportation du Maroc en 1907.

(Valeur en francs).

Bœufs.	2.836.416 fr.
Volailles.	50.297 —
Cire brute	766.756 —
Crins et poils	72.177 —
Laine en suint	2.205.450 —
Laine lavée.	575.798 —
Œufs.	2.512.174 —
Peaux de bœufs	706.909 —
Peaux de chèvres.	3.754.337 —
Peaux de moutons	1.662.391 —
Blé	444.206 —
Maïs.	131.396 —
Orge.	4.870.745 —
Fèves.	538.625 —
Pois chiches	451.794 —
Alpiste	747.433 —
Amandes	2.769.054 —
Cumin	335.624 —
Fenugrec	306.044 —
Graine de lin	447.283 —
Gomme et résine.	655.671 —
Ghassoul (terre savonneuse)	75.254 —
Roses.	35.457 —
Babouches	780.793 —
Djallaba et haïcks (1)	150.702 —

Le commerce par terre en provenance ou à destination de l'Algérie se décomposait comme suit :

1. *Statistiques du mouvement commercial et maritime du Maroc*, publiées par le Comité des douanes année 1908. Imprimerie Eugène Jacquet, Dijon.

**Importation du Maroc en provenance
de l'Algérie en 1907 (1).**

	Tête	Valeurs milliers de francs
Bestiaux { race ovine.	150.616	3.585 —
{ race bovine	19.605	2.798 —
{ race caprine.	7.469	105 —
Mules et mulets	118	38 —
Chevaux, juments etc.	112	28 —
Totaux des animaux vivants.		<u>6.554 —</u>
Céréales, grains (quintal)	17.800	368 —
Tapis en alfa.	1.506	286 —
Laines en masse	1.608	190 —
Peaux brutes	291	138 —
Tapis	200	100 —
Tissus de laine, couvertures et autres	50	45 —
Tissus de soie	25	56 —
Vêtements confectionnés	66	53 —
Peaux préparées	21	44 —
Chaussures (paires)	11.698	23 —
Beurre frais ou salé (quintal)	70	22 —
Alfas	600	5 —
Fruits de table, frais ou secs	888	16 —
Maroquinerie	11	11 —
Œufs de volaille et de gibier	35	4 —
Poils bruts	2	1 —
Autres articles.		<u>13 —</u>
Total pour 1907		7.929.000 fr.

1. René Leclerc, *op. cit.*, p. 53.

**Exportations de l'Algérie à destination
du Maroc en 1907.**

Désignation des marchandises	Unités	Quantités	Valeurs milliers de fr.
Sucres raffinés.	(quintal)	37.649	1.205
Tissus de coton		2.102	688
Thé		1.944	661
Semoules, pâtes alimentaires		7.756	268
Café		1.732	181
Tabacs fabriqués		312	124
Vêtements et lingerie		77	118
Légumes secs, riz et pommes de terre.		3.377	88
Bestiaux (race bovine)	(tête)	376	70
Chaussures	(paire)	9.120	64
Bougies	(quintal)	431	63
Poivre		386	62
Bimbloterie		72	57
Céréales, farine		1.395	46
Huile d'olive		440	42
Savons		765	32
Vins	(hectolitre)	3.021	32
Fils et tissus de laine et de lin	(quintal)	47	29
Céréales, grains		1.808	29
Fruits de table, frais ou secs		594	25
Machines et autres ouvrages en métaux.		236	23
Boissons distillées	(hectolitre)	201	15
Cannelle, muscade et girofle	(quintal)	86	13
Fils et tissus de soie		2	11
Allumettes		56	9
Poteries, verres et cristaux		63	9

Papier et ses applica- tions	149	8
Peaux préparées . . . (quintal)	5	5
Huile de pétrole raffi- née. (hectolitre)	298	5
Peaux brutes (quintal)	2	1
Autres articles. . . .	»	151
Total pour 1907	<u>4.134.000 fr.</u>	

Le commerce par suite de la vigoureuse impulsion donnée aux travaux publics par le Gouvernement du protectorat et du rétablissement de l'ordre, s'est considérablement développé pendant la période 1907-1917. Les statistiques publiées par le Gouvernement du protectorat dans l'*Annuaire économique et financier*, année 1918, permettent de suivre cette ascension.

Commerce total de la zone française au Maroc

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS RÉUNIES (1)

Valeur en francs

PAYS	1912	1913	1914	1915	1916	1917
Angleterre et Gibraltar	48.190.373	36.688.394	31.876.710	52.195.858	63.161.534	80.139.621
Allemagne	27.046.382	21.477.375	9.079.408	17.427	102.434	8.464
Espagne	8.393.218	8.386.560	5.531.384	9.137.364	12.157.899	18.280.070
Belgique	3.121.045	6.798.315	3.991.866	79.346	366.580	2.819
Italie	5.751.908	1.273.899	2.222.659	2.262.258	2.662.331	2.854.411
Autriche-Hongrie	2.202.511	3.211.167	1.835.260	4.386	9.457	»
Etats-Unis	816.138	1.617.376	1.907.342	1.856.292	6.457.612	9.029.787
Portugal	258.437	100.237	190.490	661.330	2.069.119	1.035.205
Pays-Bas	2.926.822	3.273.510	2.151.591	4.191.394	1.362.018	323.201
Egypte	10.896	37.358	142.275	6.632.414	1.051.756	80.094
Suède	1.076.701	3.119.724	1.454.588	478.943	467.751	711.162
Russie	69.829	383.394	306.008	227	41.752	»
Norvège	457.218	208.501	63.840	171.356	89.264	20.260
Tunisie	»	»	641.906	1.918.977	482.182	248.056
Autres pays	315.565	3.138.082	1.773.350	767.158	691.593	747.499
France et Algérie (voie de mer)	49.929.710	90.971.342	62.923.960	116.710.516	155.319.906	206.098.969
Total du Commerce par mer	150.576.723	180.655.234	126.092.637	197.085.245	246.493.188	319.579.618
Algérie (voie de terre)	27.171.000	40.952.000	37.907.000	38.855.000	64.361.000	66.659.000
Total du Commerce par terre et par mer	177.737.723	221.607.234	163.999.637	235.940.245	310.854.188	386.238.618

1. Annuaire économique et financier du Protectorat du Maroc, année 1918-1919, page 105.

L'ensemble de ce mouvement commercial se décompose comme suit :

AUX IMPORTATIONS

Importations de la zone française du Maroc (1) Valeur en francs

Pays	1912	1913	1914	1915	1916	1917
Angleterre et Gibraltar	34.740.962	31.675.650	25.172.671	39.968.320	56.808.448	69.192.484
Allemagne	9.539.856	13.177.674	6.252.181	17.427	102.434	8.464
Espagne	2.463.542	3.999.863	3.919.537	8.154.213	9.572.999	17.483.460
Belgique	2.687.678	6.632.901	3.698.685	79.346	366.580	2.819
Italie	685.795	943.466	906.846	1.569.522	1.615.791	2.356.520
Autriche-Hongrie	2.123.278	3.164.959	1.761.701	4.386	9.457	»
Etats-Unis	406.616	1.426.332	1.487.867	1.583.503	5.239.387	7.610.082
Portugal	102.832	92.695	124.908	441.520	674.130	729.044
Pays-Bas	2.052.795	3.147.051	2.007.436	4.191.383	1.362.002	323.201
Egypte	1.336	6.383	130.883	6.591.768	1.047.590	75.668
Suède	1.076.701	3.119.724	1.454.588	478.943	467.751	711.162
Russie	69.829	363.394	302.623	227	41.752	»
Norvège	242.011	208.501	63.840	171.356	89.264	20.260
Tunisie	»	»	598.027	428.756	301.364	200.106
Autres pays	287.978	3.122.461	4.744.604	694.699	683.970	738.365
France et Algérie	35.998.131	79.013.889	54.558.503	84.029.417	99.606.279	116.258.902
Commerce total par mer	92.479.340	149.794.943	104.205.200	148.404.786	177.989.198	215.710.537
Commerce avec l'Algérie (voie de terre).	18.178.000	31.632.000	28.743.000	31.728.000	50.994.000	54.380.000
Totaux	110.657.340	181.426.943	132.958.200	180.132.786	228.983.198	270.090.537

1. Annuaire économique et financier du gouvernement du protectorat, année 1918-1919, page 107.

AUX EXPORTATIONS

Exportations de la zone française du Maroc (1) Valeur en francs

Pays	1912	1913	1914	1915	1916	1917
Angleterre et Gibraltar	13.449.411	5.012.744	6.704.039	12.227.538	6.353.086	10.947.137
Allemagne	17.506.526	8.299.701	2.827.227	»	»	»
Espagne	5.929.676	4.386.697	1.611.817	983.151	2.584.900	796.610
Belgique.	433.337	165.414	293.181	»	»	»
Italie	5.066.113	330.433	1.315.813	692.736	1.046.540	497.891
Autriche-Hongrie	79.233	46.208	73.559	»	»	»
Etats-Unis	409.522	491.044	419.475	272.789	1.218.225	1.419.705
Portugal	155.605	7.542	65.582	219.810	1.394.989	306.161
Pays Bas.	874.027	126.459	144.455	11	16	»
Egypte	9.560	30.975	11.392	40.646	4.166	4.426
Suède.	»	»	»	»	»	»
Russie	»	»	3.385	»	»	»
Norvège	215.207	»	»	»	»	»
Tunisie	»	»	43.279	1.490.221	180.818	47.950
Autres pays	27.587	5.621	28.746	72.459	7.623	9.134
France et Algérie.	13.931.579	11.957.453	8.335.457	32.681.098	55.713.627	89.840.067
Total du commerce par mer	58.087.383	30.860.291	21.877.437	48.680.459	68.503.990	103.869.081
Commerce par terre. Algérie.	8.993.000	9.320.000	9.164.000	7.127.000	13.367.000	12.279.000
Total général du Commerce	67.080.383	40.180.291	31.041.437	55.807.459	81.870.990	116.148.681

1. *Annuaire économique et financier du Protectorat*, années 1918-1919, page 107.

Si maintenant nous passons du chiffre global des échanges aux quantités, nous constatons également une augmentation importante.

Principaux produits importés au Maroc, zone française (1).

Produits	1913		1917	
	Quantités	Valeurs en francs	Quantités	Valeurs en francs
Café (kilogs)	590.420	983.972	1.279.976	2.663.362
Riz »	7.425.874	2.386.023	2.190.628	1.395.507
Sucre »	66.420.254	30.025.222	43.950.694	56.471.592
Thé »	3.149.731	6.844.274	2.338.200	12.183.520
Farine de froment (quintaux). .	89.035	2.639.958	63.314	2.756.752
Semoule »	198.562	6.727.482	3	309
Huile d'olivès (kilogs). . . .	106.761	136.007	1.273.876	2.168.697
Bière (hectolitres)	17.600	824.786	7.381	538.904
Alcools (eau-de-vie de vin, de mêlasse, whisky, genièvre, au- tres alcools purs, liqueurs (hectolitres)	26.745	2.553.356	4.174	995.066
Vins ordinaires, en fûts, mous- seux en bouteilles, autres vins de liqueur (hectolitres) . . .	82.144	4.268.481	171.756	10.508.529

PRODUITS FABRIQUÉS

Bougies (kilogs)	3.808.448	2.601.663	2.602.527	4.560.977
Fils de coton (kilogs)	131.041	422.828	186.370	1.279.647
Tissus de laine »	250.670	2.161.694	183.309	3.538.984
Tissus de coton (kilogs). . . .	5.125.544	18.268.923	6.353.256	42.704.722
Tissus de soie et soie grège (kgs)	86.612	1.941.474	59.284	2.418.682
Savons (kilogs)	1.337.089	563.485	1.331.164	1.574.070
Machines motrices (à vapeur et autres) (kilogs).	1.064.815	1.096.812	824.298	1.848.032
Automobiles (kilogs)	452.584	1.677.699	179.644	944.268

PRODUITS NÉCESSAIRES A L'INDUSTRIE

Bois (kilogs)	44.490.009	5.311.964	8.859.477	2.689.450
Ciment (tonnes)	45.656	2.234.708	24.363	3.045.399
Chaux »	21.959	868.291	4.416	410.567
Pétrole (kilogs)	2.619.762	539.749	1.707.497	1.484.378
Essence »	53.292	24.069	2.304.910	2.812.825
Cuivre en fils, en feuilles, pur ou allié, doré, battu	81.669	190.439	254.406	1.447.808
Fers bruts et laminés, tôles et feuillards (kilogs)	18.402.391	4.044.951	2.060.765	1.748.603
Houille (tonnes)	22.998	1.050.385	28.254	4.566.084

1. *Annuaire économique et financier du protectorat, année 1918-1919, p. 108-116.*

A l'exportation la situation était la suivante :

**Principaux produits exportés du Maroc
zone française (1).**

Produits	1912	1913		1917	
	Quantités	Quantités	Valeur en francs	Quantités	Valeur en francs
Blé (quintaux).	298.583	2.311	73.952	212.281	5.697.019
Orge »	1.134.666	64.791	1.360.611	1.520.259	23.314.878
Maïs »	91.800	8	192	263.145	6.562.400
Amandes (kilogs) . . .	2.062.843	3.797.748	7.595.496	388.412	1.076.167
Graines de lin (kilogs) .	13.472.768	1.741.993	540.018	4.293.130	5.511.274
Pois chiches (quintaux) .	108.273	21.075	632.250	58.650	3.602.931
Alpistes (quintaux). . .	21.241	1.606	40.150	60.390	2.123.608
Coriandre (kilogs) . . .	1.795.621	1.485.388	549.594	1.700.060	2.398.759
Fèves (quintaux). . . .	183.856	15.319	275.742	320.886	9.097.284
Cumin (kilogs)	1.260.500	515.189	226.683	1.786.092	2.738.949
Fenugrec (kilogs) . . .	4.845.276	1.127.035	247.947	1.952.718	2.290.332
Gomme de Sandarac (kil.).	315.450	321.150	481.725	226.362	675.036
Gomme arabique (kilogs).	134.189	56.450	73.385	59.725	108.369
Œufs (kilogs).	3.617.643	2.346.535	3.754.456	5.215.137	13.064.328
Laines en suint (kilogs) .	1.265.881	3.662.310	4.394.772	2.354.108	4.902.815
Laines lavées (kilogs) .	71.122	227.438	500.363	572.190	1.975.272
Peaux de chèvre (kilogs).	1.452.135	1.681.505	3.346.194	1.182.782	2.479.355
Peaux de bœufs (kilogs).	383.574	1.554.264	3.077.443	476.967	1.552.941
Peau de moutons (kil.).	691.879	1.873.093	1.966.747	1.284.998	2.618.606
Cire brute (kilogs) . . .	204.123	114.138	393.775	233.450	968.974
Chiffons »	163.633	721.589	252.555	815.021	697.046
Babouches »	33.545	48.454	184.460	37.807	230.019

1. *Annuaire économique et financier du protectorat*, année 1918-1919, p. 118-125.

Les pourcentages de la participation de la France et de l'Algérie tant par mer que par terre dans le commerce marocain depuis 1911 nous sont donnés par la même source.

Années	Importations au Maroc	Exportations du Maroc	Total
1911.	53,07 %	39,30 %	46,13 %
1912.	48,95 %	34,17 %	43,37 %
1913.	60,98 %	52,95 %	59,53 %
1914.	62,67 %	56,37 %	61,48 %
1915.	64,26 %	71,33 %	65,93 %
1916.	65,77 %	84,38 %	70,67 %
1917.	63,18 %	98,48 %	70,62 %

Le commerce algéro-marocain par voie de terre qui se trouve compris dans les chiffres indiqués plus haut a suivi le développement propre suivant :

Années	Importations au Maroc	Exportations du Maroc
1912.	18.178.000	8.993.000
1913.	31.632.000	9.320.000
1914.	28.743.000	9.164.000
1915.	31.728.000	7.127.000
1916.	50.994.000	13.367.000
1917.	54.380.000	12.279.000

Ce commerce se répartissait au point de vue des marchandises de la façon suivante (1) :

A l'importation au Maroc d'Algérie.

	1912	1913	1914	1915	1916	1917
Sucre (quintaux).	51.308	63.287	54.883	59.314	69.924	60.487
Farine »	18.819	28.269	25.402	20.607	28.963	24.334
Blé »	881	13.904	6.168	5.135	8.355	46.129
Orge »	1.058	45.825	16.435	2.919	7.613	44.315
Thé »	3.685	3.783	1.755	2.902	3.007	3.577
Vins (hectolitres)	15.191	21.366	18.366	28.997	24.636	45.491
Fer (quintaux)	6.580	8.036	4.065	1.291	1.423	3.889
Bougies (quint.).	1.319	2.032	1.984	1.928	3.202	3.743
Tissus de coton.	3.355	3.413	2.410	2.915	5.907	5.512

1. *Annuaire économique et financier du Gouvernement du protectorat*, années 1918-1919, p. 136-137.

A l'exportation du Maroc en Algérie.

	1912	1913	1914	1915	1916	1917
Ovins (têtes). .	79.112	146.101	113.111	48.117	143.067	89.405
Bovins " . .	1.935	434	71	91	111	54
Peaux brutes (qx)	2.855	4.311	4.424	4.560	4.248	4.314
Laines (quint.).	4.297	8.020	7.056	8.384	5.127	5.707
Blé "	13.303	1.293	13.545	11.855	466	61
Orge "	28.140	5.648	7.465	12.647	2.980	524
Tapis d'Alfa . .	2.206	2.715	1.672	1.292	1.823	2.704
Bois bruts. . .	"	6.739	28.228	121.395	170.292	36.396

Si l'on examine ces données statistiques sur le commerce du Maroc, données qui présentent un caractère sérieux incontestable puisqu'elles ont toutes été relevées par des administrations françaises, on constate tout d'abord que le chiffre du commerce total entre 1907 et 1913 dernière année où les prix puissent être considérés comme normaux a subi un accroissement très considérable. Les chiffres du service de l'emprunt marocain pour 1907 donnent aux importations 35.761.000 francs, aux exportations 29.103.000 francs et comme chiffre total 64.865.000 fr. Si l'on majore ces chiffres d'un tiers comme nous y invite M. René Leclerc dans son étude sur la situation économique et commerciale du Maroc en 1907, pour tenir compte des fraudes et marchandises non taxées, on obtient pour le commerce par mer 85.000.000 de francs et en y ajoutant 12.000.000 de francs du commerce de l'Algérie par terre, le commerce total du Maroc en 1907 ressort à 97.000.000 environ.

En 1913, six années seulement après, le commerce total est passé à 221.000.000 c'est-à-dire qu'il a plus de doublé.

Si nous examinons en suivant la même méthode l'importation et l'exportation prises séparément nous constatons que en 1907 les exportations du Maroc atteignaient 29.103.000 francs d'après les chiffres de

la statistique de l'emprunt marocain et en tenant compte de la majoration de 30 %, 37.000.000 environ auxquels les exportations par voie de terre viennent ajouter 4.134.000 francs ce qui porte le commerce total à l'exportation en 1907 à 41.000.000 environ. Si nous nous rapportons aux chiffres de 1913 nous constatons que le Maroc a exporté en 1913 40.000.000 de francs, mais l'année 1913 avait été une année médiocre et en 1912 les exportations avaient atteint 67.000.000 et en 1911 70.000.000. L'année 1913 est exceptionnellement mauvaise et ne doit point faire croire à une stagnation dans le commerce d'exportation marocain. Ce commerce est très variable d'une année à l'autre suivant l'abondance des récoltes mais on voit que dans l'ensemble il y a un progrès marqué.

Ce progrès est d'ailleurs infiniment plus sensible à l'importation. Le Maroc en est encore à la période de l'occupation nécessitant l'entretien d'une force militaire considérable, des capitaux importants sont engagés dans les affaires marocaines soit par le Gouvernement du protectorat pour les travaux publics, soit par l'initiative privée pour la construction des villes nouvelles et des exploitations de toutes sortes. Les importations atteignaient en 1907 d'après les chiffres de l'emprunt marocain 35.000.000 en légère décroissance sur les années précédentes qui avaient atteint 42 et 45.000.000. En opérant la même majoration de 30 % qu'à l'exportation, nous avons pour 1907 le chiffre d'importation par mer de 46.000.000 si nous y ajoutons les importations par terre venant de l'Algérie soit près de 8 millions, nous obtenons un commerce total d'importation de 54.000.000. En 1913 les importations étaient passées à 181.000.000, elles avaient un peu plus de triplé.

Les articles de ce commerce n'ont guère varié pen-

dant la période que nous envisageons. Les principaux articles sont à l'importation les épices, le thé, le café, le sucre, les bougies, les tissus en soie et en coton, les meubles, les machines de toutes sortes, la ferronnerie, la coutellerie, les métaux, acier, fer, cuivre et les produits chimiques. A l'exportation, ce sont à peu près exclusivement des produits agricoles, du bétail, de la volaille, des laines en suint ou lavées, des peaux brutes, des œufs en quantité de plus en plus considérable, du blé, du maïs, de l'orge, des fèves, des pois chiches, des amandes et de l'huile d'olive. Les seuls produits fabriqués dont il soit fait mention à l'exportation sont des produits de l'art marocain : des babouches et des haïks expédiés principalement en Egypte. En 1907 il a été expédié pour 780.793 francs de babouches à destination de ce pays. Si nous passons maintenant à l'étude du pourcentage des différentes nations dans le chiffre total du commerce, nous constatons que la part de la France n'a cessé d'augmenter pendant cette période. Pour 1907 (1), la participation de notre pays dans le commerce total du Maroc atteignait 45,34 %. En 1913, elle se montait à 59,53 %. Les importations françaises au Maroc sont pendant la même période passées de 55,70 % en 1907 à 60,98 % en 1913 tandis que la France achetait au Maroc en 1907 31,72 %, en 1913 52,95 % de son exportation totale. On voit donc qu'ici aussi et malgré l'absence de tarifs préférentiels pour les produits français le commerce a suivi le drapeau.

Si maintenant, nous examinons la situation commerciale du Maroc pendant la guerre, il faut tout d'abord remarquer que de 1914 à 1917 les prix ont subi de telles variations qu'une étude basée sur les

1. René Leclerc, *op. cit.*, p. 49.

valeurs ne donnerait aucun résultat : c'est donc sur les quantités importées ou exportées pendant cette période qu'il est possible de se faire une appréciation sur le mouvement des échanges marocains. On peut dire dans l'ensemble qu'à l'importation, il s'est produit en général un ralentissement : Certains produits progressant légèrement, d'autres restant stationnaires, d'autres étant au contraire en décroissance.

A l'exportation, au contraire, les quantités ont été très notablement accrues pour certains des articles par suite des efforts faits pour assurer la contribution du Maroc au ravitaillement métropolitain, tandis que pour les autres elle subissait le contre-coup de la gêne que la guerre sous-marine a apporté à tout le commerce international par voie de mer. Dans l'ensemble on peut dire cependant que l'activité commerciale du Maroc s'est maintenue parfaitement normale en dépit des hostilités.

A l'importation les produits de consommation ont légèrement diminué. C'est ainsi qu'en 1913 il avait été importé 66.420.000 kilos de sucre et en 1917 43.950.000 seulement.

L'importation du thé tombait de 3.149.000 kilos à 2.338.000 kilos, le riz de 7.425.000 kilos à 2.190.000 kilos, le café de 590.000 kilos montait à 1.279.000 kilos.

Les tissus restaient sensiblement stationnaires, les tissus de coton passaient de 5.125.000 kilos à 6.353.000; les tissus de laine par contre tombaient de 250.000 à 183.000. Pour les fers la décroissance était encore plus nette 18.402.000 kilos en 1913 tombaient à 2.060.000 en 1917. Les bois d'œuvres tombaient de 44.490.000 kilos à 8.859.000 kilos. Le ciment de 45.000 à 24.000, les machines motrices de 1.064.000 à 824.000 kilos. Les automobiles tombaient de 452.584 kilos à 179.644 kilos, les bougies progressaient légèrement 2.072.000 à 2.602.000 kilos. Après

avoir marqué un maximum en 1915 de 4.454.257 kilos, les savons marquaient une ascension subite de 459.000 à 1.331.000 après avoir eu en 1916 un maximum de 2.797.000 kilos. On peut donc dire que le fléchissement à peu près général des importations est resté en somme assez limité si l'on considère les difficultés de toutes sortes avec lesquelles les pays importateurs se sont trouvés aux prises pendant la guerre.

Pour apprécier le mouvement des exportations les deux termes extrêmes de 1913 et 1917 qui nous ont servi pour les importations sont mauvais car l'année 1913 a été marquée par une récolte déficitaire. C'est ainsi que pour le blé l'exportation de 1912 est de 298.583 quintaux, pour 1913 2.311 quintaux seulement, pour l'orge 1.134.666 quintaux en 1912, 64.791 en 1913, pour le maïs 91.800 quintaux en 1912, 8 quintaux seulement en 1913, pour les graines de lin 13.472.768 kilos en 1912, 1.741.993 seulement en 1913. Il ne faudrait donc pas conclure de la différence des chiffres de 1913 à 1917 à une progression continue de la production agricole, en réalité les exportations ont suivi le mouvement des récoltes sans avoir atteint à nouveau pour la plupart des produits les quantités exceptionnelles de 1912.

Par contre la part de la France dans les exportations a, par suite des réquisitions pour la métropole, très notablement augmenté.

	1912		1917	
	Quantité totale exportée	Quantité exportée à destination de la France	Quantité totale exportée	Quantité exportée à destination de la France
Blé (quintaux) . . .	298.583	103.116	212.281	211.944
Orge » . . .	1.134.666	114.308	1.520.259	1.509.205
Graines de lin (kil.).	13.472.768	3.427.687	4.293.130	3.944.747
Maïs (quintaux). . .	91.800	10.590	263.145	261.023
Pois chiches . . .	108.273	66.257	58.650	49.385

Les exportations des produits de l'élevage ont en général légèrement progressé. Les œufs marocains sont passés de 3.617.643 kilos en 1912 à 5.215.137 kilos en 1917 et sont en train de conquérir une place importante sur le marché métropolitain.

Comme on le voit pendant la guerre les liens commerciaux entre le Maroc et la France ne se sont pas détendus. En ce qui concerne nos importations dans l'empire chérifien la participation de la métropole qui était en 1913 de 60,98 % est passée en 1917 à 63,18 %. Par contre les exportations du Maroc vers la France se sont développées dans des conditions anormales au point que la France est devenue pendant cette période presque l'unique client de l'empire chérifien. C'est ainsi qu'en 1913 52,95 % du commerce d'exportation marocain se faisait à destination de la France. En 1917, 98,48 % des produits exportés l'étaient à destination de la métropole. Cela tient aux conditions tout à fait particulières dans lesquelles s'est fait le commerce d'exportation pendant la guerre au Maroc.

Dès le début des hostilités un ordre du Résident général commandant en chef interdit temporairement l'exportation de tous les produits ou denrées nécessaires à l'alimentation du corps d'occupation et de la population civile du Maroc. En prenant cette mesure le Résident général ne faisait que reprendre les traditions des anciens sultans, qui comme nous l'avons vu, s'étaient toujours considérés comme les régulateurs du commerce en temps de crises. Comme on ne pouvait laisser invendu l'excédent de la production sur la consommation le Résident général proposa le 20 août 1914 de faire acheter par l'intendance du Maroc pour le compte de la métropole les disponibilités en blé de la récolte de 1914 et de les faire expédier en France. Le tableau suivant extrait

de l'*Annuaire économique et financier du Gouvernement chérifien* (1) indique les achats réalisés par l'intendance au Maroc pour le ravitaillement de la France.

Contribution du Maroc au ravitaillement de la France.

*Achats réalisés par l'Intendance au Maroc
pour le ravitaillement de la France.*

Produits achetés.	Campagne 1914-1915 du 1 ^{er} juillet 1914 au 30 juin 1915	Campagne 1915-1916 du 1 ^{er} juillet 1915 au 30 juin 1916	Campagne 1916-1917 du 1 ^{er} juillet 1916 au 30 juin 1917
	—	—	—
Blé dur (quintaux). . . .	89.668	234.231	400.059
Orge	131.600	1.145.200	1.603.192
Mais	»	18.377	185.228
Fèves	»	»	62.014
Laines	9.154	26.751	14.370
Peaux de moutons (unités).	174.672	98.916	35.692
Peaux de chèvres (têtes). .	3.720	596.712	554.748
Porcins	»	»	5.794
Bovins	»	»	6.230

Après la France, les principaux pays en relation d'affaires avec le Maroc sont : l'Angleterre. Ses importations sont passées de 20.789.000 en 1911 à 69.192.000 en 1917.

L'Allemagne avait fait de très grands efforts pour développer son commerce au Maroc et porté ses importations de 5.573.000 fr. en 1911 à 13.177.000 fr. en 1913. Elle avait acheté pendant les années de bonnes récoltes en 1911 et en 1912 respectivement 16 millions 1/2 et 17 millions 1/2 de produits marocains.

Le commerce autrichien n'a jamais été très impor-

1. *Annuaire économique et financier du Gouvernement chérifien*, année 1917, p. 164.

tant, les importations autrichiennes atteignaient 3.164.000 francs en 1913. La déclaration de guerre, la prohibition de commerce avec les sujets ennemis, la mise sous séquestre de leurs biens ont réduit à rien tous ces efforts. Le général Lyautey a su très habilement, par une suite d'efforts remarquables dont les plus notables sont l'exposition de Casablanca, la foire de Fez et l'envoi de différentes missions économiques en France, faire bénéficier le commerce métropolitain de la place laissée vacante par nos ennemis.

La Belgique avait avant la guerre un commerce d'importation au Maroc qui se développait rapidement passant de 1.500.000 francs en 1911 à 6.600.000 en 1913. Ce sont les puissances neutres ou qui sont restées neutres pendant une partie de la guerre dont le commerce d'importation s'est naturellement le plus développé au cours des hostilités. Les Etats-Unis ont importé en 1911 pour 460.000 francs de marchandises, en 1917 ils en importaient pour 7.610.000 francs. Leurs achats au Maroc passaient pendant la même période de 750.000 francs à 1.400.000 francs. L'Italie a porté son commerce d'importation de 271.000 francs en 1911 à 2.350.000 francs en 1917. Ses achats pendant la même période ont par contre décréu. Ils étaient en 1911 de 2.400.000 frs., avaient atteint en 1912 le chiffre maximum de 3.066.000 francs et depuis lors ont décréu par suite des prohibitions de sortie, jusqu'à 497.000 francs en 1917. En dernier lieu le Maroc a certaines relations commerciales avec des pays musulmans : l'Egypte et la Tunisie. Les importations d'Egypte au Maroc passèrent brusquement de 130.000 francs en 1914 à 6.591.000 francs en 1915. Mais ces relations commerciales furent éphémères et se rapportent exclusivement à de grosses expéditions de sucre. En 1917 le

commerce total avec l'Égypte ne dépassait pas. 80.000 francs à l'importation et à l'exportation alors que le commerce avec la Tunisie atteignait 248.000 francs (1).

Sans pouvoir donner de conclusions absolument nettes sur l'avenir probable des relations économiques entre la France et le Maroc, on peut dire que pendant la durée de la guerre grâce à la politique avisée et aux efforts répétés de la Résidence générale, la métropole a dans l'ensemble conservé ses positions en les augmentant plutôt par rapport aux autres pays sur le marché marocain en ce qui concerne les importations et qu'elle a retiré du Maroc pendant la guerre une contribution précieuse à son ravitaillement.

Cependant cette revue sommaire des principaux éléments du commerce marocain incite à des conclusions optimistes sur la richesse et la puissance de développement de notre nouveau protectorat. Le Commerce du Maroc atteignait comme nous l'avons vu 221 millions en 1913. Il est bon de se souvenir pour apprécier sainement ces chiffres que le commerce total de l'Algérie n'a dépassé 200 millions qu'en 1864, — trente-quatre ans après notre débarquement à Alger — et que ce n'est qu'en 1909, après

1. *Annuaire économique et financier du protectorat français au Maroc*, années 1917 et 1918-1919, p. 108-125.

Les derniers chiffres définitifs qui aient été publiés sur le commerce marocain sont de 1917. Pour 1918 et 1919 il n'y a que des statistiques provisoires.

En 1918. — Commerce par mer seulement.	Importation	261.986.764
	Exportation	98.054.428
	Total	360.041.192
En 1919. — Commerce par mer seulement.	Importation	367.274.396
	Exportation	207.117.457
	Total	574.391.853

(Chiffres communiqués par l'Office économique du Protectorat du Maroc à Paris.)

vingt-huit ans de protectorat, que la Tunisie arrivait au chiffre de 223 millions pour son commerce général.

Certes encore maintenant et vraisemblablement pour quelques temps les exportations n'atteignent pas tout à fait le quart des importations (1). Mais on ne saurait y voir un symptôme alarmant en présence des efforts considérables faits pour doter le protectorat d'un outillage économique moderne et de la fondation d'entreprises qui ont naturellement immobilisé dans le pays des capitaux fort importants.

La note optimiste est encore renforcée si l'on songe qu'en 1913 une assez faible partie du pays était encore ouverte aux transactions et que depuis la guerre toutes les conditions économiques se trouvent faussées.

Tout permet donc d'espérer que le protectorat marocain va dans la paix connaître un développement économique rapide et que dans son commerce la France continuera à s'assurer, comme elle l'a fait jusqu'à présent, une très large part.

1. Charles Mourey. *Le Commerce du protectorat français du Maroc de 1913 à 1915*, p. 44.

CHAPITRE VII

L'avenir du régime douanier marocain.

Pour terminer l'étude du régime douanier marocain, il est intéressant d'examiner quelle place le Maroc est appelé à tenir dans l'économie générale du système douanier de nos possessions d'outre-mer.

Le Maroc mis à part, nous n'avons pas moins de cinq espèces différentes de législations douanières coloniales.

L'Algérie (1) après avoir subi des régimes divers, a fini par être assimilée complètement à la France par la loi du 17 juillet 1867. Les produits français à l'exception des sucres de la métropole et des colonies françaises qui paient pour entrer en Algérie des droits de douane équivalents au droit de consommation acquittés par les sucres d'origine algérienne, entrent librement en Algérie, sous réserve de l'acquiescement des droits d'octroi de mer. Les produits algériens ont par réciprocité l'entrée libre en France, sans limitation de quantités. Les produits coloniaux ont à l'entrée dans les ports algériens le même traitement qu'ils auraient dans les ports français. C'est comme on le voit le régime de l'assimilation douanière presque complète qui est en vigueur.

Le régime douanier des colonies (2) proprement dites est régi par la loi du 11 janvier 1892. Cette loi

1. Arthur Girault, *Principes de législation coloniale*, t. II, p. 701 et suivantes.

2. Arthur Girault, *op. cit.*, p. 187-202.

divise les colonies en deux groupes : les colonies dites assimilées qui étaient primitivement la Réunion, Mayotte, l'Indo-Chine française, la Nouvelle-Calédonie, les Antilles et le Gabon. La loi du 16 avril 1897 a ajouté Madagascar et ses dépendances à cette catégorie. Celle du 11 novembre 1912 a par contre remis Saint-Pierre-et-Miquelon au rang des colonies non assimilées. Les colonies qui viennent d'être énumérées sont traitées sensiblement sur le même pied que la métropole en ce qui concerne l'importation des produits étrangers et des produits français. Les produits étrangers sont, sauf exceptions apportées par décrets, soumis aux mêmes droits que s'ils étaient importés sur le territoire de la France métropolitaine. Les produits français et les produits originaires d'une autre colonie française sont importés dans ces colonies en franchise. Enfin il est prévu l'établissement de droits d'octroi de mer au bénéfice des budgets locaux.

Jusqu'au 5 août 1913 cette assimilation n'était point maintenue en ce qui concerne tous les produits coloniaux à leur entrée en France. Le principe, il est vrai, était bien la franchise, mais des dérogations extrêmement importantes y étaient apportées en ce qui concerne les produits que l'on désignait autrefois sous le nom d'épices. Les droits qui étaient établis sur ces marchandises n'avaient point de caractère protecteur, puisque sauf en ce qui concerne le sucre l'agriculture métropolitaine eut été bien empêchée de les produire. Ils avaient été établis dans un intérêt purement fiscal et la détaxe complète se heurtait non pas aux intérêts des producteurs, mais à celui du Trésor.

Les denrées coloniales, le café, le chocolat, le cacao, le poivre, le piment, la cannelle, le cassin, la muscade, la girofle, le thé et la vanille, payaient à

l'entrée en France la moitié seulement des droits perçus sur les produits similaires étrangers. Une loi du 5 août 1913 a supprimé tout droit à l'entrée en France pour la plupart de ces produits de provenance coloniale. Le principe maintenant est la franchise complète, sauf pour les sucres, mélasses non destinées à la distillation, les sirops, bonbons et biscuits sucrés, les confitures et fruits de toutes sortes confits au sucre ou au miel qui paient à leur entrée les droits du tarif métropolitain et les poivres qui paient les droits du tarif métropolitain augmenté de 104 francs par 100 kilos.

Les colonies non assimilées, qui sont l'Afrique Occidentale française, la côte des Somalis et quelques autres petites colonies, jouissent de l'autonomie douanière en ce qui concerne l'établissement de leurs tarifs. Les droits de douane établis sont propres à chaque colonie, fixés par décrets spéciaux et n'ont rien de commun avec ceux institués pour la France métropolitaine par la loi de 1892.

Les produits français entrent dans ces colonies en franchise, mais il n'y a en principe aucune réciprocité pour leurs produits à l'entrée sur le territoire métropolitain. Ceux-ci sont passibles des droits inscrits au tarif minimum. Le chef de l'Etat peut par décret en conseil d'Etat leur accorder des détaxes et des exonérations de droits. Un décret du 30 juin 1892 a exempté de tous droits l'huile de palme et les bois de la côte occidentale d'Afrique. Il a réduit de moitié les droits du tarif métropolitain sur le café de même provenance et la vanille de Tahiti. Un autre décret du 2 avril 1896 a exempté de tous droits les bananes de la Guinée française. La même exonération s'étend aux Guinées de l'Inde, mais ces mesures partielles favorables n'entament pas la portée générale du principe qu'à l'entrée en France les produits

de ces colonies payent les droits du tarif minimum.

Le Congo (1) français du bassin conventionnel a été soumis par l'acte général de la conférence de Berlin du 26 février 1885 à un régime qui se rapproche assez sensiblement de celui de l'Empire chérifien. A l'importation, l'égalité de traitement est stipulée pour tous les pavillons et les marchandises de toute provenance. Les droits de douane ne doivent pas dépasser 10 % *ad valorem*. Ces droits ont été fixés par un protocole du 8 avril 1892, intervenu entre les puissances intéressées : la France, le Portugal et l'Etat indépendant du Congo, à 10 % à l'importation et à l'exportation, à 10 % pour l'ivoire et le caoutchouc, à 5 % pour les autres produits : arachides, café, copal, huile de palme, noix palmiste et sésame.

Enfin la Tunisie (2) a également un régime douanier particulier. A l'origine de l'établissement du protectorat tunisien, la France s'est trouvée en Tunisie dans une situation sensiblement analogue à celle où elle se trouve actuellement au Maroc.

La régence était liée aux différentes puissances par des traités plus ou moins anciens qui stipulaient tous la clause de la nation la plus favorisée et en outre lui interdisait de prélever des droits de douane supérieurs à 8 % *ad valorem* à l'importation, lesquels droits, tout comme pour le Maroc, s'appliquaient aux marchandises de toutes les puissances ayant un traité avec la Tunisie. On aurait pu soutenir que ces traités n'étaient point applicables à la France devenue puissance protectrice. La Tunisie, en effet, avait bien concédé la clause de la nation la plus favorisée à à peu près toutes les puissances européennes,

1. Arthur Girault. *Principes de colonisation et de législation coloniale*, t. II, p. 186 à 210.

2. Arthur Girault, *op cit.*, p. 709-714.

mais la France puisait dans l'établissement de son protectorat des titres nouveaux qui lui permettaient de soutenir que sa situation était entièrement modifiée. Quoi qu'il en soit, la question tunisienne n'a jamais soulevé en Europe des passions et des convoitises aussi violentes que celles qui se donnèrent carrière à propos de l'établissement du protectorat français sur le Maroc (1). Aussi à la suite de négociations diplomatiques avec les différentes puissances intéressées, la France réussit à faire admettre en 1896 et 1897, d'abord à l'Autriche-Hongrie, puis à l'Italie, à la Russie, à la Suisse, à l'Allemagne, à l'Espagne, au Danemark, à l'Angleterre, à la Suède, à la Norvège, aux Pays-Bas et à la Grèce, que devenue puissance protectrice, elle aurait droit à un traitement spécial et que la clause de la nation la plus favorisée ne pourrait être invoquée par les puissances étrangères pour se prévaloir des avantages spéciaux qui lui seraient concédés. Les puissances les plus directement intéressées se firent payer leurs concessions, l'Italie en obtenant le droit au bénéfice du tarif minimum français pour les produits italiens à leur entrée en Tunisie, l'Angleterre en obtenant que ses cotonnades ne soient point frappées jusqu'au 31 décembre 1912 d'un droit supérieur à 5 % *ad valorem*. Ayant ainsi repris son autonomie douanière, la Régence établit un tarif propre qui accordait des avantages aux produits français et algériens dont un certain nombre jouissent même de l'exemption de tous droits à leur entrée en Tunisie. Les produits étrangers sont soumis au tarif général et la Régence (2) participe pour la plu-

1. L'opposition de l'Italie si elle fut vive et passionnée resta isolée et ne réussit jamais à internationaliser la question tunisienne.

2. Maurice Isaac. *Etude sur le régime douanier de la Tunisie*. Picard, libraire, 14, avenue de France, Tunis.

part des pays aux avantages des traités de commerce négociés par la France qui stipule pour la Tunisie en même temps que pour elle-même et fait concéder aux produits tunisiens les mêmes avantages que ceux qui sont reconnus par les traités aux produits français eux-mêmes. En ce qui concerne l'Angleterre, l'Italie et l'Allemagne, la régence se trouve dans une situation encore plus privilégiée. Elle a des traités particuliers avec ces pays, négociés naturellement par le ministère des Affaires étrangères, mais qui lui reconnaissent à titre personnel le droit au traitement de la nation la plus favorisée.

A l'importation en France, les produits tunisiens paient les droits les plus favorables perçus sur les produits similaires étrangers. Pour certains produits, les céréales en grains, les huiles et les grignons d'olives, les animaux d'espèce chevaline, asine, mullassine, bovine, caprine et porcine, les volailles mortes et vivantes, le gibier mort et vivant (1), une quantité fixée annuellement par décret et qui en pratique est très largement calculée, peut être introduite en franchise moyennant la production d'un certificat d'origine. Les vins titrant moins de 11°9 peuvent être admis dans les mêmes conditions moyennant un droit réduit de 0 fr. 60 l'hectolitre.

Lorsque l'on examine l'ensemble de ce système douanier colonial, on s'aperçoit que le régime marocain, tel qu'il résulte des traités, est en opposition complète avec la législation de toutes nos autres colonies et pays de protectorat, à l'exception de l'Afrique équatoriale française du bassin conventionnel du Congo.

1. Une loi du 18 décembre 1915 a admis au bénéfice de ce régime les oranges, mandarines, citrons, cédrats et leurs variétés non dénommées, amandes, dattes, caroubes, bananes, raisins, muscats et pommes de terre.

L'exemple de la Tunisie semble nous indiquer que ce régime libéral, en contradiction absolue avec le tempérament français, peut difficilement se maintenir lorsque notre établissement dans un pays se prolonge.

Maintenant que la question marocaine a cessé d'être une question politique aiguë, il est à penser qu'avec le temps et au fur et à mesure que notre influence se consolidera, le régime d'égalité absolue sera peu à peu battu en brèche, pour permettre au gouvernement du protectorat, à l'exemple de la Régence de Tunis, d'accorder aux produits français une place privilégiée sur le marché marocain.

L'ensemble des doctrines douanières françaises en matière coloniale et des différents courants d'opinion qui existent sur ce point dans la métropole a été mis très nettement en lumière par une discussion qui s'est produite à la Chambre des députés le 11 mars 1914. Il s'agissait d'un projet de loi tendant à rapporter les dispositions de la loi du 17 juillet 1867 admettant en franchise les produits marocains à leur entrée en Algérie par voie de terre et à les soumettre au régime du contingentement en vigueur pour la Régence de Tunis. A ce projet de loi était jointe une proposition de loi de M. Edouard Barthe et de plusieurs de ses collègues ayant pour objet de modifier la loi du 17 juillet 1867 en ce qui concerne les vins récoltés dans la Régence de Tunis et dans l'Empire du Maroc.

Le rapport était établi avec un visible souci de documentation et d'étude et à l'occasion de ce projet relatif à la frontière de terre algéro-marocaine, c'était tout l'ensemble de notre politique commerciale vis-à-vis de l'Afrique du Nord qui était mise en discussion.

Il débutait par une étude de la colonisation en

général. Constatant les besoins croissants des peuples civilisés et l'interdépendance économique des différents Etats. Examinant la question de la politique indigène il concluait au caractère bienfaisant pour les autochtones de l'intervention d'un peuple européen dans leurs affaires et se déclarait très nettement en faveur de la politique coloniale. Puis il passait en revue les différents régimes douaniers applicables aux colonies françaises. Pour le Maroc, il soulignait la proclamation du principe de la porte ouverte et y voyait le triomphe d'une politique nouvelle destinée à remplacer la conquête guerrière brutale et destructrice par la conquête financière « qui se développera du dedans et s'épandra dans les profondeurs pour tisser des liens plus fidèles encore que ceux de la terreur, les liens de l'intérêt, les mailles qui enveloppent la soumission reconnaissante ».

Il examinait ensuite le régime douanier de l'Algérie, de la Tunisie et de la frontière algéro-marocaine objet du débat. Dans une deuxième partie il passait en revue les différents facteurs de la production agricole marocaine : main-d'œuvre, élevage, culture des céréales, vignes. C'est dans cette partie de son travail que le rapporteur manifeste cette tendance à un optimisme vraiment excessif pour le développement économique du Maroc qui a été l'une des caractéristiques du débat tout entier. Enfin dans sa conclusion, il indiquait que la Commission des douanes s'est trouvée d'accord avec le Gouvernement pour abroger l'article 6 de la loi du 17 juillet 1867. « Toutefois, en présence des relations économiques qui se sont établies entre les tribus marocaines et les populations algériennes et entre les commerçants des deux pays, elle (la Commission des douanes) vous propose de consentir des exceptions en faveur de quelques produits agricoles marocains qui, de

tout temps ont été vendus sur le territoire algérien, mais en limitant les quantités qui pourront bénéficier du régime de faveur.

« Il ne peut être fait d'exception en ce qui concerne les « produits fabriqués », car l'industrie marocaine est inexistante. »

« Le projet du Gouvernement prévoyait que tous les ans des décrets rendus sur la proposition des ministres du Commerce et de l'Industrie, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des Finances, de l'Agriculture, déterminaient d'après les statistiques officielles établies par le Résident général, les quantités auxquelles pourraient s'appliquer l'immunité. »

« En présence des abus qui se sont produits après le vote de la loi du 19 juillet 1890, abus signalés aux pages 58 et suivantes de ce rapport, votre Commission a élevé quelque peu les chiffres prévus par le Gouvernement, mais a décidé que ces chiffres ne pourraient être modifiés qu'en vertu d'un texte législatif.

« En agissant ainsi votre Commission a voulu prendre en main la défense de tous les agriculteurs de notre pays, qui ayant à supporter de lourdes charges de toute sortes doivent être protégés contre toute décision arbitraire ou irréfléchie. »

En conséquence votre Commission (1) vous propose dans les conditions énoncées au cours du rapport d'accorder l'immunité aux produits suivants jusqu'à concurrence de :

20.000	têtes de race bovine
350.000	— ovine
10.000	— porcine
25.000	— caprine

1. Rapport fait au nom de la Commission des douanes chargée d'examiner le projet de loi et la proposition de loi relatifs au régime douanier des produits marocains importés en Algérie et aux vins récoltés dans la Régence de Tunis et l'Empire du Maroc, par M. Edouard Barthe, député, n° 3.354, 10^e législature, pages 118-119.

100.000	quintaux	de blé dur
100.000	—	maïs, avoine ou orge
8.000	—	fruits
5.000	—	primeurs et légumes secs

« En résumé, les dispositions que la Commission des douanes soumet à votre approbation constituent des mesures de protection indispensables à la sauvegarde de notre agriculture et de notre industrie nationales, en présence des conditions exceptionnelles dans lesquelles va s'affirmer l'essor économique rapide du Maroc (1). »

Dans la discussion trois thèses principales furent soutenues : la thèse protectionniste, agrarienne et viticole par MM. Mando, Bonnevey et Brousse. La thèse coloniale, par M. Etienne et le point de vue des consommateurs par les députés socialistes MM. Ringuier et Colly.

M. Mando a examiné plus particulièrement la question du point de vue des cultivateurs de blé et des éleveurs. L'ensemble de son discours tendait à démontrer que l'agriculture constituant la base essentielle de la vie économique du peuple français, il ne fallait risquer aucune mesure, qui de près ou de loin, puisse amener une crise agricole. Son plaidoyer, d'ailleurs sérieux, étayé d'arguments de faits offre un bon exemple de ce que l'on pourrait appeler le romantisme colonial.

Cet état d'esprit très fréquent en France consiste à accepter sans discussion les évaluations les plus optimistes, les plus vraisemblables même, du déve-

1. Pour bien comprendre le caractère nettement protectionniste du projet, il importe de se rappeler que la plupart des produits sont assujettis à un droit de 5 % *ad valorem* à leur sortie du Maroc par la frontière de terre. Il s'agissait de leur faire payer, par surcroît, les droits du tarif minimum à leur entrée en Algérie.

loppement possible des colonies et à nier systématiquement toutes les difficultés de transport, d'outillage et autres qui font de la colonisation une entreprise excessivement difficile et nécessitant une grosse dépense d'intelligence et d'énergie. Puis au bout de quelques années, comme le mirage de cet Eldorado que l'on avait forgé de toutes pièces ne peut pas tenir devant la réalité des faits, on déclare que la colonie n'a pas rendu ce qu'on attendait d'elle et l'on proclame la faillite de la colonisation. Il y a là une période d'enthousiasme débordant et quelque peu apeuré, pendant lequel le producteur métropolitain se voit en imagination littéralement submergé sous le flot des produits coloniaux obtenus à prix excessivement bas, puis vient un désenchantement systématique qui empêche de s'apercevoir que pendant la période considérée, la colonie a très normalement progressé. C'est ainsi que, dans le discours de M. Mando, on trouve indiqué des rendements fréquents pour le blé de 18 à 20 quintaux (1) par hectare. Or, si on se reporte à l'*Annuaire économique et financier du Protectorat*, année 1917, on constate que les rendements moyens à l'hectare exprimés en quintaux pour 1916 et calculés d'après les enquêtes des commissions de tertib (2) varient entre 4,3 et 12,4 quintaux à l'hectare. Ces chiffres indiquent, il est vrai au dire de l'Administration, les rendements les plus bas de chaque région. Il y a loin aux chiffres de 18 et 20 quintaux que l'on voulait donner dans la discussion comme le rendement courant.

1. La terre labourable d'une grande partie du Maroc est riche en humus et elle peut produire plusieurs récoltes superbes, sans engrais et sans amendements. Il est connu que le rendement de 18 à 20 quintaux à l'hectare n'est pas rare. (*Journal Officiel*, p. 1493, séance du 11 mars 1914.)

2. *Annuaire économique et financier du Gouvernement du Protectorat au Maroc*, année 1917, p. 149.

Pour le bétail, M. Mando dit (1) : « En effet, le cheptel du Maroc est très riche, sans que l'indigène ait rien fait pour lutter contre les maladies qui déciment les troupeaux. Ses pâturages nourrissent au dire d'un savant économiste belge (2), près de 40 millions de moutons, 10 millions de chèvres et 6 millions de bovidés. Si nous nous reportons à l'*Annuaire économique* (3) du Protectorat, 1917, le nombre de bovins pour 1916 était de 856.324, dont 10.267 appartenant à des Européens, et 846.057 à des indigènes. Les chèvres soumises au recensement en 1916 atteignaient 1.227.000. Pour les moutons, le chiffre officiel donné pour 1916 est de 4.054.334. En faisant aussi large que l'on puisse la désirer la marge d'erreur contenue dans ces évaluations officielles (4) il n'en est pas moins certain qu'il se rapproche davantage de la vérité que ceux dont on s'était servi, avec une incontestable bonne foi, dans la discussion.

La thèse protectionniste agrarienne a été soutenue par MM. Mando, Bonnevey et Barthe, rapporteur. Les extraits suivants donneront une idée des arguments apportés de ce côté de la barricade.

M. MANDO (5).— « Les cultivateurs sont déjà effrayés par l'idée que, dans un avenir rapproché, des produits obtenus à meilleur compte, dans nos colonies, seront expédiés en France par des étrangers à tra-

1. Texte du discours de M. Mando. *Journal Officiel*, 11 mars 1914.

2. Références citées par M. Barthe dans son rapport : Rodolphe van Loo, *La Rénovation du Maroc* ; Geoffroy Saint-Hilaire, *L'élevage au Maroc*. Mission.

3. *Annuaire économique du Protectorat*, année 1917, p. 152. Les chiffres donnés ne s'appliquent, il est vrai, qu'au Maroc Occidental.

4. Il convient en effet de tenir compte du cheptel de la zone espagnole, comme M. van Loo le faisait vraisemblablement lui-même, ainsi que de celui des tribus non encore soumises.

5. *Journal Officiel*, p. 1495, séance du 11 mars 1914.

vers ses possessions. Il importe donc, pour les retenir au village, de diminuer les charges qui pèsent sur l'agriculture et de ne plus augmenter ses désillusions. Songeons bien d'ailleurs que plus les produits retirés de notre terre française seront abondants, plus ils seront à la portée de la bourse des consommateurs. Laisser envahir en franchise nos places commerciales par toutes sortes de denrées européennes traversant librement le Maroc, l'Algérie et la Tunisie serait une mesure peu avantageuse pour la consommation française et dangereuse pour l'avenir de son agriculture comme de son commerce. Si nous avons tous à cœur d'arrêter dans la mesure possible, la cherté de la vie, nous ne devons pas commettre la faute grave de compromettre la prospérité plus apparente que réelle des hommes des champs, en prenant des moyens contraires à leurs intérêts. »

Sur cette question de solidarité entre la ville et la campagne, M. Barthe insiste :

« Il n'est pas admissible que dans des questions de cette nature, on cherche à opposer l'ouvrier des villes à l'ouvrier des campagnes. L'un est solidaire de l'autre. Quand nous empêchons par des mesures douanières nos agriculteurs d'être ruinés par la vente des produits venus de l'étranger et obtenus à meilleur marché, que faisons-nous ? Nous protégeons le travail agricole, nous retenons les ouvriers de la terre, nous augmentons leur pouvoir de consommation.

« Si nous ne prenions pas ces mesures, si nous nous désintéressions du sort de notre culture céréale et viticole, de notre production de bétail ou bien les agriculteurs déserteraient les campagnes, ou ils ne pourraient plus vivre, se dirigeraient vers les villes, concurrenceraient les ouvriers d'industrie et provoqueraient une baisse des salaires qui serait infailli-

blement suivie d'une période de chômage ou bien ils resteraient quand même sur leurs terres et nous assisterions alors au spectacle qui s'est offert à nous dans notre région du Beaujolais notamment, au cours des années de mévente des vins. Lorsque le pouvoir de consommation des populations agricoles diminue considérablement, le commerce local peut être presque ruiné et quand l'agriculteur ne trouve plus dans la vente de ses produits la rémunération de son travail, son pouvoir de consommation des produits industriels fabriqués par les ouvriers des villes diminue. Lorsque nous votons — je les ai votées comme la plupart de mes collègues — des lois sociales, telles que la loi sur la limitation des heures de travail, la loi sur le repos hebdomadaire, nous augmentons le coût de la production et, par conséquent, la valeur des produits manufacturés. Qui paye cette hausse ? Ce sont les consommateurs ruraux tout autant que les consommateurs urbains. Les ruraux, cependant, n'ont tiré de ces lois qu'ils paient ainsi aucun profit personnel. Il faut donc les protéger les uns et les autres. C'est une question de juste mesure. Mais il n'est pas admissible que dans l'intérêt exclusif de telle partie de la population française, on risque de ruiner telle autre partie tout aussi intéressante » (*Applaudissements*) (1).

Alors que M. Mando avait fait entendre dans la discussion la voix des cultivateurs de céréales et éleveurs, M. Bonnevey prend plus spécialement la défense de la vigne. Redoutant une nouvelle concurrence pour les départements viticulteurs, il voudrait voir les Marocains engagés à cultiver le coton.

M. BONNEVEY. — « Je dis simplement qu'à l'heure actuelle nous ne pouvons pas, nous ne devons pas

1. Ch. des Députés, *Journal Officiel*, p. 1497, 11 mars 1914.

encourager la constitution d'un vignoble marocain qui accentuerait encore la crise viticole dans notre pays.

M. BOUVERI. — « Et la liberté de propriété ?

M. BONNEVAY. — « Je ne dis pas qu'il faille empêcher la constitution de ce vignoble, mais simplement qu'à leur entrée en France les produits agricoles du Maroc — qui pour nous est encore un pays étranger, car nous n'y avons établi qu'un protectorat — doivent payer les mêmes droits que les produits agricoles venant de l'étranger

« Les habitants du Maroc ne consomment pas de vin. Il n'y aurait guère que les fonctionnaires et les colons français qui en consommeraient et je suis convaincu qu'ils préféreront boire les vins de la métropole, les vins de Bordeaux, de Bourgogne et du Beaujolais, plutôt que les vins qui pourraient être fabriqués au Maroc. A ce point de vue, le projet nous donne satisfaction puisqu'il décide que les produits viticoles algériens et marocains ne pourront pas entrer en France, sans acquitter les mêmes droits que les produits viticoles de l'Espagne ou de l'Italie.

« Que faut-il donc faire au Maroc. Là j'espère que je ne rencontrerai plus aucune espèce d'opposition. Je crois qu'il faut orienter nettement notre Gouvernement général, nos colons, nos administrations publiques vers la culture du cotonnier (*Très bien ! Très bien !*).

« Il en résultera ce double avantage de créer une culture qui ne concurrencera pas les cultures métropolitaines et qui favorisera le développement de notre industrie textile (1). »

1. Ch. Députés. *J. Off.*, séance du 11 mars 1914, p. 1496.

La thèse des consommateurs urbains fut présentée par les orateurs socialistes :

M. COLLY. — « Il y a ceci de profondément regrettable dans votre projet. Comment ! nous n'aurons pas le droit de faire venir de nos colonies ce qui nous est nécessaire, surtout pour les viandes, alors que chaque semaine, à chaque foire, dans certaines régions de notre pays, notamment dans le Nivernais, le Morvan, le Charolais, on exporte en Allemagne des trains entiers de bœufs ! Ainsi nous produirons pour les étrangers et nous serons privés de nos propres produits et nous ne pourrions pas faire appel à nos colonies (1).

Et comme conclusion :

M. COLLY. — « La façon dont vous voulez vous conduire à l'égard de nos colonies est profondément illogique.

« Une mère de famille qui a des filles à marier, fait tous ses efforts pour les bien caser, pour les établir convenablement. Et vous, que faites-vous ? Vous faites la conquête d'une colonie et pour cela vous faites verser le sang de nos enfants : vous grevez les Français de charges nouvelles pour couvrir les dépenses occasionnées par cette conquête. Puis, lorsque la colonie est conquise, vous ne voulez pas qu'elle soit productive, vous voulez maintenir votre fille dans la misère pour qu'elle ne fasse pas concurrence à la France, sa mère. Au moment de recueillir les fruits des efforts accomplis, vous voulez que ces fruits s'arrêtent à la frontière de la douane, pour que nous ne puissions pas en profiter (2). »

Cela nous conduit à la thèse coloniale qui fut présentée avec beaucoup de netteté par M. Etienne.

1. Ch. Députés, 11 mars 1914, p. 1505.

2. Ch. des Députés, 11 mars 1914, p. 1505.

Celui-ci commence par poser très nettement le droit des colonies, consommatrices importantes d'objets manufacturés français à trouver sur le marché métropolitain un accueil bienveillant pour leurs produits.

M. ETIENNE. — « Mais maintenant, à s'en tenir au langage que je viens d'entendre, il semblerait que les colonies ne sont faites que pour recevoir les produits français, mais qu'il leur est absolument interdit d'envoyer en France les produits du sol colonial.

« Si c'est là le nouveau pacte colonial qu'on entend instaurer dans ce pays, il faut le dire et le dire clairement (1). »

Il fit justice de cette tendance à l'exagération qui s'était fait jour dans les discours des adversaires du projet :

M. ETIENNE. — « Voilà un pays qui n'est pas encore complètement pacifié, dont les échanges sont de plus en plus difficiles ; hier l'insécurité, aujourd'hui pas de routes, pas de chemins de fer. Et cependant, il y a quelques Français qui s'y sont établis dans l'espoir de développer l'influence française et l'espérance très légitime de s'y faire une situation, et alors qu'ils ont à peine commencé leur travail, qu'ils n'ont eu encore que de mauvaises récoltes, et que c'est à peine s'ils ont pu obtenir un gain quelconque, pour les récompenser de leur initiative, de leur vigueur, de leur endurance, vous leur dites : « Attention, demain, « quand vous voudrez exporter vos produits en Algérie, vous allez rencontrer des barrières. Hier, encore « vous pouviez passer sans aucune espèce d'empêchement, demain les difficultés seront multiples. On « vous permettra bien d'exporter 100.000 quintaux « de blé, mais s'il s'agissait de 150.000 ou 200.000 hectolitres, la France serait en péril, car la France ne

1. Ch. des députés, 11 mars 1914. *J. Off.*, p. 1497.

« produisant que 110 à 115 millions d'hectolitres de « blé, si par hasard, on en introduisait 100.000, il y « aurait péril ». Mais franchement peut-on fonder une réglementation sur de telles inanités (1) ? »

Et ensuite :

« Il faut espérer, malgré toutes les difficultés qu'ils rencontreront, que nos colons obtiendront là-bas, de leurs cultures, des résultats avantageux, que les belles plaines de Trifas et de Tafata vont se peupler de colons français, que les récoltes deviendront plus abondantes qu'aujourd'hui. Si elles devaient être limitées à 100.000 quintaux de céréales par an, était-ce la peine de nous transporter dans ce pays. Cependant vous fixez dans la loi le maximum des exportations à 100.000 quintaux. Vous devez donc chaque année présenter une loi nouvelle pour modifier le maximum, ou bien il faudra faire de la fraude. Voilà où vous aboutissez fatalement (2). »

Au sujet des fraudes possibles par Mellila il indique qu'en l'état actuel des moyens de communication, les dangers à craindre ne paraissent pas très sérieux.

M. ETIENNE. — « On me dit : faites attention, nous avons à craindre une concurrence redoutable qui s'exercera par la zone espagnole ! La zone espagnole est limitrophe du pays placé sous notre protectorat et les produits de cette zone qui ne seront pas arrêtés à la frontière s'infiltreront sur notre territoire protégé et de là glisseront en Algérie. C'est impossible, pour la raison que voici : qu'auront en effet à payer les blés de la zone espagnole ? Vous croyez qu'au lieu d'aller par Melilla (3) qui est un port naturel et un

1. Ch. Députés, 11 mars 1914. *J. Off.*, p. 1497.

2. Ch. Députés, *J. Off.*, p. 1498. Discours de M. Etienne.

3. Il y a vraisemblablement une erreur et il s'agit ici probablement d'Oran.

port franc — ce qui est déjà un grand avantage — la marchandise descendra de Melilla ou de la zone inférieure pour se diriger ensuite vers l'Est et parcourir ensuite 200 ou 300 kilomètres afin d'atteindre un port d'Algérie ? Mais cette marchandise serait ruinée, dévorée par les frais, avant d'arriver jusque chez nous. Nous n'avons pas de concurrence à redouter de ce côté-là ; on l'a fait craindre, mais en homme qui connaît un peu la question, je vous affirme, connaissant la région depuis mon enfance, qu'il n'y a aucun danger. »

Pour la question du coton, il indiqua combien elle était loin d'être encore au point, que cette culture ne pouvait d'ici longtemps être considérée comme une culture importante, vraisemblablement jamais, comme la culture prédominante et qu'en attendant les colons et indigènes marocains devaient pouvoir vivre du produit des cultures traditionnelles.

« Ensuite, Messieurs, j'ai hâte de le dire, je m'associe aux conclusions de mon honorable collègue, M. Bonnevey en ce qui concerne la culture du coton. Je veux bien que nous fassions les efforts nécessaires pour planter du coton aussi bien dans l'Afrique Occidentale où déjà les efforts ont été considérables, car vous n'ignorez pas qu'il y a une société cotonnière en France qui s'est préoccupée de la culture du coton au Dahomey, sur la Côte d'Ivoire, dans le Soudan français ; vous n'ignorez pas qu'à l'heure actuelle, en Algérie et dans le département d'Oran des efforts sont tentés. Mais l'expérience est très longue et très coûteuse : il faudra des capitaux considérables, nous le savons par expérience. Pendant la guerre de Sécession, on a tenté dans le département d'Oran la culture du coton ; on y a enfoui des sommes très élevées avant d'obtenir un résultat. Puis quand la guerre a cessé la différence de prix

était telle entre le coton d'Amérique et le coton d'Algérie, qu'il a fallu renoncer à cette culture. C'est donc une question très délicate et qui a besoin d'être étudiée de très près avant de s'aventurer dans la voie que vous indiquez.

« Profitons d'abord de ce qui existe. Vous ne pouvez pas demander au Marocain qui vit de son blé, de son orge, de cesser du jour au lendemain cette culture et de planter du coton. Il ne saurait prendre au sérieux une telle proposition (1). »

Enfin M. Etienne fit observer qu'à côté de la surproduction, il y a la disette. Ces arguments prennent dans les circonstances actuelles pour l'étude des rapports économiques du Maroc avec la métropole, une importance infiniment plus grande qu'ils n'en avaient en 1914.

M. ÉTIENNE. — « N'êtes-vous donc pas heureux de trouver presque à vos portes, tout à votre portée, ce qui vous manque quand le déficit se produit ? Quand en France, les récoltes sont nulles ou à peu près, c'est l'Algérie qui heureusement, peut vous venir en aide et combler le déficit. Mais tout cela s'oublie vite, et il suffit que quelques voix se fassent entendre, parlant d'un grand dommage, qui n'existe pas, mais dont on fait grand bruit, aussitôt tout le monde déclare, même ceux qui n'ont pas étudié la question : « Parfaitement, il faut empêcher l'introduction en France des produits algériens (2). »

Enfin, M. Denys Cochin, ramena le débat qui avait pris l'ampleur d'une discussion de principe sur les rapports économiques de la métropole et des colonies à ses véritables proportions.

M. DENYS-COCHIN. — « Je demande la permission

1. Ch. des députés, 11 mars 1914, p. 1497.

2. Ch. des Députés, 11 mars 1914, *Journ. Off.*, p. 1497.

d'ajouter une brève observation : elle est, je crois, de nature à calmer les inquiétudes de ceux de nos collègues qui pensent que la France sera envahie par les produits marocains.

« Les importations au Maroc ont passé de 1910 à 1912, de 100 millions à 200 millions. Par conséquent elles ont juste doublé.

« Par contre les exportations ont diminué, elles ont passé de 85 millions à 77 millions... (1) »

Le débat d'ailleurs n'aboutit pas. A la suite d'une discussion assez confuse, la Chambre vota, il est vrai, le passage à la discussion des articles, mais les choses en restèrent là.

La guerre a transformé complètement les données générales du problème économique. A l'abondance a succédé la rareté, l'obsession des crises de surproduction a fait place aux plaintes contre la vie chère. La destruction systématique des régions envahies par l'ennemi, ainsi que les bouleversements amenés par les combats proprement dits ont diminué pour longtemps la puissance de production agricole de notre pays et nous ont obligé à faire appel à l'importation coloniale ou étrangère. Les troubles sociaux qui ont suivi la guerre dans l'Europe centrale ont modifié radicalement les conditions du marché européen. La Russie, la Roumanie, greniers à blé de l'Europe avant la guerre, ont désormais vécu sur elles-mêmes et cessé d'alimenter les centres industriels de l'Europe occidentale.

Une autre considération de nature sentimentale, a contribué à modifier l'état des esprits. Pendant la guerre, la métropole a dû faire appel à ses colonies, leur demander des troupes, des travailleurs et des denrées de ravitaillement. Le Maroc en particulier a

1. Ch. des Députés, 11 mars 1914, *Journ. Off.*, p. 1505.

fourni dans toute la mesure de ses moyens sa contribution à la défense nationale, au point de vue économique, comme au point de vue militaire. On a eu en France depuis le rétablissement de la Paix le sentiment très net que cette collaboration apportée au moment critique devait resserrer les liens entre la métropole et ses possessions d'outre-mer. En 1914, l'opinion française, longtemps hostile, commençait à venir à la politique coloniale. La guerre a considérablement hâté son évolution, au point que les rapports de la métropole et des colonies sont en passe de devenir une des questions prépondérantes de la politique française.

Cette transformation de l'opinion, dans un sens favorable et dont le Maroc peut-être plus qu'aucune autre de nos possessions a eu sa très large part, a amené une transformation des intentions de la Commission des Douanes vis-à-vis de l'Empire chérifien.

La question des rapports commerciaux entre la France et le Maroc qui n'avait été examinée que tout à fait incidemment à propos du régime douanier algéro-marocain, et dans un état d'esprit plutôt hostile, fit l'objet d'une étude d'ensemble de la Commission des Douanes dans sa séance du 22 octobre 1918. Le nouveau rapport que M. Barthe a consacré à la question, marque un déplacement de point de vue. Le rapporteur indique tout d'abord que les modifications apportées à la situation économique générale, ont complètement transformé le problème et fait disparaître les préoccupations de surproduction et d'encombrement du marché qui inquiétaient les représentants des intérêts agricoles métropolitains en 1914. Aussi, pour le présent, ne fait-il aucune objection à l'établissement du régime tunisien de l'entrée en franchise pour la plupart des produits naturels jusqu'à concurrence de quantités fixées annuellement

par décret. Mais il maintient son point de vue primitif en ce qui concerne l'orientation générale à donner au développement économique du Maroc. Il faut à son sens que l'Empire chérifien s'oriente vers les productions complémentaires de celles de la métropole de façon à ce que des échanges réellement fructueux puissent s'établir entre eux.

Pour cela il importe que dès le début, le Parlement manifeste très clairement sa volonté, afin de n'être pas plus tard le prisonnier des erreurs commises (1).

« Les barrières que nous nous proposons d'élever aujourd'hui doivent constituer un avertissement plus qu'un régime définitif. Il est en effet difficile de concevoir que nous pourrions développer nos échanges si la production marocaine est similaire de la production métropolitaine. Si le Maroc ne peut nous offrir que les produits agricoles que nous obtenons nous-mêmes sur notre propre sol, nous ne pourrions pas être ses clients, c'est l'évidence même. Mais ne lui achetant pas de produits, nous ne saurions davantage lui en vendre parce que les véritables courants d'affaires ne s'établissent qu'entre clients qui sont à la fois acheteurs et vendeurs. Si par notre faute, le Maroc est obligé d'offrir ses produits à des étrangers, comme ce sont les bateaux qui exportent, qui assurent l'importation, ce sont les étrangers qui écouleront leurs produits manufacturés dans le protectorat et l'activité métropolitaine, non seulement ne tirera aucun profit de la mise en valeur de ses ressources, mais elle subira tous les dommages qui doivent résulter pour elle du poids des changes par suite de la substitution de produits étrangers aux produits

1. Rapport fait au nom de la Commission des Douanes sur le projet de loi relatif au Régime douanier des produits marocains importés en Algérie par la frontière de terre, par M. Barthe, député, n° 5104, session 1918, p. 20.

coloniaux qui sont indispensables à notre industrie.

Les produits dont le rapporteur préconise la culture sont : le cotonnier, le blé dur, l'avoine, l'orge, le seigle, le maïs, les légumes secs, le lin, le chanvre et la graine de ricin. Pour faire aboutir cette politique économique, il demande un effort considérable d'étude, ainsi que de propagande agricole.

Le projet de loi qui fait l'objet du rapport (1), établi après accord entre le Gouvernement et la Commission des Douanes, instaure pour le Maroc, le régime établi par la loi de 1890 pour la Tunisie.

Un certain nombre de produits — en fait à peu près tous les produits agricoles intéressant le Maroc, — seraient admis en franchise pour des quantités prévues chaque année par décret, d'après les statistiques établies par le Résident général, sous la double condition d'être accompagnées d'un certificat d'origine et d'être importées en droiture, sous le pavillon français ou marocain.

Ces produits seraient : les animaux vivants de race bovine, ovine, caprine, porcine, les viandes fraîches et viandes conservées par un procédé frigorifique, les viandes salées, viandes en conserves, les œufs, peaux et pelleteries brutes, laines en masse et en peaux, déchets de laine, poils, cornes, os et sabots de bétail, céréales et grains, légumes secs, légumes frais, fruits frais ou secs, autres que raisins de vendange, graines d'alpistes, graines et farines de lin, graines de ricin, huile de ricin, graines de soja, graines de fenugrec, graines de manioc, arachides, cumin, coriandre, carvis, anis, lin, chanvre, palmier nain et crin végétal, racine de pyrèthre, henné, gomme arabique, gomme sandaraque, gomme ammoniacque et gomme d'euphorbe, coton en masse

1. Rapport Barthe, 1918, p. 295.

et déchets de coton, pierres meulières destinées aux moulins des indigènes, peaux corroyées préparées, dites filali.

Comme conséquence, l'article 6 de la loi du 7 juillet 1867, serait abrogé et l'importation du Maroc en Algérie, par voie de terre soumise au droit commun.

Le question en est là, mais il n'est pas douteux que le statut commercial du Maroc, vis-à-vis de la métropole qui a soulevé de si vives polémiques parlementaires, ne soit bientôt fixé dans un sens libéral.

CONCLUSION

Cette étude du régime douanier marocain, présentait — nous le voyons à présent — un intérêt beaucoup plus grand, pour l'intelligence des questions marocaines en général, que l'on aurait pu le supposer tout d'abord. Un intérêt historique en premier lieu. Les questions de commerce et de douane nous ont tout naturellement amené à passer en revue les différents stades de l'histoire du Maroc et à étudier avec quelques détails ses relations avec l'Europe. Il a été aisé de constater et de saisir sur le vif la déchéance lente, progressive, continue de l'Empire marocain. Peut-être même le terme de déchéance sous-entendant lui-même un état antérieur de prospérité est-il inexact. Il serait peut-être plus vrai de dire que l'Etat marocain n'a jamais réussi à se constituer. Des souverains énergiques, grands voyageurs, grands batailleurs comme Moulay Ismaël du ^{xvii}^e siècle et tout près de nous Moulay Hassan réussirent bien par leur influence personnelle à galvaniser leur Maghzen et leur armée, à étendre leurs territoires. Aussitôt leur mort, les dissensions intestines, les querelles de prétendants, la cupidité des uns, l'esprit d'insubordination des autres ruinaient leur œuvre. Jamais il n'y eut au Maroc de ces puissantes institutions, ni de ces classes de gouvernement et

d'administration qui assurent au milieu des vicissitudes historiques le développement régulier des organes d'Etat.

Au cours du temps les puissances européennes s'organisant et affirmant leur force dans tous les domaines, il devait arriver un moment où le rapport d'égalité serait rompu entre elles et le Maroc et où elles considéreraient ce pays comme inférieur et obligé vis-à-vis d'elles à toutes les concessions. Le récit de cette décadence est toute l'histoire marocaine au ^{xix}^e siècle. Le sultan et son Maghzen vivent au jour le jour et toute leur diplomatie consiste à éluder les réclamations européennes lorsqu'elles sont faibles, à leur céder le moins possible lorsqu'elles sont pressantes et qu'on ne peut absolument plus éviter de faire quelque chose. Cependant, on continue à vivre à l'ancienne mode, ignorant les chemins de fer, les inventions mécaniques et les institutions de l'Etat moderne. Moulay el Hassan donne aux portes mêmes de l'Europe, le spectacle curieux d'un prince médiéval, qui à la fin du ^{xix}^e siècle a encore son domaine propre dont il vit, ses auxiliaires, ses vassaux, plus ou moins dociles et qui pendant tout son règne se déplace, bataille et châtie incessamment les révoltés. Mais toute son énergie ne peut réussir qu'à soutenir quelques années encore la vie de l'Empire. Il pare une difficulté après l'autre mais conserve une organisation vieillie, alors que seule une réforme d'ensemble pourrait sauver l'Empire marocain de la faillite et de l'intervention étrangère. Cette réforme, il n'a ni le désir, ni le moyen de l'accomplir et l'on voit ce spectacle étrange de ce pays limitrophe de l'Algérie, tout voisin de l'Europe qui réussit à demeurer immobile et inchangé au milieu du bouleversement général des choses.

Cette façade même, son successeur Moulay Abd

el Aziz est impuissant à la maintenir, il s'endette, se met entre les mains d'aventuriers et de prêteurs d'argent et finalement en 1904 se trouve sur le point d'être contraint à accepter le protectorat français.

A ce moment, le Maroc dont nous voulons assumer la direction, a déjà une indépendance douanière des plus limitées. Tous les traités du XIX^e siècle ont été comme nous l'avons vu de légitimes précautions prises par les puissances européennes contre un pouvoir violent et arbitraire. Aussi n'y voit-on que des engagements pris par le Gouvernement marocain, engagement de ne pas taxer les produits étrangers à plus de 10. % *ad valorem* ; fixation des droits de sortie, des taxes de navigation, de mouillage, d'ancrage et en échange, quand elle s'y trouve, la simple clause de la nation la plus favorisée, si vague, si élastique et si facile à tourner lorsqu'il s'agit d'un Etat fort, discutant avec un pouvoir faible comme celui d'un sultan. Pour accentuer encore cette inégalité, l'article 17 de la conférence d'Algésiras vint donner à toutes les puissances qui y étaient représentées, le droit au bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée.

Mais ces « hypothèques marocaines » déjà réelles et lourdes furent accrues et rendues véritablement excessives par les différents actes diplomatiques qui marquent les étapes de l'établissement du protectorat. Le traité du 8 avril 1904 tout d'abord qui stipule au profit des produits anglais le droit pendant trente ans à l'égalité avec les marchandises françaises sur le marché marocain. Puis la conférence d'Algésiras qui établit sans limitation de durée, l'égalité économique au profit de tous les pays qui y sont représentés et crée pour y veiller des organismes internationaux multiples, Banque d'Etat, Commission des

valeurs douanières, Comité des douanes. Les traités de 1909 et 1911 avec l'Allemagne, confirment cette égalité économique en la renforçant et en l'étendant à des matières pour laquelle elle n'existe généralement pas : marchés de travaux publics, mines, etc... Enfin le traité de 1912 avec l'Espagne établit l'unité douanière des deux zones et la libre circulation des produits d'une région dans l'autre. Telle est la situation actuelle du Maroc au point de vue des douanes. C'est un résultat de son évolution historique, de son mauvais gouvernement d'abord, puis par la suite des âpres rivalités européennes qui se sont disputé la dernière terre libre à proximité de l'Europe et n'ont voulu permettre à la France d'y exercer la puissance politique que si elles étaient assurées d'avoir leur part dans son développement économique. Quoiqu'il en soit, on peut dire que cette situation actuelle est au point de vue des intérêts marocains et des intérêts français, franchement mauvaise et qu'elle devra dès que les circonstances le permettront, être révisée sur la plupart des points.

Tout d'abord, il subsiste au Maroc, vestiges de la période d'internationalisation, divers organes dont le jeu paraît devoir être à la longue incompatible avec le protectorat français. Je veux parler du Comité des douanes et de la Commission des valeurs douanières. Institutions subies par la France, par suite de la contrainte allemande, elles perdent leur raison d'être avec l'établissement d'une administration française régulière, à laquelle incombe tout naturellement l'exécution des traités, la France ne pouvant admettre d'observations à leur sujet que par la voie diplomatique.

En ce qui concerne les traités eux-mêmes, il faut envisager les questions qu'ils posent au double point de vue français et marocain.

Au point de vue français, il semble difficilement admissible que le régime actuel puisse durer indéfiniment. Ce régime a pour point de départ, il convient de s'en souvenir, la violence allemande. Lorsque nous avons traité avec l'Angleterre en 1904, nous n'avons stipulé l'égalité économique que pour une durée de trente ans. C'était long, certes, mais admissible et si les choses en étaient restées là en 1934, c'est-à-dire dans quatorze ans, nous reprenions notre indépendance douanière.

En 1905, l'Allemagne nous sentant isolés sur le continent, nous a imposé l'abandon provisoire de nos desseins sur le Maroc par la menace de la guerre. La conférence d'Algésiras a donné à toutes les nations européennes — petites et grandes — et aux Etats-Unis d'Amérique des droits égaux aux nôtres au point de vue économique. Le traité de 1911 dont l'Angleterre a pris acte, a étendu ces concessions d'une façon véritablement abusive. A s'en tenir à ces traités, on nous concède le droit de faire toutes les dépenses — et elles sont importantes — pour la pacification et la mise en valeur du Maroc, mais jamais notre situation n'y serait privilégiée en quoi que ce soit au point de vue économique.

Il convient de dire, il est vrai, que l'effort déployé par nos compatriotes au Maroc ayant été des plus remarquables, notre participation à ce commerce a été sans cesse croissant et que depuis la fin de la guerre nos efforts ne semblent point se ralentir. Néanmoins, il y a là une situation paradoxale, fâcheuse et même quelque peu humiliante pour notre pays. Elle est certainement de celles qui doivent préoccuper notre diplomatie. Malheureusement il est à prévoir que ce sera une tâche longue et ingrate. L'égalité économique a été proclamée si souvent et d'une manière tellement solennelle qu'il est fort

douteux que les Anglais y renoncent rapidement. Les protestations de la Morocco Association (1) sont un indice de la volonté de nos voisins de conserver jalousement leurs droits au Maroc et l'on ne saurait sérieusement leur en faire un grief.

Au point de vue marocain la question douanière n'est pas moins intéressante à considérer. Antérieurement à toute stipulation sur l'égalité économique, le Maroc était lié à la plupart des puissances par des traités dans lesquels le plus généralement, en échange de la clause de la nation la plus favorisée, il s'engageait à ne pas frapper les produits étrangers à leur importation de droits plus élevés que 10 % *ad valorem* et certains droits spécifiques fixés par les traités, à l'exportation à ne pas établir de droits supérieurs à ceux qui avaient été convenus.

Ce régime de véritable sujétion internationale pose une première question. Si comme on en parle depuis assez longtemps au Maroc même, l'Empire chérifien remplaçait son vieux droit de 12 1/2 % *ad valorem* par un tarif spécifique, il ne lui serait pas possible de le faire sans le consentement des puissances et sans que celles-ci puissent formuler leurs observations sur le nouveau tarif. Il y a là une véritable servitude internationale qui pouvait avoir sa raison d'être avec le pouvoir arbitraire des sultans, mais dont la France ne peut indéfiniment accepter le maintien.

1. Un des membres de la British Merchant Morocco Association a déclaré au cours d'une discussion : Je tiens à exprimer mon admiration absolue pour les Français, mais ils n'exécutent pas le traité par lequel ils se sont engagés à ne pas modifier le régime commercial pendant trente ans. Nous savons ce qu'ils ont fait à Madagascar d'où nous avons été éliminés. Je suis d'avis de prendre les mesures les plus énergiques et les plus promptes pour sauvegarder notre commerce marocain. *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, année 1920, p. 20.

A un autre point de vue ces anciens traités qui défendaient très énergiquement les intérêts des ressortissants européens faisaient à peine allusion à l'exportation marocaine vers l'Europe. La clause de la nation la plus favorisée (1) quoi qu'elle y fut le plus généralement insérée, est une faible garantie vis-à-vis d'un gouvernement résolu à pratiquer les « discriminations » et autres habiletés dans ses tarifs. La raison de cette omission est simple. Le Commerce d'exportation était au moment de la conclusion des traités peu important et les sultans s'en désintéressaient. Est-il admissible aujourd'hui que les puissances étrangères aient tous les droits vis-à-vis du Maroc et que celui-ci soit très insuffisamment armé pour défendre ses intérêts à l'étranger (2). Pareille situation s'est présentée à propos de la Tunisie. Aujourd'hui la Régence a le plus généralement le droit de se prévaloir des traités de commerce signés par la métropole qui contracte en même pour elle-même et pour la Tunisie. Enfin, en dernier lieu, il ne faut pas oublier que certains pays représentés à la Conférence de Madrid ont acquis le droit au bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, sans qu'en l'absence de traités, le Maroc ait acquis un droit semblable vis-à-vis d'eux. Ce sont l'Italie, la Suède, la Norvège et le Portugal. On voit donc, que les questions soulevées par l'étude du régime douanier marocain sont nombreuses et complexes. Il ne faudrait pas croire qu'elles soient susceptibles d'une solution rapide. La France ne s'est installée au Maroc qu'au prix de difficultés multiples, à force de patience et

1. Faisaient exception l'Angleterre et les Etats-Unis.

2. Le Maroc obligé de traiter toutes les puissances sur le même pied ne peut obtenir d'un pays donné des avantages spéciaux en échange de concessions particulières. Le tarif *ad valorem* est une autre cause d'infériorité.

de diplomatie. Elle y consolidera sa situation par les mêmes procédés. Souveraine maintenant de Sousse à Casablanca il lui faut travailler à l'organisation et à la mise en valeur du pays. Elle pourra lorsque son occupation remontera déjà à quelque temps faire disparaître au prix de patientes négociations, ces servitudes internationales qui ont été le prix dont elle a payé l'unité de son Afrique du Nord.

Pour la mise en valeur du Magreb, il s'est posé une autre série de questions qui touchent, elles aussi, à la politique économique et douanière, et sont relatives aux rapports du Maroc avec la métropole, à l'importation des produits marocains en France. Certes en ces moments de disette, la solution est facile et il a été indiqué que tout permettait d'espérer que le plus large accueil serait fait prochainement à l'importation marocaine sur le marché métropolitain. Mais pour l'avenir, il faut reconnaître que les arguments soulevés par les protectionnistes agrariens au cours des diverses discussions parlementaires ne manquent pas d'une certaine portée. Est-il prudent d'acheminer vers une union douanière, la France grand pays de vigne, d'agriculture et d'élevage et l'Afrique du Nord qui produit également la vigne, les céréales et le bétail. Que le danger ne soit pas immédiat, cela est l'évidence même, mais le péril lointain de la concurrence entre la France continentale et la France nord-africaine, n'en subsiste-t-il pas moins ? Ne peut-on penser au contraire que l'équilibre s'établira de lui-même, d'une part par l'industrialisation progressive de la France si riche en minerais de fer et en houille blanche et aussi, par un développement du pouvoir de consommation locale au Maroc et dans nos autres possessions nord-africaines. Il est permis de penser, et l'exemple de l'union douanière avec l'Algérie ainsi que celui du régime

très libéral concédé à la Tunisie le confirme, que l'évolution économique de notre pays est susceptible de plus de souplesse et de possibilités d'adaptation que ne le supposent nos agrariens et que dans une France élargie aux deux rives de la Méditerranée, chacun trouvera le moyen de vivre. De toutes les questions qui se posent actuellement dans notre Afrique du Nord il n'en est peut-être pas dont on ait plus parlé ces temps-ci (1) que d'une union au moins économique de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc. On en signale l'intérêt au point de vue de l'appel au crédit et des grands travaux. Il est permis de faire remarquer, qu'en ce qui concerne les douanes, l'Etat actuel du Maroc, caractérisé par l'égalité économique de toutes les puissances et l'union douanière avec la zone espagnole, constitue un obstacle des plus sérieux à la réalisation de cette union, sous peine d'ouvrir l'Algérie tout au moins, et peut-être dans certains cas la France elle-même aux produits étrangers.

En résumé, on ne saurait considérer le statut douanier actuel du Maroc comme définitivement fixé. Toutes les questions sont posées, aucune n'est résolue, ni même susceptible de solution rapide. Au point de vue diplomatique on se heurte à des droits acquis et à de puissants intérêts, résolus à ne pas se laisser sacrifier. Au point de vue économique il est encore trop tôt pour présager de l'orientation que prendra le développement du Maroc.

Ce qui importe pour le moment c'est de nous y installer pour ainsi dire pour toujours, de travailler à son organisation, à sa colonisation, de nous concilier les intérêts et de conquérir les cœurs. Puis plus tard, dans quelque quinze ans, lorsque notre occupation sera devenue un fait lointain du passé et définitive-

1. *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, année 1920, p. 66.

ment acceptée, nous pourrons, comme nous l'avons fait pour la Tunisie, faire lever, par des négociations opportunes les dernières hypothèques internationales qui subsistent et, au point de vue des relations franco-marocaines doter l'Empire chérifien de sa chartre commerciale définitive.

Vu : le Président de la thèse,

C. PERREAU

Vu : le Doyen,

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris,

APPELL

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	5
CHAPITRE I. — Les douanes et le commerce du Maroc jusqu'au début du xix ^e siècle . . .	9
— II. — Du début du xix ^e siècle à la confé- rence d'Algésiras	41
— III. — De la conférence d'Algésiras à l'éta- blissement du protectorat.	66
— IV. — Organisation intérieure de la douane marocaine.	84
— V. — Le régime douanier et le commerce algéro-marocain.	99
— VI. — Le développement du commerce ma- rocaïn de 1907 à 1917.	119
— VII. — L'avenir du régime douanier ma- rocaïn	143
CONCLUSION	168

